LA VIE INTELLECTUELLE

V. I. : Du bon usage de la détente.
É. BORNE : Au-delà de l'Enfer.
R. TOULEMONT : Déterminismes sociaux et liberté.
E. von KUEHNELT-LEDDIHN : Où va l'esprit allemand ?
E. MAISSI : Le Moyen-Orient, banc d'essai des matériels de guerre ?
M.-H. LELONG : Judas sauvé par M. Marcel Pagnol.

LES SIGNES DU TEMPS

Un seul être vous manque...
Défense et illustration des Nations Unies.
Bulletins de santé des États-Unis.
Ce à quoi les Sarrois ont dit non.
Occasions perdues et occasions à ne pas perdre.
En marge des événements de l'Afrique du Nord.
L'Afrique du Nord paralyse la France au Moyen-Orient.
Le drame d'Istanbul.
L'étendue de l'émeute contre les Grecs.
L'Amérique latine et la France.
Azimuts.
Portrait : L'Express ou l'enfant doué et roué.

LIVRES. THEATRE. CINEMA

DOCUMENT : Agriculture et paysannerie en Russie soviétique.

REVUE MENSUELLE
NOVEMBRE 1955

LES ÉDITIONS DU CERF_PARIS

SOMMAIRE

V. I. : **Du bon usage de la détente** 1
E. BORNE : **Au-delà de l'Enfer** 6
R. TOULEMONT : **Déterminismes sociaux et liberté.** 17
E. VON KUEHNELT-LEDDIHN : **Où va l'esprit allemand ?** 29
E. MAISSI : **Le Moyen-Orient, banc d'essai des matériels de guerre ?** 39
M.-H. LELONG : **Judas sauvé par M. Marcel Pagnol** 54

LES SIGNES DU TEMPS

Un seul être vous manque... (H. Muller) 64
Défense et illustration des Nations Unies (A. Frisch)..... 68
Bulletins de santé des États-Unis (A. Viatte) 71
Ce à quoi les Sarrois ont dit non (R.-C. Jussieu) 74
Occasions perdues et occasions à ne pas perdre (P.-A. Martel). 77
En marge des événements d'Afrique du Nord 79
L'Afrique du Nord paralyse la France au Moyen-Orient (J. Nantet) 81
Le drame d'Istanbul (P. Rondot) 84
L'étendue de l'émeute contre les Grecs (A.-M. H.)..... 88
L'Amérique latine et la France (J. Nantet) 92
Azimuts : Tâches grandioses (A.-Z. Serrand) 93

PORTRAIT

L'Express ou l'enfant doué et roué (E. Borne) 99

CHRONIQUES

L'Allemagne inconnue (R. Wintzen) 103
Une curieuse « Histoire de la Hongrie » (F. Feftö) 110
« L'Église en face du capitalisme » (J. Thomas) 116
Science et nature par la photographie et par l'image (Colette Soubrand) 122
Trois romans (M. Chavardès) 123
Théâtre (H. Gouhier) 128
Cinéma : *Les grandes manœuvres* (J.-L. Tallenay) 131

DOCUMENT

Agriculture et paysannerie en Russie soviétique (B. Féron).. 136

La Vie Intellectuelle

VINGT-SIXIÈME ANNÉE. — NOVEMBRE 1955

Du bon usage de la détente

La détente dans les relations entre l'Est et l'Ouest n'est pas une imagination optimiste; elle s'inscrit en clair dans la réalité internationale depuis que la négociation a conduit à des armistices de compromis en Corée et au Viet-Nam : traité autrichien, conférences de Genève, rideau de fer levé pour des tournées de comédiens et de parlementaires, voyages en Occident de personnalités scientifiques soviétiques, et jusqu'en ces capitales spirituelles de l'autre monde que sont Genève et Rome, tous ces faits convergents affirment les possibilités d'une coexistence pacifique et amorcent un commencement de dialogue entre deux univers jusqu'ici en état de guerre chaude aux extrémités de la terre et de guerre froide sur leurs plus proches frontières.

Et voici que les uns croient la paix définitivement faite et notre XXe siècle promis sur son deuxième versant à des lendemains d'idylle : les malentendus dissipés, le communisme qui ne serait après tout qu'une social-démocratie verbalement plus dure rejoindrait à

grandes enjambées, car il a un peu de retard à rattraper, la grande famille des hommes du progrès. Une poussée de Front populaire au-dedans, la collaboration avec les démocraties populaires au-dehors et l'histoire, après une décade d'hésitation et de vertige, reprendrait raisonnablement sa marche vers le meilleur.

Et voilà que d'autres clament que rien n'est changé, que la détente n'est qu'une belle apparence fallacieusement entretenue par une forte dépense, à vrai dire politiquement peu coûteuse, de sourires et de fleurs, et à l'abri de laquelle le réalisme communiste a accumulé les gains et multiplié les avantages : esquivant en Asie une défaite peut-être inévitable si les Occidentaux avaient osé risquer le pire pour obtenir une reculade libératrice, retranchant virtuellement la Yougoslavie et l'Autriche de l'alliance atlantique, et utilisant la croyance dans la détente comme un moyen efficace de dissoudre le moral des peuples de l'Ouest, pour les diviser, les endormir et les mieux préparer pour l'estocade finale. Si bien que Genève pourrait bien être dans l'histoire le Munich du totalitarisme communiste, un Munich d'autant plus redoutable qu'il séduit cette fois principalement la gauche. D'où alors la nécessité d'une mobilisation des méfiances contre cette détente devenue une dangereuse entreprise de mystification.

Un tel dilemme nous paraît un bon exemple de ces abstractions passionnelles qu'il importe de dépasser pour retrouver l'humain. La vérité, en ce tournant en effet décisif du siècle, ne coïncide ni avec la naïveté des bonnes et molles volontés du progressisme ni avec le fanatisme pessimiste des ultras de l'atlantisme. Le seul parti raisonnable est d'accepter la détente avec

loyauté et bonne foi et de mener dans ce contexte nouveau une politique de lucidité et de courage.

Le communisme reste une religion séculière, avec au sommet un pontificat suprême — que celui-ci s'incarne en un seul homme ou dans une direction collective; or une église, surtout temporelle, modifie parfois son style et sa méthode lorsque change le pontife, mais ses buts fondamentaux, ses raisons d'être profondes subsistent évidemment inentamés. Le communisme ne cesse pas d'être le communisme après comme avant la disparition de Staline. Krouchtchev n'a pas manqué de le répéter à ses hôtes occidentaux entre deux sourires : les communistes gardent leur vision dualiste, et à vrai dire manichéenne, du monde; ils ont la certitude que le capitalisme est condamné par la nature des choses et le train de l'histoire, que le marxisme est prédestiné à faire l'unité de la terre. La détente ne signifie nullement que l'homme communiste se soit miraculeusement converti aux valeurs libérales; il persiste dans son hostilité de fond au christianisme et à toute religion de la transcendance, usant contre elles de toutes les pressions sociologiques et les traitant partout où il est le maître comme un phénomène folklorique en voie de disparition. Quelle que soit l'importance des assouplissements tactiques récemment décidés, la stratégie d'ensemble est fidèle à ses grandes constantes fondamentales et particulièrement au soutien des peuples sur le chemin de la décolonisation, d'où par exemple le récent vote à l'O.N.U. de la Russie soviétique contre la politique algérienne de la France ou la vente d'armes annoncée par Moscou à ceux des pays arabes qui ne suivent pas la politique atlantique de l'Irak ou du Pakistan.

Il est donc clair que le communisme maintient une

volonté de combat au-dedans même de la détente, attitude d'une dialectique élémentaire et qui ne fait pas de la détente une apparence superficielle et menteuse. La politique est un conflit de forces et la détente ne saurait changer sa nature, mais seulement ses conditions d'exercice : désormais la course aux armements, la peur de l'invasion ou de l'atomisation compteront moins dans cette lutte que les habiletés diplomatiques, l'invention politique, la séduction des idéaux et l'attrait des valeurs. Progrès incontestable sur la mentalité de guerre. Mais il s'agit toujours, au-dedans de cette paix commencée, de savoir qui sera le plus fort.

On craint donc que ceux qui proposent de rejeter à la mer les sirènes trompeuses de la détente ne soient victimes d'un complexe d'infériorité ; ils prêchent une résistance furieuse, mais ils pourraient bien nourrir au-dedans un esprit passablement munichois ; ils sous-estiment la valeur des énergies politiques et spirituelles que l'Occident n'est pas incapable d'opposer à l'idéologie communiste et ils lisent un destin de ruine pour nos démocraties dans un large affrontement humain entre les deux systèmes ; c'est traiter notre univers en empire de la décadence, déjà décomposé au-dedans, et qui n'aurait pour défense contre les Barbares que la muraille d'un « limes » dont tôt ou tard la paroi cédera. Toute politique de recours à la force seulement matérielle en Europe comme en Afrique obéit à un postulat mal conscient, mais en son fond désespéré : « retardons le déluge, les choses dureront bien autant que nous ».

L'optimiste est de croire à la vérité de la détente, mais comme à un bonheur exigeant. Il n'est pas impossible que l'unité de l'Occident maintenue malgré et après la crise de la C.E.D. ait politiquement contraint

l'Orient à changer ses méthodes et que la détente soit ainsi la récompense d'une certaine volonté politique des démocraties. Tout ce qui éclairera et fortifiera ce courage développera les virtualités de paix contenues dans la détente. Certes, lorsque Athènes la trop civilisée et Sparte la rude entrent en concurrence sur le marché aux cultures, les valeurs spartiates de discipline et d'austérité trouvent preneurs malgré la différence des niveaux de vie surtout chez les plus blasés et les plus dilettantes des Athéniens et les histoires disent bien qu'il y a toujours eu des partis spartiates dans les Athènes, mais jamais des partis athéniens dans les Sparte. Mais craindre ce danger et fuir dialogue et confrontation serait une manière de suicide et de péché contre la paix aussi bien qu'une croyance scandaleusement tiède dans les valeurs qui nous sont propres. Prenons-les assez au sérieux pour les exposer au grand vent de l'histoire, accepter les affrontements et ayons assez d'imagination pour penser que nous aussi nous pouvons être contagieux.

Beaucoup de ces valeurs sont chrétiennes. Ne serait-ce pas amoindrir la foi que de ne pas croire à leur force propre et à leur puissance d'expansion ?

La détente correctement analysée, est donc aussi bien une tension continuée. Ne boudons pas l'une et ne nous plaignons pas de l'autre. Nier la détente c'est faire la politique de la peur qui est faiblesse et non pas force. Refuser la tension, c'est faire la politique de l'abdication et de la connivence qui est la caricature d'une politique de paix. On propose d'accepter dans la lucidité les chances qui sont fortes et les risques qui sont grands et de la tension et de la détente.

V. I.

AU-DELA DE L'ENFER

La Résistance est désormais entrée dans l'histoire. Ce lieu commun peu discutable s'exprime tout naturellement dans la formule de la plus grande amertume. Heureuse Résistance enfin partout reçue : des inscriptions sur les monuments, des allusions pleines d'indulgence dans les discours académiques et dans les rhétoriques officielles, un paragraphe dans les manuels au chapitre de la deuxième guerre mondiale; partout honorablement traitée, pesée et estimée, consacrée et ensevelie. La figure du monde et avec elle la géographie des passions ont été si bouleversées depuis dix et quinze ans que les souvenirs de ce temps-là ont un mauvais genre archaïque et anachronique, font figure de revenants indiscrets, tandis que les survivants de l'aventure jouent le rôle mal supportable aux autres et à eux-mêmes d'anciens combattants et de héros honoraires. L'illusion s'est évanouie d'un éclair de légende interrompant le train du monde, métamorphosant l'histoire, lui donnant dans l'horreur et la gloire un je ne sais quoi de divin. La Résistance est maintenant un fait historique comme les autres, recensé, étiqueté et qui rentre dans le rang.

Ainsi vont les lois d'une histoire automatiquement niveleuse et profanatrice et qui ne cesse de faire du

relatif avec ce qui a été de l'absolu — et peut-être du sacré. Il importe pourtant que soit porté témoignage contre l'injustice d'un tel destin. Péguy, ancien combattant de l'affaire Dreyfus, n'a jamais voulu convenir que l'éblouissement de sa jeunesse et la rigueur de son premier engagement pourraient subir cette chute dans les registres de l'histoire. Aussi a-t-il écrit *Notre Jeunesse* et déclaré à Clio une guerre acharnée et d'avance perdue dans son humour désespéré. Pourtant Péguy n'avait pas complètement tort, car l'histoire ne proposera jamais que des moitiés de vérité ou plutôt l'envers objectif de vérités vécues, humaines, existentielles comme on dit aujourd'hui et dont la subjectivité échapperait à jamais, s'il n'y avait l'éternité. Les choix qui sont dans l'histoire portent donc souvent au delà de l'histoire et il arrive que la poésie pieuse de la mémoire les comprenne mieux que l'intelligence historique, analytique, extérieure et encore une fois relativiste par devoir d'état. Car rien n'est centre pour l'historien — mais Péguy peut du dedans de l'affaire Dreyfus juger compagnons et adversaires, donner aux suites et aux conséquences ce sens après lequel court l'histoire sans l'atteindre jamais.

La Résistance a été une assez grande chose et elle aurait mérité d'avoir son Péguy, c'est-à-dire le combattant à la fois poète et penseur, capable de ce génie de la mémoire qui sauve de l'histoire un événement exemplaire en l'arrachant à ce monde d'ombres où la substance se perd, où la valeur se ternit, où toutes choses tendent à s'égaliser, bref à cet enfer où tombe le passé historique. Ce bonheur ne nous a pas été donné dans sa plénitude. Et pourtant le livre que vient d'écrire Edmond Michelet et qui s'appelle en un titre aux

multiples symbolismes *Rue de la Liberté*[1] n'est pas sans nous en proposer quelque idée et sans en susciter la nostalgie par une assez émouvante approche. Je connais trop ce livre dont les épisodes, admirablement contés, m'étaient familiers depuis longtemps et dont l'écriture a gardé le frémissement pressé et haletant de la parole vivante, trop de connivences et de camaraderies me lient à l'auteur pour que j'ose assumer les périls d'un jugement sans distances. Je dirai seulement ce qu'il y a de péguyste dans ce dessein qui porte l'histoire au-dessus de l'histoire et qui va au-delà de l'Enfer.

Edmond Michelet aurait pu très aisément se faire le chroniqueur de toute une période dont la Résistance a été comme le moment fort, l' « époque » pour parler le langage de Péguy. Il n'aurait eu qu'à raconter trente ans de sa vie. Dans tous les mouvements qui ont été la conscience et l'exigence de notre avant-guerre, on était sûr de rencontrer Edmond Michelet à sa place de militant et d'animateur, aux Équipes Sociales comme à l'Association Catholique de la Jeunesse Française, autour de la petite « Aube » et aux Nouvelles Équipes Françaises, cette N.E.F. sur laquelle ont été embarquées tant d'espérances dont plusieurs n'ont pas avorté. Dans cette préparation en profondeur — qui était une prédestination à la Résistance et aux suites de la Résistance — se formait un type assez fortement caractérisé de « démocrate-chrétien », étiquette qu'Edmond Michelet ne récusera pas, lui qui, libre de respect humain, n'est

1. *Rue de la Liberté*, Dachau 1943-1945, par Edmond Michelet, aux Éditions du Seuil.

pas un esprit distingué et n'a jamais appartenu au parti intellectuel. Cette sorte d'homme, dont l'espèce n'est pas complètement disparue est capable de retrouver toutes les valeurs, spirituelles et temporelles, religieuses et politiques à partir de la seule fraternité, ce qui mène assez loin tout en portant les apparences de la grossièreté et même de la naïveté. La connaissance de toute cette avant-guerre serait bien utile pour comprendre les cheminements qui ont conduit un Edmond Michelet à ces prisons et à cette expérience « concentrationnaire » dont il nous fait le récit. Mais je fais ici une objection d'historien qui s'inquiéterait de savoir quel mouvement de renaissance et de réconciliation préparait les rencontres de la Résistance (et plus particulièrement cette libre école de Brive, dont Michelet avait fait une véritable capitale « rouge-chrétienne » — en un temps où la gauche chrétienne ne réalisait les ruptures nécessaires que pour mieux fédérer et unir, où la tâche majeure qu'elle se donnait était de remembrement). Heureusement Edmond Michelet n'est pas un historien, et toute cette vie antérieure, implicite et à peine évoquée, ajoute une dimension à la densité humaine d'un livre où tout ce qui est raconté affleure d'une vie substantielle et profonde.

Edmond Michelet ne se fait même pas l'historien de sa propre Résistance puisque le livre commence en ce jour d'hiver 1943 où il fut arrêté à Brive par la police allemande après trois années d'action clandestine, dont pourtant la chronique, historiquement, importerait. Mais ici encore le sentiment obscur de ce qui n'est pas dit explicitement va plus loin que l'explication ou la reconstruction intellectuelles; nous ne connaîtrons la Résistance militante qu'à travers la Résistance souf-

frante, et ce n'est pas un mauvais miroir. L'épreuve toujours est heure de Vérité.

Et nous saurons d'abord ceci qu'elle a été, cette Résistance, dans sa pureté originelle, proprement une entreprise de chevalerie : on voyait, par exemple, des pères de familles nombreuses accepter dans leur ville même des postes de responsabilités majeures et se battre ainsi quasi à visage découvert. Ces combattants croyaient à la conscience, ils supportaient mal que le mensonge devînt dans l'extrémité de la conjoncture, une arme nécessaire, et l'auteur de *Rue de la Liberté*, une fois à Fresnes, a besoin de s'assurer auprès d'un prêtre — l'aumônier allemand de la prison, l'admirable abbé Stok, qui providentiellement venait de Bierville et de Marc Sangnier — qu'il ne devait pas la vérité sur son action passée à ces messieurs de l'avenue Foch, lesquels heureusement n'avaient entre les mains qu'un dossier vide. Cette chevalerie, elle se montre aussi dans l'absence totale de haine à l'égard de l'ennemi; certes une immense colère, une forte puissance d'indignation contre un système d'abomination et d'iniquité, mais pas un atome de haine. Sur ce point Michelet est un bon témoin, car il fut le pionnier entre les pionniers, inventant la Résistance à lui tout seul, et la Résistance dans son sens le plus précis et le plus concret, de refus délibéré et actif de l'armistice, puisqu'il s'est agi en premier lieu, au cours d'une équipée dont fut aussi le P. Maydieu, d'arracher à Hitler quelques Allemands antinazis de marque, réfugiés en France, et qu'un article particulièrement honorable de l'armistice promettait de lui livrer. Dès l'origine la Résistance avait son plus pur et plus vrai visage qui n'était pas nationaliste puisque d'emblée, s'appliquant à sauver des Allemands,

elle luttait aussi pour une meilleure Allemagne contre une Allemagne avilie, tyrannique et tyrannisée.

Aussi ce livre est-il sans violence et même sans polémique contre l'adversaire; les victimes n'ont pas à faire le procès des bourreaux puisqu'elles sont en proie à un système qui avoue son affreuse nature par le seul déroulement de son mécanisme. Edmond Michelet montre au long de cette *Rue de la Liberté* un art étonnant du portrait, révélant tout un style d'homme en crayonnant une silhouette, faisant soupçonner dans une réplique la réponse totale d'un être, et suggérant le plus vaste problème humain par le moyen d'une vive anecdote, et pourtant dans cette foule innombrable, et à chaque page plus pressée, on ne rencontrera guère de figures d'Allemands. Edmond Michelet n'a pas besoin de s'interdire vertueusement la facilité des charges féroces, il n'a même pas l'idée de cette justice à vrai dire platonique et symbolique que serait dans cet Enfer la caricature vengeresse des démons qui ont inventé ce mode terrestre de damnation. C'est que, et voilà le trait le plus caractéristique de ce livre sans littérature, dans *Rue de la Liberté*, les êtres n'existent qu'en fonction de leur humanité. Sont-ils moins humains, ils s'effacent et disparaissent. Même dans cet Enfer qui du coup n'est plus un Enfer n'existe aux yeux de Michelet comme dans les paradis baudelairiens que ce qui est digne d'exister. Ce n'est pas un procédé d'auteur, un art élaboré ou instinctif, mais une manière d'être qui tient à l'homme et à l'homme résistant. La Résistance avant d'être une politique était tout simplement une réaction de la fierté humaine contre un système de déshumanisation. Ce qui supposait chez le Résistant un certain style gentilhomme et peuple à la fois que l'existence concentra-

tionnaire n'est pas parvenue à abolir puisqu'il subsistait jusque dans les jours les plus affreux de Dachau, où l'horreur du typhus vint s'ajouter à la terreur nazie.

L'essentiel se trouve donc éclairé de ce livre quand on a dit qu'il ne fait que raconter des hommes en lutte, et en lutte finalement victorieuse avec un propos délibéré de déshumanisation. La question en effet d'où est sorti *Rue de la Liberté* est de celles que ne peut éluder la réflexion sur les totalitarismes et elle touche au plus aigu du problème ou du mystère du mal : l'univers concentrationnaire ne réunit-il pas des conditions telles qu'il met en échec même l'héroïsme et que l'homme le plus généreux ne peut s'y conduire vraiment en homme et à plus forte raison en chrétien ? Et encore que Dachau n'ait pas été le plus physiquement intolérable des camps du nazisme, tout y était organisé suivant la plus subtile et la plus efficace des « techniques d'avilissement ». L'art de l'amalgame y était pratiqué avec raffinement : les déportés venaient de tous les horizons d'une Europe provisoirement nazifiée. « Droit commun » y étaient mêlés aux « politiques ». Les déportés fournissaient eux-mêmes les cadres de cette cité, collaborant ainsi de force à leur propre oppression. Il fallait que le déporté soit l'ennemi du déporté, que toute fraternité humaine s'y trouvât interrompue, et que chacun n'y puisse subsister qu'aux dépens d'autrui. Le système est monté de telle sorte qu'il est impossible d'y vivre innocemment et que la culpabilité s'y ajoute à la misère. Machinerie proprement démoniaque : ceux qui ont risqué leur vie pour sauvegarder leurs raisons de vivre, on s'efforcera de les contraindre à humilier leurs raisons de vivre pour continuer à vivre. Le camp est certes une

machine à tuer, qui provoque les lentes agonies de l'épuisement, mais il est aussi une machine qui essaie de déshonorer l'homme, de faire collaborer la victime à la philosophie au fond nihiliste de son bourreau, et de transformer l'adversaire en réfutation de sa propre doctrine.

Un épisode de la vie à Dachau conté par Edmond Michelet prend dans sa cocasserie pénible une valeur révélatrice : les prêtres allemands détenus à Dachau parce que suspects d'opposition au régime avaient seuls le droit de dire leurs messes, alors que célébrer le sacrifice du corps du Christ était pour les prêtres des autres nationalités un délit qui les exposait au pire s'ils étaient découverts; mais comme rançon de cette permission les prêtres allemands devaient interdire à tous les autres détenus l'accès à ces messes et faire eux-mêmes une police rigoureuse contre les intrus. Si bien qu'il pouvait arriver à un catholique français d'être rossé par un prêtre allemand pour avoir tenté d'assister à la seule messe autorisée. Le système fonctionne bien : ces prêtres ont sans doute montré leur scepticisme à l'égard du dogme de la race élue et on les force à accepter et à défendre un privilège racial; ils avaient défendu la liberté de la chaire, les exigences de l'apostolat chrétien et il faut maintenant qu'ils fassent la chasse à des camarades de misère tentés par l'appel d'un autel vivant. Toujours la même abominable tactique : mettre chacun dans la nécessité prochaine de moquer et de bafouer sa plus profonde croyance. Car le système en veut très directement à l'âme.

Le merveilleux est que dans cette extrémité l'humanité de beaucoup ait résisté et que tant de simple grandeur ait pu être maintenue parmi tant de déchéance

physique et d'humiliation matérielle. A lire Edmond Michelet on aperçoit à plein et peut nommer les piliers invisibles aux bourreaux et qui soutenaient l'architecture spirituelle d'une Résistance continue : la simple amitié humaine qui dans le compagnonnage de la mort prend aussitôt une mystérieuse profondeur, la culture dont le souvenir était un moyen de nier la détresse : on est frappé en lisant Edmond Michelet du rôle joué par la poésie et la mémoire de quelques rythmes dans le refus opposé à l'inhumain; enfin la vie sacramentaire clandestinement poursuivie à force de ruses courageuses et qui permettait la présence du Christ au secret de l'abîme. La vague d'avilissement ne recouvrait pas tout. Ils étaient nombreux ceux qui, au-dedans de l'Enfer, se tenaient au-delà de l'Enfer. La démonstration était faite que des hommes et des chrétiens pouvaient se conduire en hommes et en chrétiens dans l'univers concentrationnaire.

Qu'on ne croie pas qu'Edmond Michelet se fasse avocat ou apologiste. Il est seulement le témoin qui raconte ce qu'il a vu, jamais il ne s'applique à dégager et à justifier la Résistance qui, après tout, n'est rien d'autre qu'un certain style de vie, le seul honorable, approprié aux temps de l'oppression. Les raisons de tels engagements étaient vécues en même temps que pensées, aussi apparaissent-elles fortes et convaincantes tout au long de l'histoire de cette passion concentrationnaire. Il n'est plus question de savoir, mais de voir et d'éprouver. Aussi Edmond Michelet n'a pas besoin d'argumenter contre l'antisémitisme, il lui suffit de raconter l'histoire de ce garçon juif, sortant à peine de sa classe de philosophie, qui se proclamait avec défi « agnostique » et qui après une journée de tortures, jeté

avec les autres dans la fosse aux esclaves, prend part à une joute poétique et récite *la Vierge à Midi,* de Claudel. Elle portera d'elle-même témoignage contre l'horreur, la sobre et poignante évocation de ces cinq cents enfants juifs, âgés de cinq à dix ans, venus des pays baltes, arrachés à leurs familles, autant d'enfants Jésus aux cheveux crépus et aux visages sombres et qui transitèrent un jour par Dachau sur la route d'un crématoire plus lointain.

Que la Résistance n'ait pas été une secte, qu'elle ait permis, pour choisir un langage aimé de l'auteur, un rassemblement authentique des élites du peuple français, il ne sera pas nécessaire de le démontrer par de subtiles dialectiques. Les hommes dont Edmond Michelet multiplie les portraits en sont autant de preuves vivantes. Il y a là l'avocat franc-maçon qui vient des Droits de l'Homme, l'instituteur public d'extrême-gauche qui croit à la morale laïque, le démocrate chrétien issu du Sillon et de Marc Sangnier, l'aristocrate qui a traversé l'Action française et qui ne transige pas avec la patrie et avec l'honneur. Bonheur des rencontres impossibles et qui porte aussi contre l'Enfer, et bonheur qui vérifie encore Péguy : toutes les mystiques et même les plus contradictoires d'accord entre elles et pour une fois du même côté. Mais pourquoi faut-il que cette connivence des mystiques n'ait pas survécu à l'épreuve et n'ait pu se prolonger du temps de la passion dans le temps des actes ? Faut-il encore donner raison à la philosophie pessimiste de Péguy qui croyait à la dégradation inévitable de la politique ? Mais cette question nous ferait quitter *Rue de la Liberté* et revenir à d'autres douleurs et d'autres labeurs qui sont littéralement une autre histoire.

« Rue de la Liberté », c'est le nom que les déportés donnaient à l'allée centrale du camp de Dachau. Et c'était en effet un bon moyen de nier l'Enfer que de tracer dans l'esprit en son milieu une grande voie de libération. L'humour et l'espérance avaient ainsi partie liée. Et de fait retenons de ce beau et grand livre cette philosophie, mais incarnée et devenue fait et expérience, que les hommes, même au plus noir de leur malice, sont incapables de transformer rien complètement en noir et la terre des hommes en Enfer total. Là où se trouvent des hommes libres, même dans la pire détresse, il y a toujours un au-delà de l'Enfer.

ÉTIENNE BORNE.

DÉTERMINISMES SOCIAUX ET LIBERTÉ

L'affirmation de la liberté s'accompagne presque toujours à notre époque d'une protestation contre les empiétements de la société. Une certaine sociologie diffuse n'est sans doute pas étrangère à cette attitude. Durkheim a caractérisé l'être social par la contrainte. Tout Durkheim n'était pas là, mais c'est ce qu'ont retenu et répandu beaucoup de sociologues, amis ou adversaires, et ce qui, en dehors du cercle des spécialistes, est devenu opinion courante, évidence indiscutée, point de départ informulé. A de vagues notions sociologiques sont venues s'ajouter d'amères expériences. L'issue de la première guerre mondiale avait paru consacrer les efforts de tout un siècle tendu vers la conquête de toutes les libertés et ce fut le tournant qui marqua le déclin général du libéralisme, tandis qu'on assistait à un formidable accroissement de l'organisation dans tous les domaines. Si la liberté est tout entière du côté de la personne et que l'organisation sociale assiège la personne jusque dans son intimité, que reste-t-il de la liberté ?

Mais la question doit-elle se poser en ces termes ? La sociologie actuelle ne le pense pas. Deux ouvrages, parus en Amérique il y a plus de dix ans, avaient déjà

renouvelé l'étude de la causalité sociale et de ses modalités[1]. Le problème vient d'être repris dans son ensemble par le dernier livre de M. Georges Gurvitch, professeur de Sociologie à la Sorbonne, *Déterminismes sociaux et Liberté humaine. Vers l'étude sociologique des cheminements de la liberté* (Presses Universitaires, Paris, 1955).

L'ouvrage est le fruit de méditations dont on pourrait aisément déceler des traces dès les premières publications de M. Gurvitch. Il utilise en grande partie les résultats d'un travail scientifique qui s'est exercé en de nombreuses directions, mais qui, depuis longtemps, s'est spécialement concentré sur le domaine sociologique. Par suite, la pensée s'y présente avec toute une armature technique — héritée d'œuvres antérieures — dont il sera peut-être difficile au lecteur non initié de saisir toute la signification. La difficulté sera compensée par la découverte d'une étonnante richesse de perspectives nouvelles, tandis que les spécialistes seront mis dans l'occasion d'apprécier les mérites ou les désavantages d'une conceptualisation fort complexe[2].

Abstraction faite de cette technique, que nous apporte ce livre ?

Procédant suivant une méthode qu'on aimerait à voir appliquer plus souvent, M. Gurvitch entreprend d'abord de définir les données du problème.

1. Mac Iver, *Social Causation* (New-York, 1942), Pitirim Sorokin, *Socio-Cultural Causality, Space, Time* (Durham, Duke-University Press, 1943).

2. Sur l'ensemble des conceptions de M. Gurvitch, cf. René Toulemont, *Sociologie et Pluralisme dialectique. Introduction à l'œuvre de Georges Gurvitch* (Nauwelaerts, Louvain-Paris, 1955).

On craint que la liberté ne succombe sous le poids des déterminismes sociaux. Cette crainte, pourtant, n'est-elle pas anachronique, puisqu'il y a déjà longtemps qu'on parle d' « une crise du déterminisme » et que la science contemporaine est ou, du moins, se dit volontiers indéterministe ?

Mais qu'est-ce que le déterminisme ? Si on s'attache à son inspiration fondamentale, c'est l'idée que les êtres et les faits ne sont pas quelconques et isolés, mais déterminés, c'est-à-dire intégrés dans des ensembles, dans des « mondes » réels. Ce point de vue permet de comprendre que la science actuelle, dans les domaines les plus divers, est en réalité tout aussi déterministe que ses devancières ; seulement, elle ne prétend plus enfermer toutes les choses dans un déterminisme unique, uniforme, rigoureux, et, par ailleurs, pour déterminer les phénomènes, pour les placer dans leur contexte, si l'on ose dire, elle a recours à des méthodes plus nombreuses et plus souples que par le passé. Les relations, les liaisons, les continuités ne sont pas niées ; mais on tient compte davantage des discontinuités qui, non seulement, séparent les divers domaines du réel, mais encore s'insinuent à l'intérieur de chacun d'eux et jouent un rôle d'autant plus important que les éléments sont plus nombreux et divers. Nulle part, on le sait, la multiplicité des données n'est plus considérable qu'en matière sociale. Mais en ce domaine encore, où la discontinuité s'affirme avec une vigueur toute particulière, les relations, les liaisons et les solidarités subsistent. Le problème est, non pas supprimé, mais assoupli, pluralisé.

L'assouplissement et la pluralisation s'accomplissent à la faveur d'une énorme extension de la notion cou-

rante de déterminisme. Cependant, l'extension n'est-elle pas abusive et ne prépare-t-elle pas de nouvelles difficultés ?

La liberté est présentée comme une donnée primitive de l'existence humaine : l'affirmation est rapide, comme chez la plupart des contemporains. L'analyse de l'acte libre reste en grande partie implicite. La liberté est distinguée du déterminisme surtout par une différence de degré, consistant en une accentuation plus forte de la discontinuité. Il est vrai que l'acte libre comporte volonté ou, comme dit M. Gurvitch, « intuition volitive ». Cependant la volonté s'exerce aussi dans de nombreuses formes du déterminisme humain, si bien que certaines formes du déterminisme coïncident avec les degrés les plus intenses de la liberté.

Laissant ces aspects discutables ou peut-être seulement mal clarifiés, nous nous trouvons en présence de deux conceptions beaucoup plus originales et positives.

Il est question de la liberté. De la liberté de qui ? De l'homme. De quel homme ? De l'individu ? De la personne humaine ? C'est ce qui est d'ordinaire sous-entendu. C'est un contresens, un préjugé qui rend impossible la solution du problème qui nous occupe. Les collectivités peuvent innover, inventer, créer : comment le pourraient-elles si elles n'étaient pas libres, non seulement dans l'exécution, mais aussi et avant tout, dans le vouloir ? Il ne suffit pas de reconnaître que les collectivités peuvent jouir de la liberté d'exécution, sous forme par exemple de liberté politique ou syndicale ; il faut voir qu'elles sont capables de liberté interne ou, pour employer un terme qui prête à équivoque, de liberté psychologique. D'autre part, l'action de l'individu et

même de la personne n'est pas toujours libre : qu'il suffise d'évoquer les réflexes, les « instincts », la tyrannie des habitudes, les impulsions subites. Il est question de la liberté de l'homme tout entier, social aussi bien qu'individuel, et tout spécialement de la tension entre déterminisme et liberté, mais à l'intérieur de la vie collective. Il ne faut donc pas dire que la liberté de l'homme en société se réduit à l'exercice du choix entre diverses formes sociales, qui lui imposeraient ensuite leurs déterminismes. Une restriction de ce genre suppose que les collectivités ne sont pas libres, alors qu'elles sont capables de tous les degrés de la liberté. En un sens, on peut même dire qu'elles sont plus libres que l'individu, puisqu'elles disposent d'un pouvoir plus grand. Bref, il faut éliminer radicalement ce faux dilemme : liberté ou société.

D'autre part la liberté n'est pas un phénomène unique, qui se présenterait toujours de la même manière. Ce caractère, qui n'a pas assez retenu l'attention des philosophes, s'affirme avec une force particulière dans la liberté collective. Les obstacles que rencontre l'action des collectivités sont le plus souvent d'origine sociale. Le degré infime de la liberté consiste à préférer certains cadres, certaines séries déterminées, à d'autres cadres et à d'autres séries. Mais l'action collective peut modifier plus ou moins profondément les cadres. Dans ses manifestations les plus vigoureuses, elle les crée, par exemple en suscitant de nouveaux groupements, de nouvelles formes littéraires, de nouvelles religions, etc.

. . . . . .

Quels sont les rapports réels du déterminisme et de la liberté ? On ne sera pas surpris d'apprendre que les solutions ne peuvent pas être simples, en raison, non

seulement des multiples visages du déterminisme et de la liberté, mais surtout de la diversité inhérente à la vie sociale. La diversité se manifeste d'abord sur un plan vertical, dans une sorte de sédimentation allant des niveaux les plus rigides, tels que les aspects morphologiques et démographiques, aux niveaux les plus souples, ceux de la psychologie collective. Mais il s'y ajoute une diversité horizontale, allant de l'élementaire au complexe, c'est-à-dire des formes de la sociabilité ou modes de la liaison sociale, aux groupements et aux sociétés globales.

On peut se demander si les niveaux et, plus encore, les formes de sociabilité sont des réalités assez consistantes pour qu'on puisse y observer le jeu des libertés et des déterminismes. Pourtant une réflexion simple suffit à faire justice de l'objection et à faire comprendre le principe des recherches entreprises en ces domaines : les « mœurs » évoluent en bien des cas d'une manière indépendante des « institutions », celles-ci se trouvant tantôt en retard, tantôt en avance par rapport à celles-là. La liberté a naturellement les coudées plus franches aux niveaux les plus souples, mais elle se manifeste également aux paliers les plus rigides : les organisations, par exemple, sont l'œuvre d'hommes et de groupes qui ont dû, pour les constituer, faire appel à leur génie inventif ou même créateur. Quant aux formes de la liaison sociale, elles sont si nombreuses et mobiles, que, de ce côté, ce n'est pas la liberté qui fait problème, mais plutôt le déterminisme. Cependant l'existence des déterminismes ne paraît pas douteuse à cette échelle même. Sans doute, il ne faut pas s'attendre à y découvrir des lois constantes. Mais, pour s'en tenir à la série de types de liaison qui va de l'union intime à l'op-

position violente, il est clair que ces diverses attitudes ont des effets spécifiques sur les individus et les groupes qui les adoptent.

Avec les groupements sociaux cependant, nous accédons à une échelle de types plus « parlants », plus stables, plus extériorisés, plus aisément repérables. La famille, le village, l'usine, l'école, le syndicat, le parti politique sont des réalités pour l'homme quotidien. Qu'ils soient des sièges de déterminismes particuliers, c'est ce que révèle le recours à une notion, dont nous n'avons pas encore parlé et à laquelle M. Gurvitch attache la plus grande importance : il s'agit du pluralisme de la temporalité, qui est aussi accentué que celui des déterminismes et des libertés. Or la plupart des groupes vivent selon des rythmes propres, se donnent des calendriers et manifestent des tendances caractéristiques à regarder, les uns vers le passé, les autres vers l'avenir. Les groupes ne sont pas tous également favorables à l'expression de la liberté, mais ils ne réussissent jamais à l'anéantir. Cela vient d'abord de leur multiplicité ; ce ne sont que des unités partielles, qui n'expriment que certaines formes de l'activité humaine. D'autre part, ils sont toujours traversés par de multiples courants, de multiples tendances, dont la conjonction laisse place à de nombreuses variantes et dissidences ; et quand même ils seraient dotés de l' « unité monolithique », il ne faudrait pas croire trop vite à la mort de la liberté, car l'unité d'action qui s'observe, par exemple, dans des cas de péril grave, peut justement signifier l'union des libres volontés.

Parmi les groupements, une attention toute spéciale doit être réservée aux classes sociales. Le chapitre qui leur est consacré — et qu'on aurait aimé plus développé

et plus concret[3] — comprend une critique de la conception marxiste d'autant plus précieuse qu'elle ne s'inspire d'aucune hostilité systématique. Les principaux traits des classes sociales sont : la grande envergure, la présence en leur sein d'un grand nombre d'autres groupements, l'intensité de la conscience collective. D'autre part, leur existence serait liée au développement de la grande industrie. Leur déterminisme se caractérise par l'importance accordée aux rôles sociaux, par la force de l'union, surtout en période de crise, par une hiérarchie particulière des groupements composants et surtout, peut-être, par une interprétation spécifique de toute la culture ambiante. Ainsi au cadre de la classe prolétarienne correspondrait la propension à la connaissance empirique, à la prééminence de la connaissance technique et politique sur tous les autres genres de connaissance. La liberté s'y affirme, puisque les classes sont des centres d'efforts et de combats ; elle s'affirme davantage sous la forme collective, mais la liberté individuelle trouve à s'y exercer en raison de leur multiplicité et de la complexité de chacune.

La dernière partie du livre est consacrée à l'étude des déterminismes et des libertés dans les structures ou sociétés globales, qui sont les unités sociales les plus compréhensives de toutes, caractérisées par des hiérarchies propres de groupements, de formes de sociabilité, de niveaux en profondeur, de modes de division du travail et d'accumulation, de « contrôles », d'œuvres culturelles, de temporalités et de déterminismes. C'est de

3. On pourra le compléter par le cours ronéographié du même auteur : *Le concept de classes sociales de Marx à nos jours* (Centre de Documentation Universitaire, Paris, 1954).

ce dernier point de vue et, corrélativement, du point de vue des chances qu'elles offrent à la liberté humaine, qu'elles sont envisagées plus particulièrement. Utilisant les critères indiqués, M. Gurvitch distingue plusieurs types de structures « archaïques », de structures « historiques » et de structures actuelles.

L'auteur décrit quatre types de structures archaïques, ce qui représente un progrès considérable sur ses ouvrages précédents, où il se montrait paradoxalement moniste sur ce point. Les types historiques sont au nombre de six : théocraties charismatiques, représentées surtout par les « Empires » du Moyen et de l'Extrême-Orient ; sociétés patriarcales ; sociétés féodales ; cités gréco-romaines ; Etats monarchiques ; démocraties libérales. Dans les sociétés archaïques, la liberté se manifeste, mais de préférence aux degrés les moins accentués. L'exemple de la féodalité illustre d'une manière frappante les possibilités de l'action sociale libre et la vanité des prévisions sociologiques. La société féodale pouvait se développer dans le sens soit d'une théocratie, soit d'une fédération de villes libres, soit d'une monarchie territoriale ; ajoutons qu'elle pouvait se perpétuer. Au départ, les chances de l'Etat paraissaient minimes ; c'est lui qui a triomphé.

Les types contemporains — dans une terminologie que nous simplifions — sont les suivants : capitalisme organisé, fascisme technocratique, étatisme collectiviste, collectivisme pluraliste. Le capitalisme organisé est la structure globale qui marque les Etats-Unis d'Amérique. L'étatisme collectiviste s'est signalé jusqu'ici par la dictature, non de la classe prolétarienne, mais du parti communiste. La quatrième structure n'est pleinement réalisée nulle part, mais on en trouve des esquisses un

peu partout et, à grande échelle, dans les réalisations du travaillisme anglais. Le déterminisme global se diversifie suivant les types considérés, mais on observe une tendance générale au développement des superstructures organisées et à la planification, spécialement dans le domaine économique. Dans tous les cas, la liberté garde un certain champ d'action, du fait que le dirigisme, fût-il aussi poussé que dans les camps de concentration, ne peut supprimer la pluralité des groupements sociaux, sans parler des formes de sociabilité.

Mais la question cruciale n'est pas là : il ne s'agit pas de savoir si l'action, individuelle ou collective, reste libre dans les domaines subalternes de la vie sociale. Cette liberté subalterne serait une liberté dérisoire. Ce qui importe au plus haut point, c'est de savoir quelle part elle peut prendre à la direction. En un certain sens, on peut dire, il est vrai, que les chances de la liberté n'ont jamais été aussi fortes qu'aujourd'hui ; grâce au développement de la technique, non seulement industrielle, mais aussi sociale, sous les formes, par exemple, de la propagande et de la publicité, jamais l'homme n'a eu autant d'emprise sur les choses et sur les esprits. Seulement, entre les mains de qui se trouve ce pouvoir ?

Dans la structure dominée par la techno-bureaucratie, il est réservé à une oligarchie d'experts. Dans le capitalisme organisé, c'est le patronat qui, dominant l'Etat par ses trusts et ses cartels, entend l'accaparer, mais il doit compter avec les éléments non privilégiés. « Dans la structure de l'étatisme communiste, c'est le parti unique qui s'efforce de commander le déterminisme sociologique global. » Toutefois, selon M. Gurvitch, dont l'opinion paraît quelque peu optimiste, « l'orien-

tation est ici bien différente de celle qu'on pourrait supposer. La sur-planification, la sur-organisation, la sur-centralisation n'ont pu éliminer ni l'enthousiasme spontané des masses, ni la multiplicité des nationalités..., ni le pluralisme des classes, ni celui des groupements professionnels... Des failles et des discontinuités multiples appellent l'intervention de la liberté humaine dans toutes ses formes et dans tous ses degrés, y compris la liberté créatrice, à la fois arrêtée dans sa spontanéité qui s'exerce d'en bas et déclenchée avec une force particulière par l'exercice de cette liberté dans l'action des organes suprêmes donnée en exemple à tous ». C'est dans la structure du collectivisme pluraliste que la liberté, individuelle et collective, serait effectivement garantie à tous « par un système d'équilibre rationnellement calculé entre différentes organisations..., différents ensembles économiques..., différentes classes..., différents groupements, etc., tous gérés et contrôlés par les intéressés eux-mêmes ».

L'espoir est fondé. La sociologie de M. Gurvitch démontre que la vie sociale dans son ensemble n'est nullement soumise à une évolution nécessaire, rejette toute notion d'un « sens de l'histoire », et implique un refus, on ne peut plus catégorique, d'interpréter le planisme contemporain comme l'aurore de l'unité planétaire. Les tendances divergent, on ne peut prévoir laquelle l'emportera, il n'est pas exclu qu'il en surgisse de nouvelles, auxquelles l'avenir est promis, et pourquoi la « coexistence » ne pouvait-elle pas se prolonger, comme se côtoient depuis un millénaire l'Islam et la chrétienté ?

Ces positions, loin d'être isolées dans la sociologie contemporaine, convergent, en grande partie, avec les

conclusions de plusieurs études récentes. C'est ainsi que dans sa *Géopolitique de la Faim*, M. Josué de Castro, président de l'Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (F.A.O.), ne considère nullement la faim mondiale comme un résultat inéluctable de phénomènes naturels ou même démographiques, mais avant tout comme une conséquence de conditions sociales défectueuses. De son côté, M. Jean Fourastié, dans *Le Grand Espoir du XXe siècle*, entrevoit dans le développement même de la technique des possibilités d'un dépassement de la machine et de ses déterminismes[4].

Ce n'est pas une certitude. Aucune tyrannie, aucune organisation, ne peut abolir complètement la liberté. Mais rien n'assure que la liberté qui compte, c'est-à-dire la participation effective de tous les hommes et de tous les groupes au gouvernement de la société, se maintienne, se développe et triomphe. C'est au courage et à la lucidité de l'action dans tous les domaines, spécialement dans la vie économique et politique, qu'il appartient de convertir l'espoir en réalité. Dans la meilleure des hypothèses, ce triomphe sera toujours menacé : un régime défiant de la liberté est une contradiction.

Afin de prévenir d'éventuels malentendus, il faut rappeler que la liberté est une condition et non une fin. En particulier, ce serait trahir la pensée de M. Gurvitch que de réduire ses préoccupations à la sauvegarde de la liberté : il sait que la liberté est pour le mal comme pour le bien.

RENÉ TOULEMONT.

4. Josué de Castro, *Géopolitique de la Faim*, Les Éditions Ouvrières, Économie et Humanisme, Paris, 1952. Jean Fourastié, *Le Grand Espoir du XXe siècle*, Presses Universitaires, Paris, 1952.

OÙ VA L'ESPRIT ALLEMAND ?

S'il est vrai que les nations se révèlent à travers leur littérature et particulièrement leurs romans, toute personne curieuse de connaître ce qui se passe actuellement dans l'âme et dans l'esprit allemands, pourra tirer profit d'une étude sur l'actualité littéraire en Allemagne. Pourtant, qu'y trouvons-nous réellement ? Avant 1945, on espérait généralement un renouveau littéraire, et parmi les émigrés allemands autant que parmi ceux qui « tinrent jusqu'au bout » sous le troisième Reich, l'expression de « plein les tiroirs » était dans toutes les bouches. On admit qu'on avait beaucoup écrit sous le tyran, et que les auteurs tout comme les éditeurs attendaient avidement le premier jour de liberté pour donner libre cours à leurs sentiments longtemps refoulés. Même sous Hitler, il y eut en Allemagne, habilement maquillée dans son expression et sa présentation, une littérature anti-nazie qui trompa la censure. Le premier de la série, Werner Hegemann, architecte et historien amateur, dédia son ouvrage sur l'histoire de l'Allemagne, *Entlarvte Geschichte* (*L'histoire démasquée*), à Hindenburg et à Hitler. Cependant ses attaques étaient si claires que la presse nazie « démasqua » l'auteur en moins d'un mois; quand la police

essaya de l'arrêter, il avait déjà rejoint l'Amérique, pays de sa femme. Fritz Reck-Malleczewen eut moins de chance. Il écrivit une étonnante diatribe contre Hitler qu'il camoufla sous le truchement historique de Jan van Leiden, l'agitateur anabaptiste de Münster. Le livre circula librement pendant des années, mais Reck-Malleczewen — prussien s'il en fut — continua à travailler méthodiquement contre le gouvernement et finit dans un camp de concentration. (Nous possédons heureusement son précieux journal.) De violentes critiques contre le régime furent émises par Ernst Jünger (*Gärten und Strassen, Auf den Marmorklippen*), Frank Thiess (*Das Reich der Dämonen*), Werner Bergengruen (*Im Himmel und auf Erden*), et même par Bruno Brehm, ancien partisan du nazisme (*Vom Reichsstil*). Avec la libération vinrent les journaux de Reck-Malleczewen, de Theodor Haecker, Ulrich von Hassell, et les poèmes de Reinhold Schneider et de Albrecht Haushofer, mort tragiquement. On ne retrouva pourtant pas cette période d'effervescence qui avait suivi 1919; les « tiroirs pleins » se révélèrent vides. Le public allemand et les grandes maisons d'édition se concentrèrent sur des traductions, le rêve d'une grande décade littéraire ne s'était pas réalisé.

Une défaite militaire, et même une grande défaite politique, avec la débâcle qu'elles entraînent, sont souvent salutaires en soi. Ni la défaite française de 1870-1871, ni la défaite allemande de 1918, ne furent des désastres complets. En admettant que dans les deux cas la recherche d'un bouc émissaire eût certains côtés peu louables, il n'en faut pas moins reconnaître qu'après leurs revers la France et l'Allemagne se lancèrent dans une critique introspective assez poussée et qu'il s'ensui-

vit une activité culturelle presque fiévreuse. La peinture et la littérature françaises, la littérature et la musique allemandes d'après la défaite furent vraiment remarquables. De plus, les Français et les Allemands, *à un certain niveau et d'une certaine manière,* se ressemblent et leurs réactions se révèlent parallèles et analogues. Ils ont, les uns et les autres « soif de l'absolu ». Malgré leur *mesure* et la démarche classique de leur pensée, malgré leur *clarté* et leur sobriété, les Français sons allés jusqu'à des extrêmes et des excès proches de ceux qu'ont commis les Russes, les Allemands et les Espagnols. Dans le domaine de l'esprit la possibilité d'une véritable « compréhension » (pas nécessairement d'un « accord ») sera toujours plus grande entre Français et Allemands qu'entre Français et Anglais.

Pourtant si nous nous demandons pourquoi on ne put, après la guerre, observer en Allemagne le phénomène d'une effervescence nouvelle à l'image de celle de 1919, il nous faut en donner de nombreuses raisons. Posons tout d'abord que, même avant la guerre, les lettres allemandes subirent une perte réelle avec l'exil d'un certain nombre d'écrivains qui, pour diverses raisons quittèrent le troisième Reich. Hesse et George étaient partis en Suisse, Thomas Mann, Feuchtwanger et Stefan Zweig allèrent en Amérique, Döblin et Horvath, en France. Réciproquement, un certain nombre d'auteurs qui, souvent de bonne foi, avaient fait pacte avec le diable, puis, avant même la fin cruelle, en étaient venus à le regretter, se trouvaient trop lassés, souvent trop dégoûtés d'eux-mêmes pour continuer à écrire. Leur dilemme n'était pas des plus faciles à résoudre; leur décision de rester (s'ils le pouvaient!) était sans nul doute la bonne, mais il leur était infiniment diffi-

cile de continuer leur œuvre créatrice sans compromettre leurs idées et leur idéal. Il se trouve que l'auteur de ces lignes a reçu une invitation d'une université américaine avant l'*Anschluss* de l'Autriche. Aussi cette décision délicate lui fut-elle épargnée. Rétrospectivement il regrette d'avoir été absent de son pays, et son admiration va tout entière à ceux qui, chez eux, *surent* résister activement à la tyrannie. Il y eut positivement en Allemagne un équivalent de la « résistance de la Cinquième Avenue » des États-Unis.

Heuss, Président de la République fédérale allemande, a bien dit qu'il n'y a pas de culpabilité collective allemande, mais qu'il devrait y avoir un sens collectif de la honte allemande. De fait, chez les Allemands les plus susceptibles ce sens de la honte eut une influence paralysante sur leurs écrits, mais chez bien d'autres, ceux qui examinent froidement les choses, la connaissance des crimes allemands commis par les criminels de guerre a été éclipsée par la conscience des méfaits des « criminels de paix ». Il ne fait certainement aucun doute que les crimes commis contre les Allemands (les coupables et les innoncents) empêchent la possibilité d'un total *mea culpa* allemand. Il n'y eut pas de catharsis après 1945, le terrifiant *Der Fragebogen* (*Le questionnaire*) de G. von Salomon en témoigne. Pourtant ce manque même de catharsis a, lui aussi, des conséquences littéraires. Il aurait pu et dû y avoir explication, mais le million d'Allemands massacrés pendant les bombardements et les quatre ou cinq millions qui périrent sur les interminables routes glacées fuyant de l'Est vers l'Ouest, dans les camps de concentration, dans les camps de Sibérie, dans les chambres de torture, rétablissent presque « l'équilibre ».

On ne peut fournir une grande production littéraire dans un esprit d'impénitence endurcie et d'intelligence paralysée.

De non moindre importance s'avère le seul choc causé par la tyrannie, l'erreur totale, la défaite totale, aussi bien que ces vagues de discrimination et de persécution qui vinrent un jour d'un côté, le lendemain de l'autre. Tout ce qui fut loué, exalté, récompensé en 1917, fut persécuté ou pour le moins méprisé en 1919; une nouvelle échelle de valeurs fut de mode en 1933, à laquelle deux autres vinrent s'ajouter en 1945 (les Autrichiens eurent à subir un changement de plus). Tout écrit presque sur le continent européen, suit une pente idéologique et la crainte d'être puni pour des opinions reconnues ou prohibées agit comme un vrai frein. C'est pourquoi les sentiments et les convictions véritables des penseurs allemands ne se reflètent guère dans la littérature puisqu'ils craignent tout *engagement*. Sous ce rapport la démocratie ne valut guère mieux que la tyrannie; il se peut que la démocratie libérale défende en théorie le droit pour l'individu d'exprimer toute conviction politique, quelle qu'elle soit, mais le fait demeure que la restauration de 1945 (et cette année-là nous ne voyions pas moins une restauration par des baïonnettes étrangères que la France de 1815) a persécuté les gens pour avoir pris en 1933, la décision qui n'était pas la bonne. Ainsi le principe démocratique libéral, avec ses nuances relativistes, s'est déjà suicidé « moralement » en niant sa base philosophique nihiliste (et amorale). Aujourd'hui, devant la menace venue de l'Est et qui obscurcit tout l'Occident, la crainte d'un *engagement* réel est très forte. Cette appréhension démoralisante d'un véritable engagement chez un peuple qui, depuis

1933, vit sous la menace de toutes sortes de châtiments exerce une influence des plus paralysantes. Il ne faut pas perdre de vue que les Allemands sont une nation « violée », certains diraient « châtiée ». Ainsi nous savons par un gallup (lancé par l' « Institut für Demoskopie ») qu'en Allemagne l'opinion politique la plus répandue est celle des monarchistes. (Ce qui n'a rien d'étonnant, le monde d'avant 1914 apparaissant maintenant comme un âge d'or à la plupart des Allemands.) Il n'y a cependant presque aucune *littérature engagée* allant dans le sens de la monarchie; au contraire les idées démocratiques, suivies par une minorité et dont l'évocation ne va pas sans un sourire entendu, dominent le marché des publications. Elles ne sont pas seulement représentatives de l'opinion officielle mais n'engagent personne, tout le monde ayant employé cette étiquette depuis les monarchistes jusqu'aux nazis et aux communistes. Le mot de Guizot : « Tel est l'empire du mot « démocratie » que nul parti, nul gouvernement n'ose vivre, et ne croit le pouvoir, sans inscrire le mot sur son drapeau » est terriblement vrai pour l'Allemagne et l'Autriche. Pourtant ce manque de clarté, causé par des étiquettes politiques nébuleuses, aussi bien que la grande peur des démocrates *bien pensants* sont lourds d'éventualités désastreuses pour un avenir plus lointain où une nouvelle mobilité se fera sentir dans le domaine de l'idéologie. Dans le vide la démagogie a toujours eu la vie facile.

Ainsi seuls quelques *esprits forts* osent dire ce qu'ils pensent. Et lorsque, contre toute attente, il arrive qu'un écrivain trouve un éditeur pour publier une thèse particulièrement originale en politique ou en tout autre domaine, il est à peu près sûr de n'atteindre aucune

revue, car même si le critique a le courage d'examiner honnêtement le livre en question, il lui faut encore compter avec la lâcheté du directeur de la revue. Citons à l'appui le sort de *Krise und Zukunft der Demokratie* de Felix Somary qui eut, pour reprendre l'expression américaine le « traitement du silence », ou l'accueil réservé au livre important de Winfried Martini, *Das Ende aller Sicherheit* (édité par la grande Deutsche Verlagsanstalt), qui fut presque totalement ignoré. Je connais un journaliste réputé dans toute l'Allemagne, qui eut à écrire trois fois un article sur une analyse critique de la démocratie faite par un Autrichien, avant que cet article fût accepté par le rédacteur en chef, car il convenait d'éviter soigneusement le moindre doute sur les sympathies du critique avec l'auteur. Puisque en Europe centrale, quand on parle en conversation de démocratie c'est au mieux pour la tourner gentiment en ridicule ou lui accorder une tolérance condescendante, cette adoration uniforme pour une étiquette rappelle les hommages rendus du bout des lèvres à la Foi, en un temps où la religion était « protégée » par l'État alors que la société l'avait abandonnée depuis un certain temps déjà. Aujourd'hui c'est la partie pensante de la société qui, consciemment ou non, conspire contre toute manifestation ouverte de non-conformisme et « protège » les opinions auxquelles la société a cessé de croire... oubliant que la protection dans le domaine de la pensée est souvent une forme subtile de destruction. Le public a beau protester du contraire, la croyance démocratique est bel et bien morte. Jusqu'en 1918 et, peut-être, pendant la Tyrannie brune, ce fut un rêve que l'on trouva beau parce qu'irréalisé (« comme la République était belle sous l'Empire! »), mais ce fut une

idéologie que ne partagèrent jamais les principaux penseurs de la Conspiration du 20 juillet 1955 ni les « esprits forts » de notre temps : tout ceci cause un indéfinissable malaise dans le domaine de la pensée politique.

Il est pourtant certains « esprits forts » en Europe centrale, une poignée d'hommes et de femmes qui ont dominé leur peur et qui « écrivent comme bon leur semble ». Pourtant un homme tel qu'Ernst Jünger ne représente que lui-même et non une littérature entière. D'autre part l'essai allemand est mort. On peut toutefois observer une certaine volonté de vivre dans le domaine de la poésie, ce qui révèle une tendance très accentuée à s'évader de la réalité en épousant la beauté. L' « écrivain-poète » est le personnage dominant de la scène littéraire allemande; mais les écrits poétiques, tout comme la poésie elle-même, sont difficiles à traduire et nous voyons ainsi la littérature allemande presque absente du grand marché littéraire international. Il est assez remarquable que Hermann Hesse, lorsqu'il reçut le prix Nobel, n'avait aucun livre traduit en américain. Il y a une bonne vingtaine d'écrivains allemands qui n'ont jamais été traduits en aucune langue étrangère, qui ont été mal traduits ou même qui l'ont bien été, mais qui n'ont eu aucun succès à l'étranger. En Allemagne l'invitation à la poésie vient en partie de cette longue période de tyrannie où les symboles obscurs revêtus de beau langage étaient le seul moyen de diffuser un message anti-nazi, en partie aussi de l'attrait même de la langue allemande douée d'une structure archaïque, et d'un vocabulaire d'une richesse infinie et sans cesse croissant, qui se prête au gré et à l'imagination de l'auteur. Il n'y a donc rien d'étonnant du fait

que traduire de l'allemand dans une langue occidentale soit une tâche ingrate et que les écrivains poétiques (qu'ils recherchent ou non l'évasion) aient souffert d'un tel handicap. Pour compliquer les choses, l'humour allemand repose en grande partie sur les différents dialectes qui avec leurs nuances subtiles sont pratiquement intraduisibles, donnant ainsi naissance à la légende que l'humour allemand n'existe pas.

La langue allemande — tout en étant, comme le russe ou le hongrois, un merveilleux instrument d'expression — doit aussi en partie être accusée de fausse « profondeur », le feu follet de maint auteur allemand. Hofmannsthal a dit à juste titre que beaucoup d'Allemands (et d'Autrichiens) s'enorgueillissent de ce qu'ils appellent « profondeur » et qui n'est bien souvent autre chose que l'échec de la forme. De là aussi les tentatives de se lancer dans des abstractions stériles, d'écrire dans un style incompréhensible ou d'employer des images que personne ne comprend. La tendance aux expressions ésotériques — tendance très répandue dans les tyrannies politiques ou sociales — est aussi un trait particulier à la littérature allemande actuelle. Le principal accent portant sur la poésie, le symbolisme et l'aversion pour les problèmes contemporains, le théâtre et le cinéma allemands sont pour ainsi dire inexistants. Le théâtre est dominé par les importations de l'étranger. Les films allemands existent, mais à une ou deux exceptions près, sont une pure évasion, ennuyeuse au possible.

Tout ceci ne fait que confirmer l'excellent article de H.-C. Wallich sur le « miracle allemand » paru dans *The Yale Review* (été 1955), où l'auteur parle très justement du « vide qui existe actuellement dans

la politique et la culture allemandes » et qu'il faudra combler un jour, ceci d'autant plus que les Allemands sont incapables de vivre sans une mission définie. « L'état actuel des choses » conclut l'auteur « semble en danger d'être remplacé par quelque nouvel enthousiasme. Que Dieu vienne en aide à l'Allemagne et au monde si, une fois de plus, ce n'est pas le bon. » Tel est précisément le genre de langage honnête que l'on évite soigneusement de tenir en Allemagne aujourd'hui. Les enthousiasmes des cent cinquante dernières années ont été, avec tant d'acharnement, si mal placés, qu'on se cramponne, dans un « silence hystérique », au *statu quo*. Cependant si *Quieta non movere* est un agréable slogan pour une période de transition, ce slogan ne peut immobiliser l'histoire, du moins pas celle des Allemagnes.

ERIK VON KUEHNELT-LEDDIHN.

LE MOYEN-ORIENT, BANC D'ESSAI DES MATÉRIELS DE GUERRE[1] ?

Vu de Paris, le Moyen-Orient apparaît aux yeux de l'homme de la rue comme le centre d'une secousse interminable où la rencontre d'ondes venues d'Europe et d'Asie risque de provoquer à tout instant des désastres en se combinant avec des événements locaux.

Les notes échangées entre Moscou et les capitales occidentales, les discours de Genève, ont beau traiter de l'unité allemande, du désarmement ou de la sécurité, il demeure qu'en cet automne 1955 le seul endroit du monde où, depuis l'armistice indochinois, la guerre chaude exerce ses ravages est l'Afrique du Nord et qu'un des moteurs principaux de cette guerre se trouve au Moyen-Orient.

Si les Français d'Afrique du Nord sont aux prises avec une guerre qui menace jour et nuit leur existence, en même temps, la diplomatie française livre dans des conditions inimaginables de difficulté, un combat d'arrière-garde dans toutes les capitales du monde arabe et

1. L'auteur de cet article, Élie Maissi, est citoyen israélien et correspondant diplomatique à Paris de l'agence américaine « International News Service ». (N.D.L.R.)

les chancelleries des grandes capitales résonnent de l'effort français pour apporter une aide aux ambassadeurs français du Caire, de Damas, Beyrouth, Bagdad ou Ankara.

Il serait cependant malhonnête de dissimuler au lecteur français les conditions réellement effrayantes du combat que mène son pays. Toutes les manifestations de la diplomatie française dans ce combat vital reflètent virtuellement l'affaiblissement français dû, non seulement aux suites de la guerre et de l'occupation, mais aussi aux conséquences néfastes du manque d'unité et d'axes directeurs de la volonté nationale d'après-guerre. Il est paradoxal, mais vrai, que ce double affaiblissement a été en partie la cause d'une indéniable activité de la diplomatie française au Moyen-Orient. On peut même dire que la France a été, ces dernières années, bien plus active au Caire ou à Damas que dans une autre capitale, telle Moscou, Londres ou Bonn. Ce paradoxe, croyons-nous, sera éclairci par les lignes qui suivent qui veulent tenter une explication synthétique de l'évolution diplomatique au Moyen-Orient.

La France, témoin impuissant

Depuis son élimination des États du Levant, en 1945, par un ultimatum de M. Churchill, la France a assisté, impuissante, à une aggravation générale de la situation dont ses représentants ont souvent averti Londres et Washington sans trouver apparemment une audience favorable pour une politique plus avisée. Sans entrer dans le détail des événements, signalons que dès 1947-1948, le général Lawton Collins, alors chef d'état-major

de l'armée de terre des États-Unis, fit un voyage au Moyen-Orient et rapporta à Washington ce qui constitua sur le plan militaire le principe directeur de la politique dite de la ligne Byroade (du nom de l'ancien chef du service Afrique-Levant au Département d'État, actuellement ambassadeur américain au Caire). Les recommandations émises étaient formelles : il ne fallait pas encourager l'existence d'un État juif, et la politique américaine devait, au contraire tendre à constituer dans cette région vitale un faisceau de forces favorables à l'Amérique afin de la rendre impénétrable à l'influence soviétique. Cette politique, avec des nuances et des retouches, se déploie sous nos yeux surtout depuis l'arrivée au pouvoir du parti républicain.

A la méthode américaine toute imprégnée des données globales de la guerre froide, il y a lieu de comparer les sources sensiblement différentes des attitudes anglaise et française. Très succinctement, il apparaît que Londres, une fois l'influence française éliminée, a tendu opiniâtrément à maintenir une position d'*interlocuteur agréé,* quitte à suivre pour maintenir cette position le sillage de l'effort américain afin de garder la place acquise, toute modeste soit-elle. L'entrée de la Grande-Bretagne dans le pacte de Bagdad, tout comme l'évacuation de Suez, sur les instances américaines, exprime cette politique.

Telle n'est pas la position française. Mettant à part toute amertume, Paris a tenté après 1945, de promouvoir une politique de stabilisation et de consolidation sur les bases territoriales et politiques nées des traités d'armistice consécutifs à la guerre d'indépendance d'Israël. C'était sans doute son intérêt évident de retrouver des positions d'influence basées sur ses postes

de Damas et Beyrouth après les déboires de 1945. Mais cette politique marquait aussi une nette tendance à mettre cette région à l'écart de la lutte Est-Ouest qui tendait, par une simplification indésirable du point de vue français, à mettre partout à l'épreuve le rapport des forces américano-soviétiques.

Entrée par le jeu des médiations actives et souvent pleines des ressources d'une expérience séculaire au cœur même du Moyen-Orient déchiré par le conflit entre Israël et ses voisins arabes, la France pouvait croire un moment qu'elle avait obtenu une assise solide à sa politique. Sa participation à part égale, aux côtés des Anglo-Américains, à la déclaration de mai 1950 (un mois avant la guerre de Corée) la mettait, mieux que quiconque, en excellente position de gardienne de la paix régionale. Cette déclaration manifestait clairement l'intérêt des trois pays occidentaux en faveur de la stabilité politique et territoriale dans la région ainsi que la volonté solennellement affirmée de se consulter à l'avenir sur tout problème important concernant cette région. Le résultat essentiel de cette déclaration fut que depuis lors les trois pays ne livrèrent d'armes à Israël d'une part, aux États arabes de l'autre, qu'après s'être consultés par le moyen d'un organisme confidentiel mais bien rodé.

La France, un moment, crut même pouvoir offrir à Londres et Washington, bien avant le fameux discours de la Tour Eiffel, l'institution d'un pool politique, afin qu'une véritable action commune fût établie sur tout problème affectant la région du Moyen-Orient.

Mais le vent déjà commençait à tourner.

Nous l'avons vu, les sources d'inspiration de Londres et de Washington étaient pour l'une la stratégie glo-

bale, pour l'autre l'idée de la chasse gardée, admettant tout au plus l'éventualité d'un partenaire *unique* américain.

L'aggravation de la guerre froide jusqu'à la mort de Staline incita le Pentagone à entreprendre avec une vigueur accrue la « prise en mains » des pays du Moyen-Orient selon le schéma suivant : organisation régionale de sécurité, aide militaire américaine, éventuellement bases stratégiques américaines.

Mais parallèlement, la France devenait depuis l'affaire d'Indochine, et de plus en plus, l'unique cible de l'action toujours davantage coordonnée du monde colonial et ex-colonial appuyé par le monde communiste. L'Afrique du Nord allait être bientôt en feu.

Il faut ici dire avec franchise et sans mâcher ses mots l'inconscience ahurissante de l'opinion publique française et de nombreux milieux dirigeants devant l'aggravation de la position de la France. Cette véritable dégradation politique et militaire de la France, aggravée par les dramatiques développements de la C.E.D. et la chute du cabinet Mendès-France, amena à Washington, et à un moindre degré, mais très visiblement également à Londres, un recul fatal de la position diplomatique particulière à la France, recul dont les répercussions allaient être désastreuses en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Les avis de Paris furent moins que jamais entendus et de plus en plus pris pour de vaines « bouderies », d'inutiles affirmations verbales non appuyées par une force matérielle sachant imposer le respect.

En fait, des événements de la plus grande importance allaient survenir depuis le tournant diplomatique russe consécutif à la mort de Staline, et la France allait se

voir presque impuissante à influencer ses alliés et seule à subir les coups de la part d'adversaires qui jouissaient de toutes les faveurs de ces mêmes alliés.

Que vaut en 1955 la Déclaration Tripartite de 1950 ?

D'un côté la France allait de plus en plus avoir au Moyen-Orient un arrière-front où ses représentants diplomatiques défendraient l'Afrique du Nord, noyau principal de la puissance stratégique mondiale de la France hors de son territoire métropolitain. Axée sur Le Caire, où de nombreux et importants intérêts économiques et financiers marquaient la présence française, et sur Damas dont, à travers l'armée, la France défendait l'intégrité territoriale, donc la stabilité du Moyen-Orient, la politique française se voyait subitement au bord d'un gouffre causé par la montée antifrançaise en pays arabe, montée exclusivement braquée contre l'Afrique du Nord et déniant à la France le moindre titre à s'occuper de problèmes afférents à la région moyenne-orientale. Ce que voyant, Amérique, Grande-Bretagne et Turquie prirent bien garde de se lier à la France dans les affaires de cette région. Un événement significatif allait montrer qu'en fait, la déclaration tripartite était devenue lettre morte, ou presque.

Ne nous étendons pas sur les faits et les dates qui sont dans l'esprit de tous.

L'an dernier la Turquie, lieutenant fidèle de la politique de Washington concluait avec l'Irak un pacte de sécurité. Bientôt Londres se joignait à ce pacte, tandis que le Pakistan se liait à son tour à la combinaison. Nouveau pas : Téhéran vient de s'y joindre.

Conséquences multiples mais révolutionnaires :

— L'Irak allait recevoir des envois massifs d'armes des États-Unis au nom de la lutte anti-communiste, ce qui allait gravement déséquilibrer la balance militaire avec la Syrie qui craint toujours une brutale annexion hachémite avec la bénédiction de Londres. Quant à l'Égypte, elle se voyait contester par le renforcement militaire de Bagdad le *leadership* du monde arabe, et l'entrée du Pakistan aux confins de la région moyenne-orientale ne pouvait que lui porter ombrage. La France avertit ses alliés du danger d'une réaction dangereuse du Caire. Israël avertit que Bagdad n'ayant pas signé d'armistice avec lui pouvait, en se sur-armant et en pénétrant en Syrie, causer les plus graves ennuis. Rien n'y fit. Les plus optimistes virent dans cette géniale initiative un moyen de régler son compte à la Ligue arabe, afin de récolter un à un les pays récalcitrants grâce à l'efficace méthode de la carotte et du baton.

La Grande-Bretagne, sans trop se soucier des significations profondes des changements intervenus et ne pensant qu'à la simple possibilité qui s'ouvrait à elle de mieux camoufler sa présence militaire en Irak, entra dans le pacte. Mais son maintien effectif dans le théâtre d'opérations politiques et diplomatiques moyen-oriental ne se fonde pas sur une vue simpliste de la défense régionale. Il y a pour Londres, nous l'avons dit, la volonté d'être interlocuteur unique des États-Unis dans la région, quitte à se plier de temps en temps à des exigences de la diplomatie américaine qu'elle n'approuve que mollement. Mais il y a sans doute aussi une politique à bien plus longue échéance en vue de s'assurer la position privilégiée d'arbitre entre le groupe d'États arabes et Israël. L'aide britannique, tenace et

efficace, aux États arabes, la prise de position presque constante de la Grande Bretagne en leur faveur, incitent à penser que le jour où les pays en question seront convenablement renforcés, Londres se retournera vers Israël pour lui offrir un moyen de survivre, à savoir un bon accord le liant à Londres et... la fameuse « rectification mineure » de la frontière israélienne au sud du Neguev, coupant ce pays de la mer Rouge et, par conséquent, de son artère vitale vers l'Asie non-arabe, bref mettant Israël à sa merci et lui coupant tout moyen véritable d'un développement économique continu.

La France, déconsidérée à la face du monde, flagrante devant la violation de la déclaration de 1950, se débattait dans l'impuissance, intervenant à Londres et Washington, mais en vain, tandis qu'à Paris le Quai d'Orsay essayait de manifester une apparente sérénité devant un tel coup. Rejetée brutalement sur son repaire nord-africain, elle en était réduite à faire face seule à sa tragédie dans les capitales du Moyen-Orient alors que ses propres alliés, tout heureux de l'initiative prise à Bagdad, attendaient pleins d'espoir les fruits de leur manœuvre. En Tunisie un commencement de solution du conflit avec la France ne pouvait qu'exaspérer l'impatience des nationalistes marocains et algériens qui, se sachant étayés par la masse imposante de Bandoung, sentaient bien qu'il fallait se presser de lancer une action violente de l'Aurès à Casablanca, sans quoi la France pourrait bientôt montrer qu'un accord négocié était bel et bien possible entre elle et les nationalistes nord-africains.

Entre l'Afrique du Nord, source principale de l'activité diplomatique française au Moyen-Orient, et les réactions en chaîne produites par le Pacte turco-ira-

kien et ses séquelles, la France pouvait légitimement négliger le deuxième et ne s'occuper que de la première. En fait, il était évident que certains caressèrent un moment à Paris l'idée de laisser bien voir à l'Égypte que cette mise en demeure de source américaine d'avoir à se joindre au pacte pro-occidental turco-irakien n'était nullement goûtée à Paris. Le jeu très compliqué d'une France braquée pour la défense de son Afrique du Nord contre la coalisation arabe, mais également voulant manifester à l'Égypte que ses intérêts sont loin d'être opposés aux siens tout en essayant de faire comprendre aux alliés qu'ils faisaient fausse route causait à Paris de grands embarras. Mais le sentiment profond était clair : tout cela allait amener de graves complications et de sévères mécomptes.

De la « normalisation » a l'offre d'armes soviétiques

Il était évident, en effet, que la République égyptienne avait abouti à un pouvoir dictatorial aux manœuvres imprévisibles. Washington et Londres furent dûment avertis, et pas seulement par Paris, que le pouvoir établi au Caire allait inéluctablement vers un jeu de bascule entre l'Ouest et l'Est afin de créer une atmosphère de surenchère qui ne pouvait que profiter au monde communiste. D'autres méthodes, d'autres tactiques devaient être élaborées, toutes divergences cessantes, pour faire face au monde arabe afin de le conserver aux côtés de l'Occident dans le cadre d'une politique raisonnable, mais les avertissements furent vains.

Pour ne donner que des exemples particulièrement graves, soulignons que le régime égyptien actuel, qui

vient de signer des contrats d'armements avec les pays communistes a reçu :

1) près de 80 millions de dollars d'aide économique des États-Unis;

2) une quarantaine de chars d'assaut lourds du type « Centurion », les plus modernes d'Angleterre;

3) près de quatre fois plus d'avions à réaction à elle seule qu'Israël (et ce contrairement aux affirmations mensongères de certaine presse accusant Israël d'être plus fortement armé que tous les pays arabes réunis. Inutile de souligner qu'il y a des journaux sérieux en Grande-Bretagne pour donner leur caution à de telles balivernes...).

Pour en arriver à la phase actuelle des événements du Moyen-Orient, il est bon de se référer à l'un des aspects les moins remarqués, à l'époque, de la conférence des Quatre Grands à Genève au début de l'été. Un des points universellement reconnus comme base des conversations était la coexistence appelée également la normalisation des rapports entre États ayant des régimes différents. En Occident on disait bien son accord là-dessus tout en ajoutant qu'on l'entendait sur la base du *statu quo,* tout en jetant une larme de pitié pour les peuples asservis d'Europe orientale. Il demeurait qu'on allait vers la normalisation des relations entre États. Les Occidentaux demandèrent-ils des explications à leurs souriants partenaires ? Essayèrent-ils même de se demander si une telle normalisation n'avait pas des aspects particuliers auxquels il fallait réfléchir à deux fois, non point pour refuser la détente, mais pour la rendre plus solide en en connaissant à l'avance les conditions et les zones d'application ?

Apparemment non. Et à présent, quel État peut con-

ester à l'Union Soviétique le droit de vendre, aux « conditions commerciales », des armes à des États arabes ? C'est le droit suprême de la souveraineté nationale que de vendre ou d'acheter des armes. Mais... mais, avant la conférence de Genève, il y avait une sorte de zone d'influence interdite entre camps opposés de la guerre froide, où des opérations de ce genre étaient hors de question. Il y a là, semble-t-il, une mesure exacte du chemin parcouru. Est-ce à cela que les apprentis sorciers de Washington et de Londres voulaient aboutir ?

Ici se situe aussi un aspect troublant des récents développements au Moyen-Orient :

Certains hommes d'État occidentaux (et non des moindres, hélas!) avaient tenu à dire bien haut que la Russie en était venue à cette « politique du sourire » par suite de ses faiblesses graves dans divers domaines.

Fondée ou non, une telle affirmation pour un régime dictatorial appelle une réaction spectaculaire et « définitive » consistant à faire subir à l'adversaire un coup retentissant.

Le « coup » soviétique au Moyen-Orient de toute évidence tend à bien persuader « qui de droit » que *Moscou ne négocie pas sur une base de faiblesse.*

Revenons à la suite des événements pour en comprendre le sens, sans nous attarder aux détails.

Depuis de nombreux mois, les événements de la Politique intérieure de la Perse étaient déterminés par suite de la pression exercée sur la Cour et sur le gouvernement en faveur de l'adhésion de la Perse au pacte de Bagdad. Les Russes ne cessèrent de faire des remontrances et de donner des avertissements contre une telle démarche. A vrai dire, Paris multiplia également les conseils de prudence afin de ne pas créer de situa-

tion irrémédiable, mais il faut dire que nombreux étaient à Paris, les « experts », qui, connaissant la Perse, se disaient sûrs que Téhéran allait maintenir, par de hauts exercices de voltige, le fameux équilibre entre deux géants, ligne persane traditionnelle... avant l'ère atomique il est vrai.

Que l'annonce de l'achat d'armes en pays communistes par l'Égypte soit cause de l'adhésion de la Perse au pacte de Bagdad, ou bien qu'au contraire l'offre d'armes n'ait été que la parade, préparée de longue date, par les Soviets contre l'éventuelle entrée de la Perse dans la chaîne des traités de sécurité patronnés par les États-Unis, il demeure que les armes russes modifieront effectivement la situation militaire en Moyen-Orient et, par suite, les données diplomatiques de cette région, tandis que, en temps de paix, l'entrée de la Perse dans le système de sécurité en question n'ajoutera pas grand-chose à ce que, à tort ou à raison, Moscou prend une coalition dirigée contre lui.

De deux choses l'une :

Ou bien les Occidentaux admettront une défaite et inviteront l'U.R.S.S. à signer un accord à quatre sur la livraison équilibrée d'armes, ce qui implique, par voie de conséquence, toute une revision, vraiment « déchirante » celle-là, de toute la politique occidentale en Moyen-Orient, et rien ne dit que Moscou pourra, *à présent,* accepter d'apparaître aux yeux des pays de Bandoung comme jouant un jeu comparable à celui des maudits pays impérialisés face aux « clients » arabes. Seul un mécanisme sous l'égide des Nations-Unies lui serait peut-être acceptable;

Ou bien les Anglo-Américains se lanceront de nouveau et plus que jamais dans l'offre de la « carotte » aux

tats arabes et cette fois-ci le « bâton » ne sera même ıs caché derrière le dos... Que peut la France sur ce oint ? Bien peu de chose à vrai dire, mais les avis hommes expérimentés, trop longtemps méprisés, peu-ent tout de même donner à la France la possibilité de re des paroles raisonnables.

Laissera-t-on le Moyen-Orient devenir le banc d'essai des matériels de guerre ?

Il reste que la situation a rarement été aussi grave pas seulement du point de vue du conflit israélo-abe, pourtant assez aigu.

Pensons seulement au fait que la Grande-Bretagne quitté la base de Suez en y laissant des « techni-ens », il est vrai. Mais l'arrivée future de matériels isses ou tchèques ou autres (pourquoi pas bientôt chi-ois ?) peut conduire, et soyons certains qu'elle le fera, l'arrivée de techniciens de ces pays, non moins habillés ı civil que leur collègues britanniques.

Il serait cruel peut-être de rappeler ici que Sir An-ony Eden, dont le rôle dans la politique étrangère itannique a rarement été aussi décisif, fut person-ellement responsable, — répondant aux vœux réitérés Washington — non seulement de l'évacuation de uez, mais également de la liquidation dans des con-tions d'incroyable imprévision d'importantes quanti-s de matériel militaire et de transport dont une rte proportion a littéralement disparu dans la nature, ne « nature » que des soldats français sont peut-être ı train d'expérimenter parmi les Marmouchas et dans Constantinois...

De quoi l'avenir sera-t-il fait ?

Bien entendu, il ne saurait être question de deviner l'avenir dans des conditions d'aussi complexes contradictions. Notons qu'Israël avait offert à plusieurs reprises la paix aux Arabes et un traité de défense et de sécurité aux trois Occidentaux.

La France conserve, tout en ayant des relations fort amicales avec Israël, les réticences et les réserves de son théorème fondamental en Méditerranée (« la France puissance musulmane »). Mais selon les trois possibilités suivantes, elle peut être conduite à adopter telle ou telle politique avec les États arabes :

Si la France entreprend une politique nord-africaine de lutte sans condition contre les adversaires de sa présence, la victoire la conduirait de toute évidence à une rupture totale avec les pays arabes.

Si au contraire la France entreprend une telle lutte mais la perd, non seulement elle perd ses territoires d'outre-mer avec les conséquences que l'on imagine, mais elle risque d'aboutir immanquablement à basculer vers des aventures imprévisibles à l'échelle nationale.

Si elle parvient à parfaire un accord avec des éléments responsables et représentatifs des pays nord-africains, malgré l'opposition des États arabes et de leurs instruments, les formes institutionnelles qui naîtraient dans les pays d'Afrique du Nord, avec les originalités et les particularités de l'histoire et des populations, pourraient marquer un coup d'arrêt aux audacieuses entreprises des machines de guerre du fanatisme cairote ou damascène. Un arabisme occidental, sous l'égide de la France, pourrait alors devenir une réalité.

Il est vrai que, selon que l'on envisage telle ou telle possibilité, la force interne de la politique française

est fonction de la seule volonté nationale, exprimée par les institutions légales. Tous les amis de la France souhaitent qu'elle traverse cette phase critique de son histoire sans encombre, refasse ses forces internes, organise enfin l'Union Française et fasse comprendre partout qu'elle est bien présente sur l'échiquier mondial.

Cette force interne de la politique française est incontestablement un élément pour l'évolution du Moyen-Orient. Acculée à défendre désespérément ses positions nord-africaines, la France, si elle parvient à une solution négociée du conflit actuel, pourra avec une constellation musulmane intégrée militairement et diplomatiquement à sa politique métropolitaine, reprendre le dialogue avec les États du Moyen-Orient, avec ses amis des mauvais jours comme avec ceux que suscitera l'intérêt.

Il reste cependant que la situation actuelle est inquiétante à la fois pour la France et pour le monde occidental, et ce pour des motifs, nous l'avons vu, propres à la France ou bien dérivant de la lutte entre grands blocs mondiaux.

L'influence bienfaisante que pourrait exercer une France solide et sûre de ses mouvements risque de manquer à un moment où la raison des armes peut transformer le Moyen-Orient, par la folie fanatique, en une plateforme d'essai des armes venues de l'Est et de l'Ouest, comme lors de la guerre d'Espagne à la veille de la seconde guerre mondiale.

ÉLIE MAISSI.

JUDAS SAUVÉ
PAR M. MARCEL PAGNOL

Ce personnage ambigu a de quoi, certes, retenir l
romancier et le dramaturge. Il n'y a pas si long
temps que M. Paul Raynal nous proposait un Juda
inconscient dans *A souffert sous Ponce Pilate*. Avec *L'*
nommé Judas nous recevions de la part de MM. Claude
André Puget et Pierre Bost un amateur de miracles
Le Judas mélodramatique et simplifié comme une imag
d'Epinal qui parle beaucoup trop, dans la représenta
tion de la Passion plus ou moins renouvelée des mys
tères du Moyen-Age, n'est guère plus satisfaisant. Je m
souviens que celui d'Oberammergau manifestait le
signes d'une contrition émouvante. Mon voisin avai
même poussé un petit cri de surprise quand, se pen
chant vers moi pour voir le passage que je soulignais
il avait lu : *das wollt ich nicht*, « je n'ai pas voul
cela », qui était tout juste la réplique de la fameus
inscription que Guillaume II avait fait apposer au ba
du garde-feu, lors de sa dernière visite au château d
Hoh-Koenigsburg, en 1918 : *Ich habe es nicht gewoll*

Si diverses qu'elles soient, ces interprétations d
caractère de Judas et des mobiles qui l'ont poussé o
au moins ce trait commun de présenter un maladro
bien plus qu'un criminel. Le Judas de M. Raynal ava
imaginé de précipiter son maître dans les prisons d

Rome afin de l'abriter contre les fureurs populaires, ce qui part d'un bon cœur mais est parfaitement gratuit. Celui de MM. Puget et Bost a spéculé sur le miracle et cette excuse n'est pas absente de la pièce de Pagnol. Quant aux Judas des mystères anciens et modernes, ils présentent un homme poussé par la jalousie et par le lucre et qui s'effraie quand il voit se profiler le gibet sur le Golgotha. Chacun de ces éléments se retrouve dans l'Evangile. Le préposé aux finances des disciples volait : c'est dit textuellement. Quand il voit que Jésus est condamné par sa faute, le traître rapporte les trente pièces d'argent : « J'ai péché en livrant le sang innocent. » Ce propos est rapporté par saint Matthieu, mais non par M. Pagnol, car son Judas n'a pas péché; il a seulement poussé la fidélité à la volonté de Dieu jusqu'à la folie de la charité. Somme toute il réaliserait avant la lettre le cri de l'épître aux Romains : « Je souhaiterais d'être moi-même anathème, loin du Christ pour mes frères, mes parents selon la chair. » (IX, 3).

Que l'on fasse de Judas une manière d'apprenti-sorcier pris à son jeu dans l'effroyable mécanique qu'il a déclenchée par mégarde, par légèreté, par compassion, par devoir professionnel ou par une folie de sacrifice qui est le propre de l'amour, on est aux antipodes de l'interprétation scripturaire et de l'enseignement de l'Eglise. Judas n'est, en effet, ni un déicide par imprudence, ni l'irresponsable qui appelle le pardon à l'instar du Satan de Papini, ni le héros infiniment plus sublime qu'Antigone allant seulement vers une mort terrestre. (Je ne pense pas d'ailleurs qu'il soit davantage tel que l'a vu M. Lanza del Vasto, l'homme qui a collectionné tous les péchés possibles et imaginables, ce qui fait tout de même beaucoup et risquerait d'être contradictoire sur plus d'un point.)

Qu'on veuille bien laisser là enfin les hypothèses les plus séduisantes et cesser de le croire à ce que l'on voudrait qu'il soit — le plus grand dérèglement de l'es-

prit, selon Bossuet — pour la vérité telle qu'elle est attestée dans les Livres Saints. Loin d'être cet homme accablé par le choix de Dieu auquel il ne pourrait plus échapper une fois qu'il en aurait été l'objet, le drame de Judas nous apparaîtra bien plutôt comme celui de l'amitié bafouée. Avec plus d'attention l'on verrait affleurer dans le récit de la préparation de la dernière Pâque, l'angoisse du Christ qui fait tout pour dessiller les yeux du disciple qui s'égare : « Celui qui me trahit est avec moi... malheur à cet homme... Celui qui a mis la main avec moi dans le plat... » Et tant de paroles gonflées d'amour, de tristesse et d'espoir, qui sont comme autant de planches de salut offertes à ce malheureux, — allons, il est encore temps — jusqu'à cette parole suprême dans la nuit de Gethsémani à celui qui avait convenu de le livrer par un baiser : « Ami... » comme si la partie n'était pas décidément perdue.

Nous sommes loin du personnage recréé par M. Marcel Pagnol, qui est un Judas dont la foi et l'amour à aucun moment n'ont faibli, résolu à être fidèle à sa vocation qui est de livrer son maître puisque tel est son sort. Nous le voyons poursuivre son destin, avec une logique de paranoïaque, jusqu'au tombeau où Jésus, mort par sa faute, mais conformément aux Ecritures, lui enlève sa dernière raison de vivre. L'amitié étant détruite sur terre, il n'a plus évidemment qu'à s'en retrancher, ce qu'il fait.

En mettant les choses au pire, le Judas du Théâtre de Paris n'est coupable que de s'être cru investi de la mission d'accomplir les Ecritures. « Il a mal compris les consignes » (*dixit* le Centurion) et il n'est victime, après tout, que d'une généreuse erreur qui mérite toutes les indulgences. En fait, l'interprète Raymond Pellegrin a créé un Judas qui avait pris le cœur de la brillante assemblée de l'autre soir, et auquel on avait envie de dire, comme Orgon : « Pauvre homme. »

L'avocat de Judas Iscariote le lavera de l'accusation

formelle de saint Jean, lorsque Marie de Béthanie répandant une livre d'un parfum de nard de grande valeur — un parfum de couturier — l'homme préposé à la caisse proteste au nom des pauvres : « Il dit cela, non qu'il se souciât des pauvres, mais parce qu'il était voleur et qu'ayant la cassette, il dérobait ce qu'on y mettait. » (Jean, XII, 6.) Comme il faut bien qu'il y ait de l'avarice dans cette histoire, on en chargera Simon, le père de Judas. Son fils au grand cœur refuse les deux mille pièces d'or qui lui sont offertes pour les trente deniers d'argent prévus par Jérémie. Cette entorse au récit historique et quelques autres plus graves font que le personnage évangélique n'est absolument pas celui qui émeut chaque soir le public de la rue Blanche, même lorsqu'il reprend des paroles authentiques qui sont détournées de leur sens.

Dieu me garde de prêter à M. Pagnol les maléfiques intentions de Gide quand il dénaturait sciemment l'Ecriture qu'il connaissait trop bien, et je ne pense pas que son « Judas » soit dressé devant nous comme une machine de guerre, je suis sûr du contraire. Je suis tout de même obligé de répéter que si Judas, fils de Simon, a trahi Jésus, Judas, fils de Pagnol, qui n'est plus qu'un personnage de théâtre, d'ailleurs cohérent et émouvant, trahit la vérité historique[1].

1. Nous avons relevé (*Le Monde* du 13 octobre) un certain nombre d'entorses plus ou moins graves aux textes évangéliques. Au lever du rideau, par exemple, les soldats romains perquisitionnent chez le père de Judas, comme si Pilate s'était préoccupé de Jésus avant qu'il lui ait été livré par les Juifs ! (Contrairement à *Paris-Presse-l'Intransigeant* (15 octobre) qui titre avec plus de souci de frapper le lecteur que d'exprimer la vérité, à son habitude : « Le R. P. Lelong : *Vous galégez, monsieur Pagnol.* Le grand Rabbin : *Merci pour tout* », le grand Rabbin proteste véhémentement : selon lui, les Romains porteraient seuls la responsabilité de la mort de Jésus !) On voit surtout Caïphe à la tête d'une cohorte romaine, Hérode se justifiant de visiter Pilate pendant les fêtes de la Pâque sous couleur qu'il n'est pas prêtre et qu'il est en mission (*sic*). Le

La scène IV de l'acte V est explicite. « Alors si tu n'as pas livré Jésus pour de l'argent, pourquoi l'as-tu fait ? » interroge Pierre qui reçoit sur-le-champ une réponse *ad hominem* : n'a-t-il pas dû lui-même renier trois fois Jésus avant que le coq n'ait chanté deux fois ? « Jésus te l'avait annoncé : il t'a fallu subir la prophétie. Et moi, le Maître m'a dit devant vous : c'est toi qui dois me trahir. » Jean reconnaît que tous l'ont entendu. Judas rappelle un ordre formel de Jésus : « Ce que tu dois faire fais-le vite. » Ni André, ni Philippe n'ont rien entendu de pareil. Au bout de la table, Thomas n'a perçu qu'un chuchotement.

Judas : Mais toi, Pierre, tu étais près de moi.

Pierre (*pensif*) : Oui, j'ai entendu cette phrase.

Judas : Comment l'as-tu comprise ?

Pierre : J'ai cru que tu avais oublié quelque chose pour le repas, et qu'Il t'envoyait le chercher.

Judas : Tu as donc cru que c'était un ordre ? (*Pierre ne répond pas. Il réfléchit.*) Tu viens de le dire. Tu as dit : « J'ai cru qu'Il t'envoyait chercher quelque chose. »

Pierre : Oui, je l'ai cru.

procurateur s'apprête d'ailleurs à aller pêcher la murène (à Jérusalem !). Judas, qui s'est pendu à l'aube du vendredi saint, assiste à la Passion du Christ et on le retrouve devant le tombeau, etc... En vérité, tout cela est peu de chose auprès de la thèse qui est de laver le traître des accusations de saint Jean. Quant à la couleur locale, qui est celle du pays des santons, elle ne me gêne aucunement. Je regrette même qu'elle ne soit pas plus nette. En effet, M. Pagnol et le metteur en scène font tout pour nous convaincre qu'ils ont voulu reconstituer un milieu historique, et ils irritent, sinon le public de la générale — c'est bien j'imagine le cadet des soucis de Mme Lollobrigida, du prince Ali-Khan, de la Begum, de Pierre Benoît, de Tino Rossi, du maréchal Juin, de Line Renaud... — du moins le spectateur qui n'est pas tout à fait ignorant de l'évangile. Un climat nettement poétique, comme celui de *Verts Pâturages,* aurait évité cette méprise.

Holà! Nous ne le croyons pas, nous autres, il nous est impossible de le croire parce que ces mots n'ont pas été prononcés. Jésus a dit textuellement : « Ce que tu fais, fais-le au plus vite[2]. » Et quand on serre le texte de près, l'on éprouve qu'ayant épuisé tous les moyens pour sauver ce malheureux, il l'abandonne à lui-même et que cette parole équivaudrait plutôt à la constatation du choix délibéré de Judas : le temps presse, c'est fini, tu l'auras voulu. Comme si Jésus mettait à la porte celui qui avait refusé la grâce. En tout cas, le texte ne permet certainement pas de conclure à un ordre, sinon celui de faire vite.

Mais, dira-t-on, Judas a pu croire qu'il avait reçu l'ordre de livrer son Maître, il n'y aurait alors qu'une simple maldonne, fâcheuse sans doute, mais qui ne déconsidère pas un homme. Il ne tenait d'ailleurs qu'à Jésus de ne pas la laisser se produire. Le Centurion marseillais, qui ne raffine pas plus sur les idées que sur le langage, mais qui en connaît un bout sur l'obéissance militaire, proclame cette vérité de bon sens : « S'il a reçu l'ordre, il est innocent. » Sur quoi les deux principaux apôtres s'élèvent contre un tel enfantillage comme s'ils avaient lu saint Thomas d'Aquin :

Jean : Ah! non. Ce serait trop facile. Même s'il a cru que c'était un ordre — et même si c'était un ordre — il avait le droit de désobéir... Jésus nous l'a dit cent et mille fois : tout homme est libre de choisir son destin.

Pierre : Oui, le plus humble des mendiants peut tou-

2. Ὃ ποιεῖς ποίησον τάχειον (Jean, XII, 27). Les traductions usuelles font dire à l'Évangéliste : « Ce que tu as à faire... » ou bien : « Ce que tu vas faire... », ou mieux : « Ce que tu fais... » Il s'agit d'un présent inchoatif et la traduction qui serrerait le texte de plus près devrait porter : « Ce que tu te mets à faire... » En tout cas, il n'est aucunement question d'un ordre qui chargerait Judas de remplir cette mission.

jours dire oui ou non : c'est par sa seule volonté qu'il peut perdre ou sauver son âme.

Judas : Il ne s'agissait pas de mon âme, mais du salut de millions d'hommes — ceux qui sont nés et ceux qui naissent aujourd'hui, ceux qui naîtront dans l'avenir! Tu crois que j'avais la permission de choisir pour eux ?

Le dernier mot est à Judas, et l'on a l'impression qu'il parle au nom de l'auteur. J'écris qu'il donne cette impression, rien d'autre. Je ne sais pas ce que M. Pagnol pense là-dessus, ni même s'il pense quelque chose. Au reste, personne ne l'oblige à le déclarer. On serait d'ailleurs beaucoup plus curieux de connaître l'opinion d'un théologien calviniste sur le fond du problème que nous touchons ici et qui est soulevé par ce nouveau Judas[3].

On peut bien, à l'entracte d'une générale liquider en quelques formules le problème de la prédestination — *snack theology!* si j'ose dire — mais je refuse de plonger mon lecteur, à la fin d'un article déjà trop long, dans le plus mystérieux des mystères.

Je n'insinue aucunement qu'un homme de théâtre de la qualité de M. Pagnol ne pouvait pas aborder le sujet de Judas. Que n'en s'est-il tenu à une explication psychologique fidèle aux données des sources évangéliques sans s'aventurer dans ces profondeurs vertigineuses où il ne pouvait que s'égarer. Un dramaturge nous bouleverserait davantage en ne nous donnant pas

3. *Réforme* (22 octobre) traite du *Judas* de Pagnol sur le ton badin et désinvolte. Nous serions pourtant extrêmement intéressé si, laissant de côté « la pièce parisienne idéale, euphorique, digestive, disons relaxante, pour être au style du jour » (je cite) que M. Pagnol n'a d'ailleurs pas tout à fait écrite, l'on voulait bien éclairer notre religion sur cette thèse qui, elle, est tout à fait sérieuse.

le dernier mot, que personne ne possède sur cette affaire. S'il m'était permis de formuler une réserve qui déborde l'exégèse et la théologie, bien qu'elle se fonde sur les textes et sur la doctrine, je regretterais que le Judas de M. Pagnol soit trop clair. Un Judas énigmatique aurait été plus vrai et, sans doute — c'est le propre de la vérité — plus excitant.

Il y a, paraît-il, dans les coulisses de ces cinq actes une impressionnante bibliothèque d'information. Dans ce cas, M. Pagnol ne doit pas ignorer l'ouvrage de Dorothy L. Sayers : *The man born to be King*. Ce que je connais du Judas créé au cours de cette œuvre pour la B.B.C. de Londres est bouleversant, mais ne me choque ni dans ma foi, ni dans ma connaissance des Ecritures. S'il osait toucher à la métaphysique insondable, pour ne pas encourir nos critiques, il fallait à l'audacieux traduire au moins une doctrine orthodoxe. Pour moi je connais des théologiens éprouvés qui tremblent autant devant le problème de Judas que devant celui du péché contre l'Esprit. (Ce n'est point par hasard que les deux sont ici rapprochés.)

« Il aurait mieux valu que cet homme ne fût point né. »

Il a dit cela de moi, demande sur un ton poignant, Raymond Pellegrin, je veux dire Judas Isch Karioth devant le tombeau de Jésus, alors que, selon l'Evangile, il l'a précédé lui-même dans la mort.

Comme si Judas avait besoin qu'on lui rapporte cette parole. N'est-il pas écrit dans saint Matthieu : « Le Fils de l'Homme s'en va selon ce qui est écrit à son sujet ; mais malheur à cet homme, par qui est trahi le Fils de l'Homme. Il eût mieux valu pour cet homme qu'il ne fût pas né. Prenant la parole, Judas, celui qui allait le trahir dit : « Serait-ce moi, Rabbi ? » Il lui dit : « Tu l'as dit. » (XXVI, 24-25.) »

N'est-ce pas un signe des temps qu'un auteur léger aborde ce redoutable sujet par son côté le moins facile ? M. Pagnol, qui venait de me confier pourquoi il s'était attaqué à cette sombre histoire pour laquelle il semblait moins préparé que quiconque, m'a mis gravement au pied du mur quand je lui eus montré les faiblesses exégétiques de sa pièce :

— Et le problème de la prédestination ?

J'ai répondu que le problème de la prédestination touchant Judas n'est pas fondamentalement différent de celui qui concerne l'auteur, l'interlocuteur, les spectateurs, et tous les pécheurs en général. Demander pourquoi Dieu, dans son éternel présent, permet le pécheur et veut, dans la perspective du péché, son châtiment éternel, équivaut à demander pourquoi Dieu nous a créés au plan de l'amitié, et par conséquent de la liberté. Le Père Lacordaire est venu à mon secours avec un passage qui exprime dans un raccourci saisissant une profonde doctrine. Le défenseur de la liberté de la presse préférait le risque de l'erreur d'opinion aux inconvénients de la censure politique, et il montrait que Dieu lui-même a opté pour la voie de la répression qui suit l'acte libre quand il est peccamineux, plutôt que de détruire cette liberté, condition de l'amour. Oui, Dieu a choisi le régime de l'enfer contre le système d'une intervention qui aurait rendu l'erreur à l'esprit et de l'acte inpossible, mais anéantissait une amitié digne de ce nom. « Car si l'enfer fait des damnés, écrit le P. Lacordaire, il fait aussi des hommes et des saints, au lieu que la censure n'eût peuplé le monde que d'idiots immortels. » (*L'Avenir,* du 12 juin 1831.)

Certes, nous n'avions pas élucidé, en si peu de mots, le mystère de l'insertion de la grâce dans la volonté humaine, de la Providence et du problème du mal, mais je certifie que l'Immortel, au reste fort sympathique, que j'avais devant moi, était tout prêt à rendre son

épée d'académicien, je veux dire ses armes, qui n'ont jamais blessé personne.

A qui voudrait m'entraîner plus avant, — comme si je savais! comme si aucun homme savait! — je laisserais la parole de Notre-Seigneur à sainte Gertrude, dont les révélations — est-il besoin de le rappeler? — ne sont pas de foi : « Ni de Salomon, ni de Judas, je ne te dirai ce que j'ai fait, pour qu'on n'abuse pas de ma miséricorde. »

M.-H. Lelong, O. P.

Les Signes du temps

Un seul être vous manque...

On peut, ce qui est notre cas, comprendre et après tout, approuver comme un geste tactique relativement adroit (dans une situation où il n'avait pas été adroit de se mettre) le départ de la délégation française de l'O.N.U. (ou plutôt de son assemblée). L'expérience montre en effet que ces grandes machines fragiles n'en veulent nullement à ceux qui font mine de s'en aller. Elles sont au contraire d'autant plus obséquieuses qu'on en recherche moins l'approbation et qu'on en cultive moins les couloirs. La manière dont certaines institutions spécialisées ont cherché le contact des pays de l'Est qui les fuyaient en est symptomatique.

Ceci ne veut pas dire qu'on approuve toute la littérature faite, dans les deux sens, à propos de cette affaire. Encore, avouons-le, que la littérature « pour » nous ait paru la pire. Le vague sursaut nationaliste qui accompagna le geste de Pinay et de Faure ne nous paraît pas très dangereux dans un pays qui n'a plus assez de cohésion interne pour servir d'infrastructure à n'importe quelle forme de réaction nationale. Nous nous étonnons même que n'aient pas été mis théâtralement en sommeil des organismes (après tout subventionnés sans doute) telle que l'Association française pour les Nations-

Unies. Nous nous étonnons moins des réactions attristées de ceux qui furent, ou espèrent devenir, les salariés exempts d'impôts de ces honorables organisations de cocktails mondains et autres conférences de presse.

En pratique, quel but avait ce geste? Celui de faire comprendre à un certain nombre d'États dont les plus typiques se situent au Moyen-Orient, mais dont on trouve des exemplaires sur toute la planète, qu'il fallait respecter le jouet dont ils abusaient.

Mettons-nous à la place d'un des gouvernements, choisis dans une féodalité (le centième d'une population de fellahs) à peu près aussi corrompue qu'un entourage destiné à finir à Formose : elle n'a, pour se soutenir, que son argent, cet excellent opium du peuple qu'est l'Islam, et l'état de guerre avec Israël. Ce dernier est le seul moyen d'empêcher les nationaux exploités de se rendre compte de visu que sur le même sol on peut produire, vivre décemment, s'instruire et bénéficier d'institutions égalitaires et démocratiques; Israël ne suffisant pas toujours, il faut d'autres exutoires. L'O.N.U. est une admirable poubelle pour ces discours orientaux. Encore qu'ils fassent attention aux individus sur lesquels ils retournent leur boîte à ordures. Ils n'oseraient pas gêner la Grande-Bretagne qui subventionne si facilement partis politiques et gouvernements, et cela pour les Chypriotes qui, non seulement, ne sont pas musulmans, mais poussent même le manque de goût jusqu'à être chrétiens.

Qu'une fois pour toute on ait fait savoir que nous ne voulions plus dépenser tant d'argent pour nous faire ensuite injurier, c'est normal et je me demande d'ailleurs si l'on ne devrait pas mettre à l'étude, contre des institutions de ce type, des sanctions financières... Nous aurions du coup pour nous les permanents alarmés de ces maisons.

Et la paix du monde? Eh bien! la paix du monde, c'est une tout autre affaire. D'abord, à une assemblée

où manquent la Chine, le Japon, l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne, et pas mal d'autres pays, une absence de plus n'aggrave pas sensiblement le manque de représentativité. D'autre part, il faut bien avouer que tout ce qui s'est fait de valable et de concret en matière de détente, de coexistence, de pacification, s'est fait ailleurs : Berlin, Genève, le deuxième Genève, en attendant le troisième Genève, en sont des témoins. Il est même curieux de constater que les ministres des Affaires étrangères qui se rencontrent institutionnellement à l'O.N.U. chaque année, ne paraissent pas prendre au sérieux ces parlotes et n'y parlent même pas de ce qui sera l'objet de leurs futures rencontres. Tout se passe comme si une espèce de rite, onéreux pour les contribuables des grandes nations, était maintenu en marge de la vie diplomatique réelle.

On nous objecterait, sans trop de bonne foi, la Corée et l'armistice de Palestine. En fait, le hasard d'une absence de Moscou au Conseil de sécurité permit à Truman d'utiliser l'O.N.U. comme un système commode de coalition militaire dirigée directement contre une puissance qui n'en faisait pas partie, indirectement contre l'U.R.S.S. Il s'agit d'une occasion qui a peu de chance de se retrouver et qui, au surplus, ne peut être utilisée que par une des deux puissances dominantes du monde d'aujourd'hui.

Quant à la Palestine, il est exact que les grandes puissances ont bien voulu utiliser le mécanisme de l'O.N.U., non pas pour régler un conflit, ce qu'elles eussent pu faire si elles l'avaient *vraiment* voulu, mais pour maintenir, par un accord tacite qui recouvrait des volontés divergentes de chacun des participants, dans un endroit du monde où la vie d'un homme n'est pas chère, un abcès de fixation. Les médecins du temps jadis prétendaient ainsi entretenir la santé des individus par une suppuration soigneusement dosée, par un séton. Les grandes puissances, en entretenant des foyers de meurtre,

de haine et d'agitation, autour des lieux saints, ressemblent un peu à un médecin du XXe siècle qui reprendrait cette ancienne thérapeutique en se disant qu'on ne risque pas (ou plus) la généralisation de l'infection parce qu'on a des antibiotiques. Mais les antibiotiques des gros preneurs de la politique mondiale ne sont pas commodes à manier. Des incidents de Gaza au terrorisme de Chypre, des incendies d'Istanbul à l'incendie de l'Afrique du Nord, on devrait commencer à percevoir dans les hauts lieux que le fanatisme de l'Islam, sur lequel on a suffisamment soufflé, ne peut être contrôlé par aucun apprenti sorcier. Dans ce cas, pour revenir à notre sujet, l'action des Nations Unies, quant au fond ne fut pas de paix, quant à la forme fut un masque de l'action des quatre puissances.

Ces constatations déplaisantes pour les bonnes âmes, nous les faisons sans joie. Nous ne sommes pas plus un hystérique du nationalisme qu'un belliciste. Nous pensons qu'il serait bien utile d'arriver à construire quelque chose où des puissances de second ordre pourraient faire raisonnablement entendre leur voix à côté des puissances de premier ordre, où des conversations pourraient avoir lieu en détente entre des hommes responsables sans la pression d'opinions publiques d'autant plus hystériques qu'on a soufflé soi-même sur le feu qui les embrase, qui pourrait servir d'asile aux persécutés contre leurs gouvernants persécuteurs. Mais l'O.N.U. n'a même pas pu défendre ses propres fonctionnaires.

C'est précisément parce qu'il faudrait quelque chose que nous ne pouvons nous contenter béatement d'admirer ce qui est. Ce n'est pas parce que la vie d'un malade est en danger qu'il faut lui faire n'importe quel traitement. Ce n'est pas parce qu'on souhaite la paix qu'il faut croire que les organisations internationales actuelles sont les moyens de la réaliser.

HENRI MULLER.

Défense et illustration des Nations Unies

Succès et échec sont des notions subjectives. Tout dépend de ce que nous attendions. Une organisation internationale telle que les Nations Unies peut donner entière satisfaction à ceux qui refusent tout abandon de souveraineté et qui se contentent d'une instance d'arbitrage à pouvoir limité mais susceptible d'une action suffisamment efficace pour libérer le monde de la crainte de conflits mineurs. Elle décevra, par contre, amèrement ceux qui rêvent d'un gouvernement mondial et qui lui demandent de subordonner les exigences des grandes et petites puissances à la loi internationale.

Tandis que la réalité est beaucoup plus proche de la première version, l'imagination publique est du côté de la seconde. La crise des Nations Unies a son origine bien plus dans les illusions de ceux qui forment l'opinion publique que dans la réalité diplomatique. Les Nations Unies eurent une sœur aînée, appelée la Société des Nations. Cette dernière n'a pu empêcher ni l'invasion de la Chine par le Japon, ni celle de l'Ethiopie par l'Italie. Après ces deux malheureuses expériences, elle n'essaya même pas de prendre des mesures contre la violation flagrante du droit des gens par Hitler. Lorsqu'on a constitué les Nations Unies, on voulut tirer des leçons très réalistes de l'échec de la Société des Nations en diminuant volontairement et sensiblement les pouvoirs de la nouvelle organisation internationale, ce qui n'a pas empêché une opinion publique mal informée d'en exiger beaucoup plus que de sa défunte aînée. Dans le Conseil de Sécurité, sensiblement plus faible et restrictif que le Conseil de la Société des Nations, les grandes puissances se sont créé un bastion contre toute ingérence

dans leurs propres affaires et contre toute limitation de leur souveraineté. La convention sur les minorités assurait à la Société des Nations un droit de regard sur le traitement des citoyens dans de nombreux pays, dépassant de beaucoup les pouvoirs actuels du Conseil de Tutelle des Nations Unies. La conception wilsonienne de la Société des Nations fut donc sans conteste sensiblement plus démocratique et universaliste que celle d'une organisation créée par deux hommes d'État intimement conscients du rôle dominateur de leurs pays et désireux de se partager le monde. Nous parlons de Roosevelt et de Staline.

Jugées dans leur cadre véritable, les Nations Unies ne méritent pas d'être condamnées. Leur principal rôle est celui d'un amortisseur. Ne disposant d'aucun pouvoir supranational ni d'aucune autorité supérieure à celle de ses membres, l'O.N.U. ne saurait régler efficacement les conflits et les divergences entre grandes puissances. Tout ce qu'on peut lui demander, c'est d'éviter les explosions et de faire réfléchir les gouvernements. N'est-il pas rassurant que les puissances les plus fortes et les plus autoritaires même doivent tenir compte, dans l'intérêt de leur propagande, de l'opinion internationale et des discussions d'apparence stérile au sein des Nations Unies. Le fait que certains dictateurs tels qu'Hitler et Mussolini aient claqué la porte, prouve que même eux n'ont pas été indifférents à une condamnation morale par un organisme international. La collaboration presque ininterrompue de l'Union Soviétique dans une organisation qui a voté durant des années contre elle avec une majorité invariablement écrasante, est un autre témoignage du prestige de l'O.N.U. dans son cadre limité. On doit aussi reconnaître qu'elle a obtenu un certain nombre du succès. Sans sa présence, la guerre de Corée aurait peut-être pris une tournure beaucoup plus dangereuse aussi bien du côté des Américains que du côté des Russes. Sans elle, on n'aurait peut-être pas

réalisé l'armistice même fragile qui empêche à présent Israël et l'Égypte de se lancer dans une guerre ruineuse. Ce qui importe, c'est l'atmosphère internationale, la présence d'un forum, le faible rappel permanent de la conscience internationale et de la justice.

Cette justification de l'O.N.U. ne doit pas être comprise comme une approbation de la situation juridique internationale actuelle. Une défense réelle de la paix et du droit n'admet aucun veto, elle suppose comme on l'avait désiré au temps de la Société des Nations, l'existence d'un pouvoir international efficace et capable d'imposer sa volonté, même contre une grande puissance récalcitrante. Nous considérons, en outre, comme néfaste que le simple citoyen n'ait aucune protection contre les abus de son propre Etat. Le principe de non-intervention dans les affaires intérieures est peut-être politiquement compréhensible, mais il est humainement inconcevable. On se demande pourquoi presque tous les États membres de l'O.N.U. ont solennellement signé une convention des droits de l'homme, s'ils n'autorisent aucune instance à vérifier l'application de cette convention à l'intérieur de leurs frontières. Une société internationale qui se désintéresse du sort des persécutés politiques ou religieux, qui considère officiellement l'existence des camps de concentration ou d'extermination comme une affaire intérieure, ne peut pas être considérée comme véritablement civilisée. La souveraineté ne devrait-elle pas être, en premier lieu, au service du citoyen et non pas utilisée comme un paravent international pour tous genres d'abus de droit ?

Bien entendu, ces réflexions n'ont aucun rapport direct ou indirect avec l'affaire algérienne. Elle veulent seulement souligner le caractère hypocrite de l'organisation actuelle des rapports internationaux. Notons, toutefois, comme lueur d'espoir la création d'une commission spéciale, permettant aux citoyens de certains pays membres du Conseil de l'Europe de se plaindre auprès d'une

instance internationale contre la violation des droits de l'homme par leur propre gouvernement. Il faut espérer que cette convention sera ratifiée dans un proche avenir par tous les pays européens, notamment par la Grande-Bretagne et la France qui se trouvent encore dans le camp des hésitants ou des inactifs.

ALFRED FRISCH.

Bulletins de santé des États-Unis

« Cromwell allait ravager toute la chrétienté; la famille royale était perdue, et la sienne à jamais puissante, sans un petit grain de sable qui se mit dans son uretère. » Eisenhower n'a rien de commun avec le Cromwell-Staline, le régicide impie, dont s'effrayaient les fidèles sujets de Louis XIV et dont le fantôme explique la révocation de l'Édit de Nantes; on dira pourtant tout aussi bien : « Les républicains triomphaient, les démocrates n'entrevoyaient aucune ressource, sans un petit caillot de sang qui se mit dans l'artère coronaire du président... »

Événement de première grandeur. Les élections étaient réglées d'avance : Stevenson, malgré son talent, marchait à la boucherie; la détente internationale portait aux nues le prestige d'Ike, et il avait conquis même les journalistes français qui lors de son élection lui faisaient grise mine. Tout est remis en cause. Il hésitait à reprendre une seconde fois une charge contraire à ses goûts, aux vœux de sa femme, et si pesante à son âge; il se serait laissé forcer la main; la question est tranchée, il lui faut renoncer. Et d'ici 1956, même s'il retrouve un peu d'activité, le détail de l'action est remis à une

équipe intérimaire. Qui voulait Roosevelt, a choisi Truman; qui votait pour Eisenhower, a mis Nixon au pouvoir.

Provisoirement : et rien n'assure que le vice-président actuel soit demain le candidat des républicains. Voilà leur drame. Eisenhower les unissait; il réduisait au minimum l'opposition d'extrême-droite, celle de Mc Carthy et même de Knowland; il attirait la masse des irrésolus. Son effacement ôte à ses partisans leur cohésion. Nixon a mûri, il ne représente plus autant qu'il y a trois ans un compromis avec les ultra-conservateurs, son passé le teinte néanmoins, sans le garantir contre leur surenchère; Knowland d'un côté, le « libéral » Warren de l'autre, et pourquoi pas Stassen, peuvent lui disputer sa clientèle. Chez les démocrates aussi bien, l'espoir peut éveiller les ambitions : Stevenson, qui mène le jeu, s'encadre entre Harriman à gauche, Kefauver à droite; il a du moins l'avantage d'être déjà connu et son camp, même sans lui, se flatte de garder la prépondérance numérique acquise aux dernières élections législatives. Sans doute les équipes se reformeront avec discipline, une fois leurs chefs désignés, et jouteront sérieusement : mais on prévoit auparavant une belle mêlée.

N'imaginons pas que les grandes lignes de la politique américaine en sortent radicalement modifiées. Eisenhower n'a pas tellement changé celles de Truman. La montée du maccarthysme a commencé avant lui, son reflux avec lui, un peu grâce à lui (aidé, au surplus, par le renversement de la majorité parlementaire). Truman, quoique demi-sudiste, avait d'autre part poursuivi la politique de « déségrégation » raciale entreprise par Roosevelt, Eisenhower l'a accélérée; bien du chemin reste à faire, témoin le procès de Sumner où furent acquittés, « faute de preuves », deux blancs accusés d'avoir lynché un jeune noir qui s'était rendu coupable de siffler admirativement et de tenir des propos

osés au passage d'une femme blanche; mais il se peut qu'en effet les preuves aient manqué (le scandale tient surtout à ce que la justice emploie ouvertement deux poids et deux mesures) et Sumner est un tout petit coin — 550 habitants — au fond du Mississippi, l'un des États les plus arriérés socialement, et la réaction produite ailleurs révèle une opinion publique très secouée; pour juger de ces choses, n'oublions jamais que le fédéralisme limite l'action du pouvoir central et que les zones rurales du Sud perpétuent l'esprit d'une nation différente des États-Unis et détruite en 1865 par leur victoire. Elles mettent obstacle à la « déségrégation » des écoles qu'impose la Cour suprême; mais cet arrêt de la Cour suprême, et son commencement d'exécution en maints endroits, auraient été inconcevables il y a quelques années.

A l'extérieur, malgré M. Knowland et la raideur de M. Dulles, il se trouve que Truman aura vécu le paroxysme de la guerre froide, et Eisenhower le dégel. Coïncidence plutôt qu'intention; à vrai dire les États-Unis, faute d'expérience et de psychologie, ont rarement eu l'initiative. A une Russie menaçante ils ont riposté par un déploiement de force, aux amabilités ils répondent en souriant; ce n'est pas eux qui font le climat. Lorsqu'on songe à leur puissance dans le monde, cette passivité surprend. Ou bien au contraire ils se lancent maladroitement dans des expédients qui tournent mal faute de contexte : ils ont insisté sur la C.E.D. au point d'arrêter net la formation de l'Europe, ils ont échafaudé les nationalismes coloniaux jusqu'à ce que l'ingratitude de leurs obligés les ait amenés à des perplexités tardives. Que les républicains ou les démocrates gouvernent, les mêmes lacunes, le même mélange de bonne volonté naïve, d'infatuation, d'empirisme, de pseudo-technique, aboutiront aux mêmes réussites incomplètes et traversées des mêmes déceptions.

Pourtant l'émotion mondiale ne se trompe pas.

Quelles que soient les constantes de la situation, Eisenhower lui aura imprimé sa marque. Durant la guerre froide, sa prudence, à plusieurs reprises, a écarté l'étincelle de la poudrière; aujourd'hui son caractère ouvert mais ferme donnait à croire qu'il saurait négocier sans être dupe. Conservateur de tendances, il n'aura pas montré de hardiesse sociale, et une économie prospère l'en dispensait, mais il a calmé ou discrédité les chasseurs de sorcières et les fanatiques de la couleur. Surtout il exerçait ce charme indéfinissable qui s'attache aux conducteurs de peuples, et qui tenait, chez lui, à ce qu'on le sentait profondément humain. N'en déplaise aux matérialismes et malgré la complexité de la vie moderne, il aura démontré — tout comme Staline ou Churchill — que les fortes individualités agissent sur le cours de l'histoire : c'est par là que son accident de santé banal comporte vraiment un « signe du temps ».

AUGUSTE VIATTE.

Ce à quoi les Sarrois ont dit non

★ Au lendemain du référendum sarrois la plupart des journaux français arborent des titres affligés. Les raisons de leur tristesse sont multiples, mais la principale tient au nouveau coup d'arrêt porté à la cause européenne par le non opposé au statut que les gouvernements de Paris et de Bonn avaient proposé.

Pourtant les circonstances concrètes qui diminuent la portée de ce vote négatif pouvaient ne pas être ignorées. Tout récemment encore, lors de la conférence franco-allemande de Bad-Neuenahr[1], elles furent dé-

1. Cette conférence, qui se déroula du 14 au 16 octobre, fut

crites avec précision par plusieurs participants allemands. Les réflexions qui suivent sont inspirées de leurs explications.

Le statut proposé aux Sarrois est fils de la guerre et de la défaite. Les Français peuvent le proposer parce que, assis au petit bout de la table des vainqueurs, ils ont pu exiger de mettre la main sur la Sarre au titre des réparations. Ce statut, bien que proposé simultanément par Paris et Bonn, garde la marque de la violence. Les Sarrois sont de culture et de race germaniques. Leur patrie est l'Allemagne. S'ils ont pu au cours de leur histoire se tourner provisoirement vers d'autres pays, ce n'était qu'en fonction d'un intérêt pressant. Hors cette circonstance, s'ils ont à choisir entre l'Allemagne et autre chose, ils choisissent l'Allemagne. Et c'est ainsi que s'est présentée à leurs yeux la proposition du statut européen. Accepter ce dernier c'était reconnaître le gouvernement mis en place par l'occupant français, c'était se séparer de la mère patrie. Ce thème simpliste a été exploité avec vigueur par les partis pro-allemands. Le parti du chancelier Adenauer n'a pas trouvé de moyen efficace de pression pour faire adopter à son homologue sarrois l'attitude européenne qu'il préconisait. Il convient de noter le courage du Chancelier prenant position au rebours de l'opinion générale. Mais, pour le Sarrois « de la rue », quel charme pouvait représenter le statut européen en face de celui du ratta-

organisée par M. E. Friedlander, président du Conseil allemand du mouvement européen, aidé pour la participation française par M. J. Vernant, secrétaire général du centre d'études de politique étrangère. La séance d'ouverture fut honorée d'un discours du Président de la république fédérale allemande, M. Théodore Heuss. Les délégations comprenaient des parlementaires, professeurs, industriels, journalistes des deux nations. La question sarroise fut portée à l'ordre du jour par M. Grosser, rapporteur français pour la commission des différends psychologiques franco-allemands. La liberté de langage et la totale franchise qui régnèrent au cours de cette réunion dont l'intérêt fut grand, méritent d'être signalées.

chement à la patrie ? De plus, il y a toujours un certain honneur à dire non à l'occupant.

Ces considérations ne portent peut-être pas la marque d'une conscience politique très évoluée, mais elles ont orienté le vote des deux tiers des Sarrois. Ils n'ont pas dit non à l'Europe dont ils ne savent pas ce qu'elle est ; ils n'ont pas dit non à la France, avec qui ils souhaitent garder les meilleures relations, par exemple par le biais de conventions douanières ; ils ont dit non à l'occupant ; ils ont dit oui à l'Allemagne.

Il paraît en conséquence assez léger de faire du vote sarrois un test pour ou contre l'Europe ou même un test des relations franco-allemandes. Ce serait injustement porter un vote local émis sur des considérations locales à des niveaux qui le dépassent absolument. C'est la faute des mythomanes de la politique de l'avoir fait en négligeant les données psychologiques élémentaires que sont la détestation de l'occupant et de tout ce qu'il propose et l'attachement des simples à la formule habituelle : la Patrie liée à la nation.

Pour que l'Europe se fasse, des dépassements sont nécessaires. Il n'était pas habile de les demander dans les pires conditions. Dans ces circonstances, qu'un tiers des voix se soient portées en faveur du statut représente presque un succès.

La tristesse des journaux français n'a pas d'autre cause qu'eux-mêmes. Si, au lieu de sacrifier aux thèses gouvernementales et aux mythologies, ils avaient fait leur métier d'informateurs, ils auraient su qu'il ne fallait pas surévaluer la question sarroise qui, d'ailleurs, n'a jamais réussi à passionner les Français. Traiter les questions selon leurs vraies données aide à les résoudre. La véritable amitié entre les peuples consiste d'abord à savoir comment l'autre se pose ses propres problèmes.

Une rencontre comme celle de Bad-Neuenahr a été

sur ce point extrêmement féconde. Il faut souhaiter que de tels contacts se renouvellent fréquemment pour que ceux qui font et reflètent la politique et l'opinion de leurs pays puissent, après avoir compris les problèmes de chacun, répondre à la question commune laissée intacte par le vote sarrois : qu'est-ce que l'Europe ?

RENÉ-CHARLES JUSSIEU.

Occasions perdues et occasions à ne pas perdre

On assiste avec peine en Afrique du Nord, — ou à propos d'elle —, à trois mouvements divergents : de dégradation des situations, de dévaluation des solutions et pourtant, en France même, d'évolution des idées et des opinions.

La *dégradation des situations* est, hélas! trop évidente, qu'il s'agisse de l'Algérie, depuis le 20 août notamment, ou du Maroc depuis le soulèvement du Rif, sinon depuis le changement de résident général. Pour s'être laissé engourdir pendant sept années par le « calme » algérien, on s'exposait à un réveil amer. Pour avoir hésité des mois à définir et des semaines à appliquer une politique marocaine, on se condamnait à rencontrer, non plus seulement des explosions terroristes ou des émeutes, mais de véritables soulèvements.

Dans tous les cas on a refusé de percevoir les signes avant-coureurs. Au Maroc, la nouvelle dissidence du Rif n'a pas Oued Zem pour seule origine ou des interventions étrangères (encore qu'elles existent) pour seule cause, elle a son point de départ dans les mouvements enregistrés avant le 20 août dans les tribus zaianes de la région de Khenifra.

Le résultat, ou plutôt un résultat entre autres, est que les *solutions* dont on pouvait attendre un effet apaisant se trouvent dépassées.

Ainsi du « compromis » d'Aix-les-Bains et Antsirabé.

Il n'est guère différent de ce que l'on avait appelé le « plan Granval ». Mais, outre que l'on croyait expédient de prétendre sacrifier le résident général à l'adoption de sa politique et qu'ainsi on rompait la confiance, on en a démembré les éléments jusqu'à les vider de leur signification.

Ayant remplacé un résident partisan de la politique du gouvernement par un résident hostile, il a fallu de plus chercher un nouveau compromis dans une négociation, étrangère aux Marocains, entre le gouvernement de Paris et le général de Latour.

Effectué dans de telles conditions, le départ de Ben Arafa abandonnant le trône à un prince de ses cousins, n'éveillait guère de résonances favorables. La constitution d'un conseil du trône d'une composition différente de celle qui avait été envisagée avec les nationalistes provoquait un véritable malaise.

Chose paradoxale : *les considérations de politique intérieure* qui avaient longtemps empêché ou freiné l'exécution des accords d'Aix devaient aussi précipiter (si l'on peut dire!) la mise en place du conseil des gardiens du trône. C'est moins le vote massif sur le Maroc qui l'entraîna que l'espoir pour M. Edgar Faure de recueillir des voix à gauche dans le scrutin de confiance sur l'Algérie...

Mais, si la majorité réunie sur la politique marocaine a surpris, il est vraisemblable que le gouvernement ne l'aurait pas obtenue deux mois plus tôt... quand il fallait l'appliquer. Il y a bien des raisons à la dilution du pouvoir. Mais l'ignorance ou la méconnaissance des réalités nord-africaines, les retards dans la compréhension des évolutions marocaine et tunisienne finissent par frapper de stérilité les milieux parlementaires.

Bornons-nous à constater que dans un débat aussi vain que celui consacré à l'Algérie, on a pu enregistrer quelques progrès dans les conceptions esquissées. Il faut considérer par exemple comme un progrès, si dérisoire que cela paraisse, le soin avec lequel M. Edgar Faure, dans sa dernière intervention, a évité de prononcer le mot trompeur d'intégration. L'idée fédérale n'a pas pour autant gagné suffisamment de terrain pour réunir une majorité : et peut-être vaut-il mieux qu'il en soit ainsi, car les mots perdent de leur sens dès qu'ils sont trop communément reçus. Comme l'a noté Maurice Duverger, on voit au moins une idée (qui n'est peut-être pas encore une « idée-force ») se dégager : « la dissolution de l'assemblée algérienne et le recours à des élections enfin libres. » Le tout est de créer les conditions favorables aux secondes. La dissolution de l'assemblée d'Alger serait-elle suffisante à les faire naître ? On ne sait trop : il faudrait que la décision se situe dans le cadre d'une déclaration assez claire.

Une chose demeure également : une volonté assez largement partagée d'apporter des solutions politiques aux crises nord-africaines. Lors de la guerre d'Indochine elle avait mis plus de temps à le révéler.

Sans cette volonté, il faudrait, il est vrai, donner raison à ceux des militaires qui soutiennent que l'on est engagé au Maghreb dans une guerre de dix ou quinze ans...

PIERRE-ALBIN MARTEL.

En marge des événements d'Afrique du Nord

★ *Voici à verser au futur dossier des difficultés françaises en Afrique noire une lettre extraite d'*Afrique informations (*1er sept.-1er oct. 1955*). *Nous voulons seulement espérer*

qu'elle ne représente pas la conception commune des colons sur leur rôle et celui de la France vis-à-vis des Africains.

Lisez attentivement cette lettre. Quelques centaines d'exemplaires viennent d'en être distribués.

Elle est écrite par un Français qui ne peut pas dire son nom ici, car hélas! nous vivons à une époque où la liberté d'expression n'existe plus. Mais elle est écrite par un vrai Français, sincère, qui croit encore en la France, et qui est convaincu qu'il y a encore « quelque chose » pour elle.

Nous sommes en train de perdre notre empire colonial. Hier ce fut l'Indochine. Aujourd'hui, c'est l'Afrique du Nord; demain ce sera l'Afrique Noire. Nos gouvernements successifs accumulent les maladresses et les erreurs. Nous sommes dirigés par des illuminés qui ont des idées fausses et qui ne comprennent rien à nos problèmes — ou qui n'y veulent rien comprendre.

Nous assistons, consternés, à la démolition de ce magnifique Empire que nous avaient conquis nos pères au prix de leur vie. Quelle honte pour nous si un Faidherbe, un Lyautey ou un Jules Ferry assistaient à cela!

Chaque jour, la politique négrophile de nos dirigeants porte un nouveau coup à l'édifice. Bientôt, si nous ne réagissons pas, notre pays aura perdu toutes ces colonies et sera relégué au rang d'une Italie, d'une Espagne, ou d'un Portugal. Français, êtes-vous décidés à accepter cela ?

Regardez autour de vous — nous dépensons chaque année des milliards pour la soi-disant « évolution » des nègres — nous construisons un collège technique à Conakry (coût 620 millions), mais notre « hôpital » est un fumier infect et on relègue des varioleux dans des cases abandonnées à Tamara... Nous construisons des Écoles normales pour les nègres — mais notre aéroport est une des hontes de l'A.O.F... Nous construisons un immeuble pour la C.G.T. des nègres — et pendant ce temps, nos routes sont défoncées par les pluies, les ponts s'écroulent. Nous envoyons à grands renforts de bourses ces Messieurs « étudier » à Paris. Mais les enfants des coloniaux n'ont même pas un lycée à Conakry. Le ridicule ne nous effraie plus — nous singeons en Afrique les institutions de la Métropole. Nous offrons en Afrique un Code du Travail à des primitifs qui ne savent

même pas ce qu'est le travail... — des allocations familiales vont être distribuées pour encourager la polygamie et la reproduction en troupeaux... Tout cela, c'est vous, Français, qui le payez. Car le nègre, lui, n'a évidemment rien à donner.

Pendant ce temps, la colonie perd chaque jour de sa valeur. On fabrique des « intellectuels », mais des plantations, des mines sont abandonnées, faute de main-d'œuvre. Que sommes-nous venus chercher ici ? du café, des bananes, de l'aluminium ou des chimpanzés à lunettes ?

L'Afrique du Nord paralyse la France au Moyen-Orient

En suspendant, le 2 septembre dernier, ses envois d'armes à l'Égypte, la France a déclenché dans tous les pays arabes une inquiétante course aux armements, à tel point que « l'esprit de Genève » pourrait être menacé. Que s'est-il passé ? Essentiellement, que l'Égypte mécontente s'est adressée à la Tchécoslovaquie (ce fait nous a été révélé le 27 septembre) et qu'ainsi a été débordée la déclaration franco-anglo-américaine de 1950 qui non seulement garantit le maintien du *statu quo* territorial dans ces régions, mais prévoit que les livraisons d'armes seront effectuées de manière à ne pas détruire l'équilibre militaire entre les Israéliens et leurs antagonistes arabes. L'équilibre fragile est rompu, la course aux armements sévit, parce qu'on est sorti du cadre des trois signataires et qu'à la tension Arabes-Juifs est venue se superposer la tension Est-Ouest. L'U.R.S.S., à cette occasion, a effectué sa rentrée au Moyen-Orient et, somme toute, on pourrait supposer déjà qu'à Gaza, Juifs et Arabes se battent pour ou contre l'Occident.

On connaît l'histoire de ce déploiement foudroyant où l'on va de surenchère en surenchère. Premier mouvement :

Israël s'efforce de persuader les puissances occidentales qu'elles ne doivent pas entrer en compétition avec le bloc soviétique pour la livraison d'armes à l'Égypte. Deuxième mouvement : des rumeurs se répandent, laissant prévoir que la Syrie et l'Arabie séoudite, à leur tour, envisagent de s'adresser aux communistes. Troisième mouvement : M. Moshe Sharett, président du Conseil israélien, prend contact avec M. Nicolas Klimov, chargé d'affaires soviétique à Tel-Aviv. Quatrième mouvement : des marchands d'armes américains font des offres aux Égyptiens et se chargent de « compléter l'équipement des commandos ». Cinquième mouvement : l'État d'Israël demande des armes aux Occidentaux. Sixième mouvement : à Damas, la Chambre syrienne adopte à l'unanimité une motion recommandant l'achat d'armes à l'U.R.S.S. et l'U.R.S.S. précise ses offres à l'Arabie séoudite. Septième mouvement : en Irak (si engagé, comme on le sait, par le pacte de Bagdad, dans le camp occidental) le président de la Chambre affirme que son pays devrait accepter des offres des deux côtés! Enfin, *last but not least* et dernière surenchère, l'U.R.S.S. offrirait des armes à Israël! Ainsi, contrairement à ce qu'une première analyse pouvait laisser supposer, le refus français à l'Égypte n'a pas tellement pour conséquence de jeter Juifs ou Arabes dans des camps internationaux opposés, que d'élargir la plateforme russe dans ces régions tout en exaspérant les frictions locales.

Dans cette compétition, les Occidentaux sont moins bien placés que les Soviétiques; mais surtout la position des Français est la pire. M. Pinay nous l'explique clairement, à l'occasion de la rupture avec l'Égypte : « A la suite de l'écho trouvé au Caire par les graves événements survenus en août en Afrique du Nord, le Comité de Coordination pour l'Afrique du Nord a décidé de suspendre l'exécution des contrats de cession d'armement à l'Égypte. » La France est coincée en Afrique du Nord et elle est obligée de poser des conditions à ses livraisons d'armes (par exemple que la radio du Caire baisse de ton). Ces conditions, certes, les Soviétiques peuvent se dispenser d'en parler.

Ainsi, tout est lié. Parce qu'elle n'a pas su trouver à ce jour, en Afrique du Nord, une politique véritablement adaptée aux circonstances, la France prête le flanc aux

critiques (exagérées, d'ailleurs) de certains milieux arabes et se trouve amenée à prendre des dispositions dont nous venons de décrire l'aboutissement. De surcroît, son autorité politique s'en trouve diminuée, ce qui est particulièrement malheureux. La France tient son prestige (ou ce qui en reste) dans les masses arabes (sinon auprès de tous leurs gouvernements) au fait qu'elle s'oppose sans équivoque au pacte de Bagdad et qu'elle est attachée au maintien de l'indépendance de la Syrie et du Liban face aux ambitions de la dynastie hachémite. Or, cette politique est essentiellement pacifique; elle est le meilleur agent de la détente entre Juifs et Arabes, alors que la catastrophe ne ferait plus de doute le jour où Damas serait annexé par Bagdad. Somme toute, la France est empêchée d'agir avec efficacité pour la paix au Moyen-Orient parce que sa politique nord-africaine est défaillante.

On apprend qu'à la conférence des ministres des affaires étrangères des pays arabes, tenue récemment au Caire, les premières bases auraient été envisagées d'un nouveau pacte de défense inter-arabe qui viserait à englober les seuls pays ayant des frontières communes avec Israël, soit Liban, Syrie, Jordanie et Égypte. Cette machine de guerre éliminerait donc les plus irréductibles contradictions internes du monde arabe, celles qui dressent l'un contre l'autre Irak et Arabie séoudite. Qu'on rapproche cette circonstance de la course aux armements et l'on voit combien une présence française revalorisée au Moyen-Orient serait utile aujourd'hui. Qu'on y réfléchisse, car la voie est étroite : une libéralisation trop hâtive en Afrique du Nord ferait courir le risque de l'intrusion américaine, mais une politique rétrograde, qui empêcherait la France de jouer son rôle au Moyen-Orient, pourrait avoir comme conséquence dans cette région la poursuite de la course aux armements, une reprise de la guerre judéo-arabe et l'installation d'un état de tension semblable à celui qui a régné en Corée et en Indochine.

JACQUES NANTET.

Le drame d'Istanbul

Les horribles excès commis le 6 septembre à Istanbul ont bouleversé tous ceux qui, d'Orient ou d'Occident, veulent croire en la possibilité de fonder partout des États modernes, de rapprocher les civilisations et, singulièrement, de réaliser d'harmonieux contacts islamo-chrétiens. On éprouve quelque pudeur à parler encore de cet événement humiliant, dont les fauteurs ont encouru d'emblée la réprobation générale. Il faut cependant, hors de toute passion, au-delà de toute polémique, rechercher les causes profondes d'un fait qui hier encore semblait impensable dans la conjoncture présente.

Au lendemain du premier conflit mondial des arrangements cruels, mais salutaires, ont éliminé toute cause de conflit entre la Turquie et la Grèce; il y a un quart de siècle, la réconciliation de ces ennemis séculaires est devenue une réalité; les deux pays collaborent désormais au sein de l'Organisation Européenne de Coopération Économique (O.E.C.E.) comme de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (O.T.A.N.); leur discorde ne peut que faire le jeu d'un ennemi commun. Il a suffi pourtant que Chypre, de population grecque aux quatre cinquièmes, turque pour le reste, parût près d'échapper à la domination britannique, pour qu'autour de cet enjeu Ankara et Athènes se heurtent violemment. *Tertius gaudens,* Londres a sans doute favorisé le choc en instituant le dialogue à trois. Mais une intrigue de chancellerie n'eût pas suffi à déclencher l'affaire d'Istanbul, si les ressorts profonds des antiques rapports islamo-chrétiens en Orient n'étaient entrés en jeu.

Que Chypre n'ait jamais appartenu à un État hellène

peut paraître décisif à un juriste occidental; dans le Levant, pareil argument ne sera même pas compris. Chypre est grec de religion (et donc de langue) tout comme le royaume hellène; l'*enosis* ne requiert guère d'autre justification, et l'Église orthodoxe de Chypre en sera donc le champion; d'autant plus nécessairement que le peuple chrétien de l'île n'a pas eu, sous la multiséculaire domination musulmane, d'autre chef *national* que son métropolite. C'est l'Islam de jadis qui a désigné l'archevêque Makarios pour son actuelle mission de tribun.

Mais la Turquie kémaliste, et c'est ici le nœud secret du drame, a répudié l'antique organisation de la communauté musulmane et de ses annexes chrétiennes protégées; elle a imposé le laïcisme, séparé l'État de la mosquée et de l'église. Qu'un archevêque orthodoxe joue le rôle d'un héros national lui parait anachronique et, par surcroît, dangereux autant qu'odieux pour la minorité turque de ce territoire.

Lorsque les Turcs raisonnent, comme beaucoup ont appris à le faire, en esprits modernes, il leur semble douloureux que leurs frères de race et de langue soient soumis à une souveraineté étrangère; mais s'il s'agit d'une souveraineté impartiale et lointaine, celle de la Grande-Bretagne, la chose est à la rigueur admissible; il en irait autrement pour la domination d'un peuple voisin, méditerranéen et impulsif, comme la Grèce. Rappelons qu'en 1937, Ankara, qui avait consenti à laisser la minorité turque d'Alexandrette sous le mandat français, refusa qu'elle fût maintenue sous la souveraineté d'une Syrie émancipée, pourtant musulmane. A plus forte raison s'il s'agit de Chypre : il est ici question d'une souveraineté grecque, et les Turcs cessent alors, quoiqu'ils en aient, de pouvoir raisonner en esprits modernes; leur conscience musulmane se réveille et sursaute à l'idée que des Musulmans puissent être dominés par des chrétiens orientaux, des *giaour,* qui ont

ouvertement leurs prêtres pour chefs naturels (et ce d'ailleurs, rappelons-le de nouveau, parce que l'Islam, jadis, l'a voulu).

Dès lors, passion nationaliste et passion religieuse se rejoignent, toutes contradictions étouffées, dans l'esprit des Turcs, et se multiplient l'une par l'autre. La presse turque, dans les derniers jours d'août et les premiers jours de septembre, manifeste sans frein cette confusion fiévreuse, ces émotions véhémentes portées à leur paroxysme : « En cette seconde moitié du XXe siècle, l'Église orthodoxe essaie de provoquer en Chypre une nouvelle Saint-Barthélemy. Un fanatisme aveugle peut entraîner les Grecs dans les voies effrayantes » (*Yéni Istanbul,* 26 août). — « La question de Chypre a été soulevée par l'Église grecque, toujours séditieuse, provocatrice, expansionniste. La tragédie anatolienne, il y a trente-trois ans, était son œuvre. Après l'indépendance de la Grèce, l'annexion de la Crète, puis celle du Dodécanèse, elle ne s'est pas arrêtée; elle ne s'arrêtera pas non plus à Chypre... Elle soulèvera peu après la question de Byzance, les revendications grecques sur Izmir, Istanbul, l'ancien royaume du Pont. Il faut lui donner une leçon » (*Dünya,* 29 août). — « Dans n'importe quelle partie de notre pays où il existe un vestige antique, un pan de mur, un morceau de marbre, des revendications grecques s'y cachent... Le Maréchal Papagos, collaborant avec l'Église orthodoxe, a rallumé le séculaire antagonisme du *Giaour* et du Musulman » (*Yéni Istanbul,* 2 septembre). — « Makarios, ce fanatique cynique, ressemble à ces bandits éhontés du moyen âge qui, en l'honneur du Christ, buvaient dans le calice le sang musulman et turc... La politique machiavélique de la Grèce pactise avec le fanatisme des soutanes noires, et essaie... de fomenter une nouvelle croisade » (*Ibid.,* 3 septembre).

Répétés par quelques meneurs, ces arguments ont soulevé les hordes du 6 septembre, dans lesquelles il y

avait de tout : déracinés et désœuvrés des faubourgs misérables d'Istanbul, Pomaks expulsés de Bulgarie, et se tenant, dès lors, pour victimes d'un pouvoir chrétien, paysans d'Anatolie refluant vers la ville, gens frustes et simples jetés hors d'eux-mêmes par le spectre d'une menace contre l'Islam. Certes le gouvernement « n'avait pas voulu cela », encore qu'il n'ait rien fait, les jours précédents, pour modérer la presse. La police, les autorités locales sont demeurées inertes; complices tacites, a-t-on dit, mais l'expression convient mal; peut-être ne leur semblait-il ni légitime, ni d'ailleurs possible, de s'opposer à ce qui, dans leurs vues instinctives, constituait un sursaut de défense. Quant aux victimes et à l'objet des pillages, on les a décrits aussi; la dévastation ne s'est pas bornée aux églises, aux écoles, aux magasins, aux cimetières grecs-orthodoxes; elle a touché également les autres chrétiens, surtout les Arméniens, et tel magasin français d'orfèvrerie, et tel consulat scandinave.

Soulignons bien que les « Grecs » ainsi châtiés n'étaient pas des Hellènes, mais des citoyens turcs de religion orthodoxe. Certes l'État turc se veut sincèrement laïc; mais, après un tiers de siècle de modernisation radicale, il n'a pu supprimer d'antiques réflexes de suprématie musulmane et de confusion du national et du religieux. Comme aux temps des Fatimides, le risque de brutales explosions populaires, débordant des autorités cependant tolérantes ou bienveillantes, peut encore en pays musulman jouer contre les minorités. Combien de temps faudra-t-il pour qu'en Orient l'État moderne devienne, non plus seulement un bel idéal de gouvernement, mais la réalité assurée de chaque jour? Le drame d'Istanbul oblige malheureusement à poser, non sans angoisse, pareille question.

PIERRE RONDOT.

L'étendue de l'émeute contre les Grecs

L'étendue de l'attaque du 6 septembre contre la minorité grecque en Turquie commence à être connue. Elle dépasse tout ce que l'on prévoyait et imaginait au début.

M. le Pasteur R. E. Maxwell, messager du Conseil œcuménique des Églises auprès des Églises grecques-orthodoxes, et chargé d'apporter un témoignage de solidarité chrétienne des Églises-membres à Sa Sainteté Athénagore, le patriarche œcuménique de Constantinople, écrit dans son rapport (publié par l'agence d'informations *Oikoumenè* de Genève :

Le Patriarche est profondément bouleversé par le grand malheur qui s'est soudain abattu sur lui et sur son peuple. Lui, qui fut auparavant archevêque de l'Église orthodoxe-grecque pour l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud, est connu et aimé bien au delà des limites de son Église, dans bien d'autres milieux ecclésiastiques et des deux côtés de l'Atlantique. On sait qu'il a consacré de nombreuses années de sa vie à créer des relations pacifiques entre les personnes de races, de nationalités et de religions différentes.

« Ayant visité Istanbul à plusieurs reprises depuis 1932, je n'était pas préparé à voir les scènes d'horreur qui s'offrirent à mes yeux. Une foule en délire s'est acharnée pendant une nuit à la destruction, semant la terreur et l'angoisse. Elle s'est attaquée aux églises, aux écoles et aux cimetières aussi bien qu'à des milliers d'échoppes, de magasins et de maisons d'habitation. Les dégâts matériels sont évalués à plus de cent millions de dollars, mais il est bien plus grave encore de constater que ces malheureux ont mis en danger l'existence même de milliers de leurs concitoyens.

Selon les dernières informations qu'a rapportées M. Maxwell, plus de soixante églises orthodoxes d'Is-

tanbul et des environs — il y en a quatre-vingts en tout — ont été ou bien détruites ou tellement saccagées — surtout à l'intérieur — qu'elles sont pratiquement hors d'usage. Certaines églises ont été complètement ravagées par le feu. Les livres saints, les icones, les ornements et les vêtements ecclésiastiques furent déchirés, piétinés, écrasés ou brûlés. Un des spectacles les plus affreux est celui du grand cimetière situé non loin du centre de la ville, autrefois si beau, et où les morts reposaient jusqu'ici en paix, et qui maintenant n'est plus qu'un amas désordonné de pierres, de tombes béantes : champ de bataille macabre.

La célèbre École de théologie de Halki a subi des dégâts, mais n'est pas détruite. Le *Phanar,* siège du Patriarcat œcuménique, est intact. Istanbul et les environs comptent, à eux seuls, soixante écoles grecques appartenant à l'Église; presque toutes ont plus ou moins souffert des destructions.

Des milliers de gens ont tout perdu quand leur maison ou leur appartement a été détruit. Les assaillants cassaient d'abord les fenêtres, puis s'attaquaient au mobilier, aux ustensiles de cuisine, brisant tout sur leur passage. Le gouvernement et le peuple turcs devront immédiatement, et dans un esprit sincère, faire tout leur possible pour réparer les dégâts causés à la propriété des victimes. Mais il est plus important encore de créer une atmosphère qui permette à chacun, quelle que soit sa race, sa nationalité ou sa religion ,de se sentir en pleine sécurité. La liberté religieuse exige que les églises, les mosquées et tous les autres lieux de culte soient considérés comme sacrés et que, par conséquent, les fidèles s'y sachent en toute sécurité.

Lorsqu'on lui demanda ce qu'il fallait faire pour venir en aide à ces gens dans le malheur, M. Maxwell a dit :

La réponse n'est pas facile. Il nous faut prier pour cette

grande ville d'Istanbul et tout son peuple : prier pour les églises éprouvées, leurs chefs spirituels et leurs fidèles. Nos frères dans la détresse sont reconnaissants de savoir que leurs frères dans d'autres pays prient pour eux et avec eux. Prions pour que les droits de minorités soient respectés et pour que nous trouvions le vrai chemin de la fraternité et de la paix.

Lorsque la question d'une aide pratique immédiate fut envisagée, M. Maxwell continua :

Le premier Ministre et le gouvernement turcs ont exprimé leur profond regret que de tels événements aient pu se produire. Le premier Ministre a aussi promis d'assurer la sécurité de la population et de faire réparer tous les dégâts causés aussi bien à des individus qu'à des églises. Dans son propre intérêt, le gouvernement sera obligé de faire un sérieux effort pour mettre ses promesses à exécution. On estime qu'une somme minimum de dix millions de dollars sera nécessaire pour réparer et reconstruire les seules églises.

Le Conseil œcuménique des Églises, par l'intermédiaire de sa division d'entraide, est prêt à porter secours par tous les moyens possibles pour aider à rétablir une vie normale au sein des communautés éprouvées. Il reconnaît cependant que la responsabilité principale de cette reconstruction incombe en premier lieu aux autorités gouvernementales.

M. W. A. Visser't Hooft, secrétaire général du Conseil œcuménique des Églises, après avoir examiné ce rapport, s'exprima en ces termes :

Ce qui est arrivé à l'Église orthodoxe-grecque d'Istanbul est encore plus grave que nous ne l'avions cru au premier abord. C'est un des pires malheurs qui aient frappé une Église chrétienne à notre époque et un épisode de plus dans l'histoire tragique de l'Église orthodoxe d'Orient. Qu'un crime semblable ait pu être commis en un temps où l'on parle des droits de l'homme, nous paraît incompréhensible et presque incroyable. Le monde chrétien voudra très certainement exprimer sa solidarité avec la communauté chrétienne d'Is-

tanbul. Il insistera, pleinement conscient de sa responsabilité, pour que les pertes soient entièrement compensées, si l'on peut parler de compensation quand des trésors historiques ont été détruits. Il voudra également insister pour que des mesures très sévères soient prises afin d'éviter que de tels actes de violence se reproduisent, et pour que soient respectés à l'avenir les droits d'une minorité religieuse.

Comme dit saint Paul aux Galates, il faut que les Églises « portent les fardeaux les unes des autres », ainsi les Églises membres du Conseil œcuménique des Églises doivent porter le fardeau de cette Église-sœur.

Des témoignages de sympathie et de protestation se sont multipliés auprès du patriarche Athénagore.

S. S. le pape Pie XII a envoyé à Mgr Spyridon, archevêque de Grèce, un télégramme dans lequel il « envoie la tendre sympathie de son cœur paternel, priant Dieu avec ferveur qu'il veuille protéger tous les chrétiens de toute espèce d'extrémisme et d'oppression ».

L'Église orthodoxe a également exprimé sa profonde sympathie. Le message, signé par le patriarche de Moscou et de toutes les Russies, Alexis, et par les membres du Saint-Synode, dit notamment : « Nous sommes affligés pour l'Église de Constantinople, l'Église-mère dont nous avons dépendu pendant des siècles et avec laquelle nous sommes toujours en contact étroit. Nous prions Dieu qu'il veuille prévenir le retour d'autres maux et qu'il maintienne le peuple grec dans la voie de la sainte foi chrétienne. » De même, le patriarche Vincent, de l'Église orthodoxe serbe, condamne les cruautés commises et déclare qu'elles sont « un soufflet pour les valeurs spirituelles de toute l'humanité ».

Enfin des secours en nature s'organisent. Rien qu'à Stamboul, on estime que deux mille familles au moins ont besoin de secours immédiats à la suite des émeutes anti-helléniques dont elles ont été victimes. Il faut des vivres, des vêtements, une aide aux écoles, etc. Ceux

qui ont tout perdu n'ont encore aucun moyen de se suffire. Le Conseil œcuménique de Genève prépare à cette intention une mission de bonne volonté qui partirait au début de novembre.

En Turquie, le fanatisme anti-chrétien n'était qu'endormi.

A.-M. H.

L'Amérique latine et la France

Tout a été dit du vote pris à l'O.N.U. sur l'Algérie et on a suffisamment commenté le retrait de la France et l'attitude de M. Antoine Pinay. Mais a-t-on songé à s'interroger sur l'étrange coalition de ces 28 voix, dont les unes se sont déclarées pour des raisons politiques bien claires (groupe soviétique et pays arabes) mais dont les autres, celles des pays latino-américains, se retrouvent dans cette compagnie sans qu'on comprenne bien pourquoi. Certes, certaines se sont ralliées à des mots d'ordre secrets (pas si secrets que cela), mais il semble bien qu'il faille surtout voir dans cette désaffection l'effet de l'incroyable négligence de la France en Amérique du Sud et en Amérique Centrale depuis la Libération. Au lendemain de celle-ci, l'Espagne et l'Italie momentanément écartées, la France était le relais le plus utile, en Europe, de toute la latinité. La preuve nous est fournie aujourd'hui, d'une façon bien désagréable et éclatante, qu'elle n'a pas su profiter de cette circonstance (profiter ne veut pas dire abuser).

Que ceci serve de leçon et qu'on ne réserve plus, à l'avenir, à la seule Amérique du Nord le principal de notre effort diplomatique. L'amitié de l'Amérique latine, si elle est traditionnelle, demande à être entretenue et elle en vaut la peine.

JACQUES NANTET.

AZIMUTS

Dans *La Revue Nouvelle* de septembre (pp. 216-222) rendant compte des Conversations de Saint-Sébastien, et s'aidant du directoire qui devait préparer les entretiens, Marcel Laloire montre assez bien la grandeur des tâches qui attendent les laïcs catholiques aux prises avec la réalité politique. Car il leur faut éviter six erreurs.

a) Le *neutralisme,* fausse prudence qui prétend réduire l'Église au silence afin de ne pas heurter l'un ou l'autre des blocs internationaux ou idéologiques en présence.

b) Le faux *surnaturalisme* qui veut défendre l'Église contre les dangers du temporel en l'enfermant dans le terrain de l'enseignement purement dogmatique et de l'administration des sacrements et en lui interdisant d'intervenir dans l'ordre public et la vie civile et sociale.

c) Le *politicisme* qui tâche d'engager l'Église dans les luttes et les combinaisons politiques ou de la faire servir aux intérêts ou aux idéologies partisanes.

d) Le faux *esprit de croisade* qui entraîne ou cherche à entraîner l'Église dans les luttes armées, en oubliant le caractère spirituel, surnaturel et universel du message évangélique.

e) L'*esprit partisan et sectaire* qui fait de l'Église un parti, en lutte avec des partis opposés.

f) Le *cléricalisme,* qui prétend envahir les sphères proprement politiques, en ignorant l'autonomie du pouvoir civil et de l'ordre temporel.

Avouez qu'on fait ici au laïc l'honneur d'attendre de lui une lucidité peu commune. Mais la lucidité du regard, condition nécessaire, n'est pas suffisante. L'action va réclamer le fameux couple d'audace et de prudence indispensable pour réaliser concrètement le pro-

gramme dont Marcel Laloire dessine à grands traits le profil janusien.

Comment faire comprendre le vrai sens de l'attitude de l'Église; comment aider les non-croyants à croire aux bonnes intentions et aux buts surnaturels de l'Église?

Mais, en même temps, comment séparer l'enseignement moral et religieux de l'Église de ses conséquences et de ses effets politiques qui, exploités par des partisans, vont parfois plus loin qu'elle même ne le voudrait?

Bien sûr, le problème serait en apparence simplifié s'il n'y avait pas ces trouble-fête que sont les non-croyants, ou si seulement ils savaient rester en dehors de nos perspectives. Mais l'Eglise a pour première tâche de les convertir; et pour les convertir, il faut leur montrer, disent du moins presque tous les participants de Saint-Sébastien, le *vrai visage* de l'Eglise (p. 218), sa transcendance. Laisserait-on par impossible tomber cette nécessité apostolique et apologétique exprimée dans la première question, que la condition actuelle des choses, en démocratie occidentale, nous ferait retrouver les dits incroyants au bout de la deuxième question : car les catholiques ne sont pas les seuls citoyens, et pour autant que l'Eglise cherche à faire réaliser les principes du droit naturel, dont elle se voit chargée, elle doit convaincre les non-catholiques, ceux même qui seraient tentés de ne voir en elle qu'une sociologie de puissance, — et ils sont nombreux, — qu'elle est autre chose, et que si elle tient à ses positions, c'est uniquement pour l'honneur de Dieu et le bonheur de l'humanité, dont la volonté divine l'a faite la plus haute responsable. Il se peut d'ailleurs que, pratiquement, la meilleure façon de recruter les non-croyants au service efficace du droit naturel soit encore de les baptiser; et ici nous sommes ramenés au postulat précédent, à savoir que la meilleure manière de convertir les incroyants est de leur montrer le vrai visage de l'Eglise.

Mais alors, si l'existence même de l'Eglise, société visible, si la prédication de la bonne nouvelle et l'administration des sacrements, si la sauvegarde et l'épanouissement de la foi, si la réalisation du droit naturel et de la morale, tâches à elle confiées par Dieu, exigent un engagement des chrétiens dans la quotidienneté de la politique, cette seconde exigence ne risque-t-elle pas de rendre plus difficiles le sentiment et l'expérience de sa transcendance aux non-catholiques dont l'Eglise a pourtant besoin, pour les deux raisons ci-devant esquissées ? De plus, même aux chrétiens, aux baptisés, sur lesquels elle a pleine juridiction, de délicats problèmes seront posés : car il peut y avoir conflit entre des valeurs surnaturelles définies par l'Eglise et des valeurs naturelles soutenues ou proclamées par l'Eglise. Conflit non seulement dans le domaine des fins : bien commun de telle société humaine et bien commun des catholiques, mais entre des valeurs qui s'expriment dans le domaine des moyens : une certaine étroitesse et combativité sont exigées par l'efficacité politique, qui s'accordent mal avec la charité évangélique et l'universalisme catholique. Alors la diversité des tempéraments, ou des idéologies légitimes à l'intérieur de l'orthodoxie, risquera de provoquer des comportements dangereux soit pour l'unité de l'amour, soit pour l'efficacité de l'action, soit pour l'obéissance à la hiérarchie ; que d'occasions de défigurer le « vrai visage » de l'Eglise!

Bref, de quelque côté qu'on l'examine, l'accommodation des deux exigences de l'Eglise, transcendance et immanence, n'est pas des plus commodes. Il y a là, pour prendre un terme à la mode, un problème de coexistence difficile. Et qui se pose partout.

Dans le domaine des fins, par exemple, un conflit douloureux nous est évoqué dans *La Revue Nouvelle*, page 219, à propos du nazisme : les catholiques allemands étaient alors partagés entre leur devoir patriotique à l'égard d'un gouvernement légitime, reconnu par

un concordat, et la conscience qu'une victoire des armées hitlériennes signifierait la fin des libertés pour l'Eglise. Même drame de conscience sans doute pour les catholiques polonais. Je ne parle pas des progressistes condamnés de *Dzys I Jutro,* dont un article très intéressant (*ibid.*, pp. 208-216) nous explique le comportement; mais je suppose qu'il y a des responsables économiques, par exemple, obligés de voir dans leur activité à la fois un dévouement au bien commun temporel de leur peuple et une aide indirecte à une idéologie hostile à leur foi. Même drame sous une autre forme, autrefois, pour les Polonais et les Irlandais dont les révoltes, qui leur paraissaient légitimes en conscience, gênaient certaines négociations de la hiérarchie soucieuse d'un bien plus général.

Plus proches toutefois de notre problème, tel qu'il est posé par Marcel Laloire, apparaissent les discussions autour du « parti catholique » (*La Revue Nouvelle,* pp. 218-219). A Saint-Sébastien, nous dit notre auteur,

Pierre-Henri Simon, après Joseph Hours, a montré les raisons pour lesquelles les catholiques français sont politiquement divisés et combien ils répugnent, non seulement pour des raisons historiques, mais aussi en considération de la pureté du sentiment religieux, à l'utilisation de la discipline religieuse à des fins politiques ou inversement à l'emploi de moyens politiques à des fins d'évangélisation.

Dans d'autres pays, au contraire, en Belgique, aux Pays-Bas, en Allemagne, en Italie, les catholiques sont groupés dans une formation politique. Est-ce un bien, est-ce un mal? Je n'ai pas hésité à affirmer que c'est un mal nécessaire. Une nécessité, en raison de l'anticléricalisme agressif des autres partis; une nécessité qu'il faut admettre et comprendre en raison de contingences politiques et historiques déterminées, qui ne se retrouvent sans doute pas dans d'autres pays, mais qui existent chez nous. Le jour où les « autres » partis renonceraient, loyalement, sincèrement à leur anticléricalisme militant, on pourrait revoir le problème. Dans les circonstances actuelles, personne n'oserait prendre la lourde

responsabilité de renoncer à ce moyen de défense des intérêts religieux sur le plan politique.

Mais c'est un mal, parce qu'un parti chrétien engage et compromet l'Église dans des débats qui lui sont étrangers; parce qu'il amène de singulières confusions entre l'Église et le parti, celui-ci se servant de celle-là pour des causes qui ne sont pas absolument pures, ou laissant endosser à l'Église une part de responsabilités dans des mesures impopulaires ou dans une politique discutable : dans l'esprit des masses déchristianisées, « le parti de l'Église » est synonyme de parti de la réaction ou de parti des capitalistes. Quels efforts n'ont pas dû faire nos Évêques et nos organisations sociales chrétiennes pour dissocier « Église » et « réaction » et pour retrouver l'audience des masses ! Sans compter que le souci de maintenir l'unité politique des chrétiens, surtout aux époques où l'anticléricalisme se fait plus virulent, oblige les chrétiens à des compromis, à renoncer à une partie de leur programme social et économique qui effarouche l'aile conservatrice.

A l'issue du débat très animé que cette intervention a soulevé, les conclusions suivantes semblaient se dégager : dans les pays divisés idéologiquement, se posent le problème de défendre sur le terrain politique les intérêts religieux et le problème du choix du moyen pour cette défense. Ce choix ne se pose pas dans l'abstrait, mais dans des circonstances politiques et historiques déterminées. Ce moyen, ce peut être soit une seule formation politique groupant les catholiques, soit plusieurs formations politiques catholiques, soit des partis respectueux des intérêts religieux. Mais quelle que soit la formule adoptée, il importe de s'attacher à distinguer aussi nettement que possible l'action temporelle, menée par les chrétiens engagés dans le jeu politique, et l'action spirituelle, surnaturelle et universelle de l'Église.

Non moins animé le combat oratoire qu'a provoqué la célébration à Augsbourg du millénaire de la victoire remportée à Lechfeld par saint Ulrich et ses chevaliers sur les envahisseurs hongrois, alors païens. Trois laïcs connus en pays germaniques, Reinhold Schneider, Walter Dirks et Friedrich Heer, y ont tenu des propos qui

n'ont pas eu l'heur de plaire à l'abbé Otto Mauer, de *Wort und Wahrheit*. On trouvera le compte rendu de l'ensemble dans un article de *Herder-Korrespondenz* (octobre, pp. 41-45) que le rédacteur a intitulé : « ... Peut-on défendre la foi par les armes ? » Je n'ai pas le temps de m'y attarder aujourd'hui, car il faudrait pour exposer et discuter ces thèmes une place dont je ne dispose plus.

Et je voudrais signaler que sur un plan analogue à celui dont on a traité ici, sur le plan des expressions de la foi et de leur rapport aux cultures ambiantes, la tempête déchaînée en Allemagne par la « démythisation » du Nouveau Testament de Bultmann est en train de s'étendre. *Hochland* (octobre) et surtout *Scholastik* (n° 4 de 1955) donneront quelques renseignements à ceux qui attendent la prochaine invasion chez nous de cette conception existentialiste des mystères chrétiens. Ce modernisme très particulier est hostile non seulement au barthisme ou au fondamentalisme, mais encore au vieil Harnack, dont le christianisme a-dogmatique, réduit à une morale libérale, retrouve cependant des défenseurs dans le luthéranisme. Il est possible que les diverses découvertes récentes aiguisent le sens du conditionnement historique du message chrétien et lui fassent perdre quelques originalités. Mais il est fatal aussi que de petites secousses comme celle-là agrandissent en certains esprits des lézardes dangereuses. De tout temps la « gnose » respectueuse et intelligente a infligé à l'Eglise autant de pertes au moins que l'athéisme grossier ou la persécution violente. Le bolchevisme n'est pas le seul ennemi.

A.-Z. SERRAND.

PORTRAIT

L'EXPRESS

OU L'ENFANT DOUÉ ET ROUÉ

L'ÉVÉNEMENT *est d'importance que l'apparition d'un astre presque neuf dans ce ciel de la presse quotidienne qui nous avait plutôt habitué à la mort des étoiles. Voici donc, enfant meurtrier de son père, chaque jour* L'Express, *engendré par* L'Express *kebdomadaire, et qui, dans le monde de la presse, a suscité tout un concert d'émerveillements publics et d'imprécations ou de dénigrements secrets, comme il arrive dans les familles autour et à propos d'un berceau. Lorsque l'enfant paraît, le cercle de famille, attentif et admiratif, risque, pour peu que nous ayons l'imagination mauriacienne, de se changer en un nœud de vipères. Dans les puissants journaux de la droite classique, on craint pour de vieux monopoles et on s'étonne qu'un si petit, si neuf et si prétentieux soleil attire dans son orbite tant de vedettes très parisiennes et jusqu'à des écrivains en rupture d'Académie et de* Figaro. *Dans les feuilles de la gauche populaire et traditionnelle, on ne sait pas encore s'il faut mépriser ou redouter cet organe d'une nouvelle gauche animé par une bourgeoisie éclairée, sans démagogie ouvriériste, sans autre anticléricalisme que la petite guerre au M.R.P., où on sacrifie la mystique et l'idéologie à la statistique et à la science économique, et où la politique prend le visage inaccoutumé d'une technique des techniques. Ces messieurs de la*

grande famille raillent « le petit train », mais ils ont quelques raisons d'être inquiets.

Pour jouer les bonnes fées parmi tant de sorcières, on parie le succès de L'Express, *car l'enfant est bien doué et déborde de roueries précoces. La formule, trop imitée pour n'être pas bonne, est assez originale et adaptée au temps présent. Voici un journal qui ne propose pas des nouvelles à l'état brut, mais qui sélectionne, condense, résume et juge en deux ou trois traits percutants, haussant ainsi chaque jour le digest au niveau de l'esprit. La pure information serait d'une nudité impudique, aussi* L'Express *présente-t-il toujours l'événement pourvu et vêtu d'une interprétation et d'une orientation qui dessinent chaque fois une ligne impeccable et moderne.* L'Express, *qui fait une si belle place à la mode, ne dédaigne pas de se mettre page après page à l'école des grands couturiers.* L'Express *habille bien. Et pourquoi un journal qui connaît si bien le cœur des Français et traite son lecteur en paresseux intelligent ne réussirait-il pas ? Car l'échec d'une ingéniosité qui imite si bien le génie serait dans le pays de la finesse et de l'esprit un scandale assez inattendu.*

La force et la faiblesse de L'Express *c'est qu'il passe à tort ou à raison pour être le journal d'un homme dont il entend préparer l'arrivée au pouvoir. Sept mois de gouvernement ont créé autour de Pierre Mendès-France un climat violent d'espoir et de contestation qui donne à l'entreprise des chances sérieuses, mais la condamne si elle entend aboutir à des acrobaties tactiques assez périlleuses.* L'Express *ne peut pas être l'organe d'un Front populaire, et les communistes montrant peu de goût pour la nouvelle gauche, comment, avec les socialistes et les radicaux seuls, rassembler une majorité au pays et dans une future assemblée ? D'autant plus que Pierre Mendès-France aura de la peine à transformer le parti radical en un parti rassemblé tout entier dans un alignement à gauche. Le radicalisme a besoin d'une*

certaine équivoque, et il sent trop bien qu'un choix décisif l'affaiblirait politiquement. En outre, les socialistes, espèce doctrinaire, pourraient bien répugner à la tiédeur européenne de L'Express *et à cette manière aussi de poser les problèmes sociaux en termes premièrement économiques. Le M.R.P. étant rejeté sans appel du côté de la droite, puisque la mère au foyer, l'école libre et le supra-nationalisme sont, par décret de* L'Express, *des valeurs aussi indéfendables que les privilèges des bouilleurs de cru, on se demande comment va être possible une majorité mendésiste. La dialectique de* L'Express *risque d'entrer bientôt en conflit avec l'arithmétique.*

Il est vrai que les billets de Pierre Mendès-France, sobres, clairs, raisonnables, peu engagés, font un bon contraste avec les partialités et les agressivités ambiantes. Ce chef pourrait bien, pour une fois dans l'histoire de notre démocratie, ne pas suivre tout à fait le zèle de sa plus proche cohorte. Pierre Mendès-France n'est pas incapable d'être moins mendésiste qu'on ne dit et de sauver ainsi son avenir politique.

Si les astuces tactiques et stratégiques font la substance intellectuelle de presque tout L'Express, *la grande innocence politique continue à triompher dans le Bloc-Notes de François Mauriac. Les petits et les grands hommes de notre univers politique deviennent les victimes et les héros d'une nouvelle* Divine Comédie *qui a, elle aussi, son Enfer, son Purgatoire et son Paradis. Mais la bonté est le propre des vrais poètes, aussi les décisions mauriaciennes ne sont-elles pas sans repentance — et il est arrivé à Antoine Pinay de remonter du plus profond de l'Enfer jusqu'à l'extrémité presque lumineuse du Purgatoire. Qui dès lors ne garderait une chance de salut ? Et qui, parmi même les irréductibles au mendésisme, ne se sentirait une âme d'enfant prodigue à la pensée du somptueux festin déjà préparé pour son retour ?*

L'Express *rénovateur de la gauche reste un journal bien-pensant. Il met de son côté la conscience chrétienne avec François Mauriac, les belles généralités morales d'Albert Camus, mais aussi la science économique d'Alfred Sauvy toujours au service du bien public, la philosophie éclairée de Merleau Ponty ouverte maintenant à la politique de compromis. Il fait s'embrasser la vertu et l'intelligence. Et c'est une vraie consolation en ces temps ingrats qu'une si rare rencontre ait aussi le bonheur supplémentaire de trouver ce qu'il faut de millions pour être quotidienne. Souhaitons donc une amicale bienvenue à ces optimistes et à ces heureux.*

ÉTIENNE BORNE.

Chroniques

LIVRES

L'Allemagne inconnue

La littérature française depuis 1945 ne peut faire état que d'un très petit nombre d'ouvrages sérieux sur l'Allemagne. J'entends bien qu'il faut en exclure la plupart des romans, des reportages, des récits de tout genre dont l'intrigue et les personnages ont plus ou moins quelque rapport avec ce pays. Que nous ont donc appris ces volumes innombrables de souvenirs de captivité ou de déportation, à l'exception de l'un ou l'autre d'entre eux qui, surmontant la haine et s'appuyant sur une expérience personnelle au niveau de la dignité humaine, donnent une image vraie de l'Allemagne et de son peuple ? Encore ne s'agit-il ici que d'une image limitée, conditionnée par l'état de guerre et de barbarie nazie. Aussi, le Français qui, avant de se risquer Outre-Rhin, souhaite emporter avec lui un bagage de connaissances solides, qu'il pourra d'ailleurs mettre à l'épreuve sur place, fera-t-il bien de consulter les quelques ouvrages qui sont à sa portée aujourd'hui. Lorsque l'on a cité les titres des essais de M. Alfred Grosser *L'Allemagne de l'Occident,* de M. Edmond Vermeil

L'Allemagne contemporaine, de M. Robert Minder *Allemagne et Allemands*, de M. André Piettre *L'économie allemande de Potsdam au Plan Schuman* enfin, il semble bien que, sauf oubli, l'on ait fait le tour d'une production qui éclairera notre aventurier au seuil de son expédition. Mais, à vrai dire, qu'il ne s'étonne pas si l'Allemagne et les Allemands se montrent à lui sous un jour auquel aucun de ces livres ne l'avait entièrement préparé. « Quand on sait tout sur l'Allemagne (c'est-à-dire quand on a terminé la lecture de *Petite Planète*), écrit Joseph Rovan, en conclusion de son livre, il faut enfin se décider à y aller pour comprendre qu'on ne sait pas grand'chose. » Et pourtant ce petit livre de deux cents pages, admirablement illustré, septième volume d'une collection justement fameuse, est un véritable chef-d'œuvre du genre[1]. Il n'y a pas à se tromper : nous sommes en présence d'une réussite exceptionnelle. L'*Allemagne,* ce « condensé d'Allemagne », que nous offre un écrivain d'une prodigieuse intelligence, qui possède une langue riche, colorée, vivante, piquée de formules rares, précieuses, est un bréviaire, un livre de chevet dont on ne peut se séparer, auquel on revient sans cesse, qui satisfait l'esprit et le cœur. Son auteur, Joseph Rovan, connaît bien ce dont il parle, un pays qui l'a vu naître, qu'Israélite, plus tard converti au catholicisme, il a dû quitter, que résistant il a défendu encore pour ses forces vives dans l'enfer de Dachau, qu'au lendemain de la capitulation il a aidé à reprendre conscience de ses véritables valeurs, que de toute son influence d'animateur des services culturels français de l'occupation il n'a cessé de guider et de veiller. Observateur lucide, il a suivi l'évolution de la nouvelle Allemagne, la reconstruction de son économie, l'établissement de son régime politique, la renaissance de sa vie culturelle avec un esprit critique, impartial.

1. *Petite Planète,* Éditions du Seuil, Paris, 1955.

Ce commerce, presque permanent avec l'Allemagne, nous vaut aujourd'hui un livre-clé qui sait nous faire partager l'émotion, l'inquiétude, l'enthousiasme et la réserve de son auteur pour son objet.

L'Allemagne est un défi.

Il n'y a pas de définition possible de l'Allemagne, assure Joseph Rovan. Elle est un défi, « un défi à l'histoire... une histoire qui ne parvient pas à se faire nation ». Elle n'a pas de frontières et ses grands hommes d'Etat n'ont jamais su jouer le « rôle d'accoucheur de la nation que la royauté sut si bien tenir en France ». La Réforme, elle-même, n'a pu réaliser son unité et ne fut longtemps qu'un facteur de désunion. La grandeur de ce pays — sa puissance, sa monstruosité, son énormité — ne réside-t-elle pas précisément dans cet état de puberté où il s'est maintenu jusqu'à ce jour, tel un être qui ne s'est pas encore développé complètement, dont toutes les croissances sont à venir ? Un défi à elle-même, l'Allemagne est un défi permanent au monde, « continent au cœur du continent, Etat sans frontières, nation sans Etat, ou qui en a plusieurs, l'Allemagne échappe aux définitions ou les sollicite toutes. Bien sage entre ses frontières naturelles la France s'est contentée pendant des siècles d'arrondir son territoire en direction de l'Est et du Nord-Est pour retrouver là encore les limites que le bon sens géographique impose à l'hexagone gaulois. Mais le bon sens n'a pas grand'chose à voir avec la géographie allemande. Depuis plus de cent ans l'hymne national allemand chante la grandeur d'une patrie sise « entre la Meuse et le Niémen, l'Adige et le Belt », c'est-à-dire trois rivières qu'elle ne touche nulle part et un bras de mer qu'elle touche si peu. L'Allemagne ne coïncide pas avec elle-même ».

Le drame de l'Allemagne est semblable, depuis des siècles, à celui d'Israël. Joseph Rovan dans un premier chapitre, introduction magistrale qui pose à elle seule toutes les questions soumises à l'attention du lecteur au cours des pages qui suivent, dresse un parallèle émouvant entre le destin allemand et celui de ceux qu'elle n'a cessé de persécuter et de renier : « On a souvent comparé le destin allemand à celui de cet autre peuple-défi qu'est Israël. L'Allemagne, l'Israël des Gentils, l'incarnation même de la « Gentillesse » incirconcise, investie de la promesse de l'Empire et toujours incapable de la réaliser, peuple qui ne peut se résigner à n'être qu'un parmi d'autres, sans nation, sans Etat stable, sans frontières, jeté à travers l'Europe, à travers le monde dans une migration perpétuelle, de la Volga au Brésil répandu en diaspora, fécondant par l'apport de son sang les peuples qui l'entourent, exécré comme Israël, mis à part comme lui ? Et rival d'Israël dans son obstination, dans sa révolte, dans sa course au malheur ? Appelé à durer comme lui pour témoignage, volontairement et involontairement ? L'épouvantable grandeur du destin qui a mené à Stalingrad et à la bataille de Berlin les exécuteurs d'Auschwitz permet d'ouvrir ces questions sans tenter de les fermer. »

L'Allemand, cet incompris.

Que l'on me permette encore une citation : « Comment peut-on être allemand ? L'Allemand trouve que ce n'est pas facile. Lui, si travailleur, si sage, si économe, qui ne demande qu'à construire des œuvres de paix et à méditer sur les mystères de la nature, qui n'aspire qu'à jouir en paix des fruits de ses labeurs, lui qui a tant besoin d'être estimé, considéré, aimé — rien ne lui réussit dans son existence et rien, depuis les commencements, n'a réussi à son peuple. » Cet Allemand

incompris, Joseph Rovan nous l'explique en huit pronoms : le *ich* (moi), l'expression de qualités indéniables, mais qui est toujours en conflit avec l'histoire qui ne le laisse pas en paix, à ses occupations civilisatrices, qui l'oblige à poursuivre une voie contradictoire à ses aspirations modestes et gentilles ; le *du* (toi), symbole de l'amitié et de la camaraderie qui jouent un si grand rôle dans la société allemande ; les *er und sie* (elle et lui) qui conditionnent les rapports entre l'homme et la femme, dénoncent la domination du premier sur la seconde pour laquelle toute activité se ramène aux trois K, Kirche, Küche, Kinder (Eglise, cuisine, enfants). L'auteur nous rappelle que peu d'Allemandes ont occupé une place importante dans l'histoire de leur pays, qu'il y a peu de grandes amoureuses parmi elles, que la littérature allemande ne compte que comme des exceptions des noms de romancières et de poétesses. Depuis la guerre cependant l'univers de la femme allemande s'est élargi, l'idée de l'égalité des sexes a gagné du terrain « en droit, dans les faits et les mœurs ». Le *es*, « force toute-puissante et inconnaissable, l'univers, le divin qui enveloppe et contient de tout côté le cheminement humain à travers l'espace et le temps », à partir duquel l'auteur retrace l'histoire de la pensée religieuse allemande et dresse un tableau de la situation des confessions dans l'Allemagne actuelle ; les *wir und ihr* (nous et vous) explication du besoin d'organisation, de cadres sociaux, d'étiquettes, dans une certaine mesure du militarisme que ressent tout Allemand ; le *sie* (eux), enfin, l'autre, l'étranger, objet de curiosité, mal compris en général dès qu'il est considéré comme le représentant d'un peuple, d'un pays.

Cette Allemagne, un défi, cet Allemand, un incompris, nous les retrouverons tout au long des chapitres qui suivent et que faute de place je ne puis qu'énumérer : « Bonn ou les échiquiers du chancelier » (situation

politique de l'Allemagne de l'Ouest), *Made in Germany* (explication du fameux miracle allemand, analyse du rôle des syndicats), « Allemagne numéro deux » (historique de l'Allemagne de l'Est et critique impartiale du régime), « Berlin ou deux têtes sans aigle » (hymne à l'ancienne capitale allemande, à la ville des lettres et des arts, au peuple courageux, travailleur, obstiné, aimant l'humour et l'ironie de cette cité où le Parisien « ne se sentira jamais tout à fait dépaysé »), « Kultur », enfin (longue et précieuse étude de la vie culturelle de l'Allemagne).

Présence française en Allemagne.

Le chapitre que consacre Joseph Rovan à la présence française en Allemagne, sous le titre « Au rendez-vous français », ne nous ménage pas, à juste raison d'ailleurs. L'équivoque qui accompagna notre installation en occupants Outre-Rhin explique en partie les erreurs de cette occupation, la chance que nous avons laissé passer. La France, assimilée aux grandes puissances qui avaient obligé le Troisième Reich à capituler, n'était nullement prête pour remplir sa nouvelle tâche. Ses difficultés intérieures ne lui permirent pas d'aborder cette tâche avec la sérénité qui s'imposait, la clairvoyance et la sagesse que commande une politique d'avenir. Ses représentants exercèrent dans ce pays une politique de revanche, de prestige, s'efforçant « plus d'affaiblir l'Allemagne que de vivre avec elle... Pour avoir été incapable de s'attacher en 1945 une Allemagne rénovée à laquelle on aurait dès ce moment accordé l'unité politique et le droit au bien-être (ce qui n'excluait pas le paiement de réparations raisonnables) on parvenait mal et on parvient de plus en plus mal à organiser notre conjonction avec une Allemagne de nouveau inquiétante et qui a obtenu la restitution de

presque tous ses droits non pas grâce à nous, mais le plus souvent malgré nous ».

La présence française en Allemagne depuis 1945 — dont on peut faire aujourd'hui le bilan — ne se solde pas tout à fait par un échec. Un nombre important de fonctionnaires de l'occupation entreprit un travail en profondeur pour le rétablissement de relations franco-allemandes. A leur actif que de créations, que d'appuis : universités populaires, bibliothèques bilingues, expositions, tournées théâtrales, conférences, voyages d'études dans les deux sens, rencontres, ciné-clubs, œuvre constructive qui ne fut pas hélas! le fait d'une organisation réfléchie disposant de moyens importants, mais le plus souvent de pionniers généreux et clairvoyants au nombre desquels l'auteur d'*Allemagne* occupe une place au premier rang. Son petit livre est, me semble-t-il, animé du même souci et le fruit d'une même pensée, d'une même volonté qui doivent aboutir à nous faire comprendre notre voisin, à travailler à l'aider dans la recherche de son équilibre, dans l'établissement de « sa paix avec elle-même et ses voisins » et ainsi « nous n'aurons pas à désespérer de la nôtre ». Cet effort qui nous est demandé, cette contribution française — « Nous aurons l'Allemagne de nos mérites », tel avait été déjà au lendemain de la guerre l'avertissement de l'auteur de ce livre — n'excluent pas la vigilance qu'il recommande encore aujourd'hui : « Jamais ce défi vivant placé à leurs côtés, tour à tour amical et violent, pacifique et agressif, ne permettra aux Français de s'assoupir dans leur jardin ». L'Allemagne est bien « cette seule terre inconnue sur nos cartes où l'Amérique et la Russie n'aspirent qu'à être du prévu et du prévisible, seul noir dans nos esprits, seul blanc dans nos cœurs, seule rencontre qu'il nous importe de faire pour parvenir à être nous-mêmes et pour ne pas nous satisfaire de tant et de si peu ».

René Wintzen.

Une curieuse « Histoire de la Hongrie »

En écrivant son *Histoire de la Hongrie* pour la collection « Que sais-je » des Presses Universitaires de France, M. Emile Tersen a-t-il voulu proposer aux lecteurs de cette collection un modèle du livre d'histoire conçu comme un instrument de propagande partisane ? Ou bien sa bonne foi a-t-elle été trompée par la documentation mise à sa disposition par M. Koltai Kovacs, directeur de l'Institut hongrois de Paris sans le concours duquel, dit-il, « le présent volume n'aurait pu être établi » ? Quoi qu'il en soit, M. Emile Tersen fait état de « l'intérêt » témoigné à l'égard de son travail par des historiens hongrois « dont les compléments et les remarques » lui ont été « d'un précieux secours ». On peut donc considérer le petit ouvrage signé par M. Tersen comme le résultat d'un travail collectif, reflétant les tendances de l'historiographie hongroise telle qu'elle est pratiquée à Budapest.

Cette historiographie magyare, disons-le tout de suite, accuse un certain retard par rapport aux conceptions plus récentes des historiens soviétiques qui, rejetant le « pédantisme marxiste-léniniste », s'efforcent d'assouplir leurs méthodes et d'élargir leur vision. Il semble que ce nouveau courant « anti-schématique » post-stalinien ne soit pas parvenu encore à Budapest, et jusqu'à M. Tersen, au moment où celui-ci a rédigé son ouvrage. Ce qui explique sans doute non seulement le caractère étonnamment sectaire de la dernière partie du livre — sur laquelle nous reviendrons — mais encore le schématisme de la conception d'ensemble. Toute l'histoire millénaire de la Hongrie n'est-elle pas présentée par M. Tersen comme une sorte de préhistoire de l'ère

de Mathias Ràkosi, sous lequel le rêve séculaire de liberté, de prospérité et d'indépendance trouve enfin son heureux accomplissement. « Elle (la Hongrie) a retrouvé sa pleine indépendance nationale qu'elle ne confond plus, comme elle le fit parfois, avec un nationalisme agressif et méprisant à l'égard des peuples voisins », écrit M. Tersen ; puis il conclut :

« Ce qui donne à ces résultats tout leur sens, c'est qu'ils sont le fruit d'un persévérant et héroïque effort, que les échecs et les répressions n'abattirent jamais : les paysans révoltés du Moyen-Age, les Kuruc de la guerre nationale de 1703, les Honvéds qu'animait en 1848-1849 l'énergie de Kossuth, les gardes rouges de 1919, les paysans, ouvriers, intellectuels du temps présent ont tous apporté leur part dans la construction d'un pays libre, où la noblesse du travail a remplacé les anciens titres. »

Son enthousiasme staliniste n'empêche pas M. Tersen d'apporter quelques éléments positifs. Ceux-ci résident surtout dans la mise au clair de l'infrastructure économique et sociale de l'histoire hongroise. Dans ce domaine, l'école actuelle de Budapest a incontestablement enrichi le patrimoine historique de la Hongrie. Dans le passé, à l'exception de quelques personnalités remarquables telles qu'Ignac Acsàdy, les historiens hongrois ont eu une orientation unilatéralement « politique » aux dépens des facteurs économiques et sociaux. Ce défaut est maintenant corrigé. Une série d'ouvrages intéressants ont vu le jour notamment sur l'évolution de la propriété agraire et sur les débuts de l'industrialisation ; le livre de M. Tersen en tient compte, en une large mesure.

Mais en revanche, quelle étroitesse d'esprit dans l'analyse des problèmes posés par la domination des Habsbourg! L'idée du caractère progressif des monarchies absolues (même d'essence étrangère), idée qui a déjà triomphé en Russie (pour des raisons d'ailleurs

peu scientifiques) — n'a pas pénétré encore jusqu'à nos historiens. Ceux-ci prêtent une valeur absolue à l'indépendance hongroise, du moins lorsqu'il s'agit de l'indépendance à l'égard de l'Occident. (La dépendance à l'égard de l'Union Soviétique rend évidemment cette indépendance quasi complète.) « La Hongrie, semi-colonie autrichienne » : voire. N'est-ce pas l'union avec l'Autriche, avec la Bohême, qui avait permis à la Hongrie d'échapper du moins partiellement au sort commun des pays balkaniques, dominés par les Turcs ? L'Etat hongrois moderne — en opposition à la féodalité — n'est-il pas la création des Habsbourg ? Tout en reconnaissant le caractère « progressiste indéniable » de « certaines mesures » de Joseph II, ce « réformateur couronné », M. Tersen met l'accent sur sa « volonté de renforcer la tutelle germanique sur le peuple hongrois ». Ce disant, M. Tersen reprend à son compte les reproches faits à Joseph par l'opposition féodale de son temps, reproches absolument sans fondement : Joseph II n'était pas un « nationaliste allemand », il ne pensait point à germaniser ; tout ce qu'il désirait, c'était moderniser l'administration des pays de la Monarchie et dans ce but, il a singulièrement élargi les compétences de la chancellerie hongroise, lui subordonnant les affaires transylvaines, et il a fait de Budapest la véritable capitale administrative de la Hongrie.

L'analyse de la révolution de 1848 et de l'absolutisme consécutif (1849-1867) constitue la partie la plus forte du petit livre de M. Tersen. Mais dès qu'il arrive à 1900, la vue de notre historien se trouble. Désormais, deux héros occupent la scène : le héros positif qui est la classe ouvrière révolutionnaire hongroise, présentée en image d'Epinal, et le héros négatif : le *traître* de cette classe ouvrière, le « pseudo-révolutionnaire » social-démocrate. Les social-démocrates sont les bêtes noires de M. Tersen. Il les traque à travers les qua-

rante dernières pages de son livre, inlassablement, avec une haine qu'explique peut-être l'opposition personnelle de M. Tersen au principe d'unité d'action avec les socialistes ? M. Tersen nous apprend que les socialistes hongrois (entre 1900 et 1919) « restent *loyaux* à la monarchie, se désintéressent des problèmes paysans, pratiquent un réformisme à courte vue » (p. 89). Pas un mot sur les conditions difficiles de la lutte menée par les socialistes ; sur l'important travail d'organisation et d'éducation qu'ils accomplissent dans les syndicats ouvriers, sur les persécutions qu'ils subissent. Si M. Tersen tient compte « de l'action des intellectuels » libéraux, notamment du cercle Galilée (une sorte de Fabian Society hongroise), ce n'est point pour mentionner les idées de l'animateur de ce cercle, le sociologue-publiciste Oscar Jaszi, mais pour signaler l'adhésion à ce club, en 1912, de l'étudiant Mathias Ràkosi. On constate la même partialité dans la présentation des événements de la première guerre mondiale et de la révolution de 1918 : la social-démocratie n'a rien fait contre la guerre, elle n'a mené qu'une « néfaste action de diversion » ; Michel Kàrolyi a été porté au pouvoir... « par les classes dirigeantes » ; son gouvernement a pratiqué « une politique étroitement opportuniste et attentiste ». (On a sans doute omis de signaler à M. Tersen certains actes de Kàrolyi, notamment celui, pourtant célèbre, d'avoir distribué ses terres aux paysans qui les cultivaient.) La naissance et l'histoire de la première république hongroise des Soviets est présentée selon le point de vue de l'*Akadémia-ucca* de Budapest (siège du C.C. du parti des travailleurs). Le rôle de Ràkosi — pourtant très effacé à l'époque — est souligné ; de Béla Kun, on apprend qu'il était « commissaire du peuple aux affaires étrangères » — n'aurait-il pas été chef du gouvernement ? — et qu'il s'était laissé duper par l'Entente. M. Tersen semble ignorer aussi le sort de Béla Kun.

Et plus on approche des temps actuels, plus s'accentue le caractère scandaleusement partial du livre de M. Tersen. C'est ainsi qu'il passe complètement sous silence le rôle joué par les non-communistes (social-démocrates, petits propriétaires, paysans) dans la Résistance antinazie. Celle-ci n'aurait été l'œuvre que des communistes. (M. Tersen aurait dû consulter à ce propos le livre du communiste Jules Kallai, *Histoire du mouvement hongrois de l'indépendance*[1].)

Tous les progrès économiques et sociaux accomplis entre 1945 et 1948, reconstruction économique, réforme agraire, réforme monétaire, nationalisations, etc., l'ont été uniquement grâce à l'action des communistes. Parmi les non-communistes, M. Tersen distingue deux sortes d'individus : ceux qui se subordonnent de bon cœur aux communistes, — et les autres, qui sont tous des comploteurs, des réactionnaires (Béla Varga, Ferenc Nagy), des fascistes (Pfeiffer).

La version officielle sur l'évolution politique est présentée par M. E. Tersen comme une vérité scientifique qui n'a point besoin d'être vérifiée. Il ne fait pas de doute pour M. Tersen que Mindszenty a dirigé un complot en vue d'une restauration monarchique et que Rajk, *en collusion avec le gouvernement de Tito,* en a dirigé un autre en 1949 « pour une prise violente du pouvoir ». M. E. Tersen et ses informateurs ont-ils vraiment la preuve de la collusion de Rajk avec Tito ? Je leur serais personnellement très reconnaissant de me les fournir, car elles manquent dans la documentation assez importante que j'ai accumulée sur ce sujet. A moins que M. E. Tersen et ses collaborateurs n'aient été sur ce point les victimes des « agissements criminels » de Beria qui a trompé la vigilance de tant d'éminences du

1. Kallai représentait, aux côtés de Rajk, le Parti communiste clandestin au sein du Conseil de la Résistance, créé en 1943.

« camp socialiste » ? Dans ce cas, M. E. Tersen devrait faire son auto-critique avec diligence, emboîtant le pas à M. Khrouchtchev. Il devrait aussi réviser les passages de son livre justifiant comme « indispensable » l'épuration du parti des travailleurs, effectuée en 1949-1950, et dont de nombreuses victimes viennent justement d'être réhabilitées en Hongrie (Jules Kallai, Géza Losonczy, Janos Kadar, etc.); ou faisant l'éloge de l'autorité de sécurité d'Etat (la police politique) dont le chef, Gabor Péter, le Beria hongrois, a été condamné en 1954 pour ses innombrables actes illégaux[2].

Il apparaît donc que le livre de M. E. Tersen n'est pas seulement un livre de propagande ; c'est aussi un livre de propagande *dépassé*. Il y a tout lieu de croire qu'il a été compilé avant l'instauration du « new-look » et l'auto-critique faite par le parti des travailleurs sur les erreurs de 1949-1953. Autrement, M. Tersen aurait modéré un peu le ton de l'hommage sans réserve qu'il rend à la lucidité, à l'énergie et à l'infaillibilité du parti. Il est à supposer qu'en 1955 et notamment après la rencontre de Belgrade, il aurait rédigé très différemment son ouvrage. La question se pose cependant de savoir ce que tout cela a à faire avec la Science, dont la vulgarisation est, semble-t-il, le but poursuivi par les Presses Universitaires de France ?

FRANÇOIS FEJTÖ.

2. Signalons d'ailleurs à l'attention de M. Tersen que, selon un article d'un membre du Politburo hongrois, M. Béla Szalai, publié dans le n° du 15 juillet 1955 de la revue du Kominform, Gabor Péter, l'organisateur de l'abominable procès Rajk, a été, aux côtés de Béria et d'Abakoumov, l'un des artisans de la brouille entre le Kominform et la Yougoslavie.

« *L'Église en face du capitalisme* »

De par l'Esprit qui anime sa vie authentique, l'Église n'est pas de ce monde. Mais elle y est essentiellement mêlée ici-bas. Les structures économiques du monde où elle est plantée constituent des conditions fondamentales et inévitables de sa vie et de sa besogne. Si depuis quelques siècles l'Église a affaire à un monde plus ou moins « capitaliste », les dilemmes de cette coexistence ne sont donc point seulement tangents à la périphérie chrétienne, mais se situent inextricablement au dedans de l'histoire moderne de l'Église de Dieu. L'histoire de cette coexistence est d'autant plus complexe que le capitalisme n'est pas une doctrine mais un fait, dont les avatars historiques ne se ressemblent parfois que vaguement, et dont les économistes et à bien plus forte raison les hommes d'Église n'ont eu le plus souvent qu'une intelligence assez approximative.

M. Dauphin-Meunier a donc fait preuve de courage en acceptant d'écrire un petit livre sur un si grand sujet[1]. De nombreuses publications sur l'histoire et les techniques de l'économie capitaliste, un ouvrage sérieux, sinon indiscutable, sur « la doctrine économique de l'Église », un don notable pour l'exposition claire et vivante de sujets plutôt arides, le qualifiaient pour une telle tâche. Mais il ne pouvait ignorer que les doctes allaient trouver ce travail en sa brièveté un peu court et qu'ils n'auraient pas tout à fait tort. Il faut féliciter l'auteur d'avoir assumé les risques, comme les revers inévitables, de cette entreprise. Car si toute liberté humaine est conditionnée par notre intelligence de nos situations, rien n'est aujourd'hui plus urgent que de

1. A. Dauphin-Meunier, *L'Église en face du capitalisme*, Bibliothèque Ecclesia, Libr. A. Fayard, Paris, 1955, 190 pp.; 400 fr.

procurer aux chrétiens quelque clarté sur les attitudes chrétiennes et les attitudes soi-disant chrétiennes à l'égard du régime qui, en ce temps révolutionnaire, prédomine encore dans le monde dit occidental. Nous ne reprocherons certes pas à M. Dauphin-Meunier de s'être risqué à mettre à la portée du grand public des connaissances encore imparfaites et provisoires, au lieu d'ajourner prudemment ce travail jusqu'à la perfection définitive des calendes grecques. Nous regrettons plutôt que, après un louable commencement de courage, il se soit si sensiblement découragé à l'approche des temps plus modernes.

M. Dauphin-Meunier constate que « les premiers capitalistes sont venus de l'Église ou ont été guidés, soutenus par elle » (p. 17), que, au XIVe siècle, « le principal service de la Curie, organe central de gouvernement de l'Église, est le service financier, la Chambre apostolique, que dirige le camerlingue » (p. 18), que dès lors les banquiers de la Curie « remploient leurs ressources propres et les fonds qu'ils détiennent pour le compte de la Curie dans les entreprises commerciales et industrielles », que, au XVe siècle, « les princes de l'Église à leur tour se lancent dans des entreprises capitalistes » (p. 19) et « les papes eux-mêmes se laissent gagner par cette fièvre capitaliste » (p. 20). Il rappelle que « la première entente internationale de producteurs que l'histoire ait enregistrée » fut conclue, en 1470, par le pape Pie II avec le roi Ferdinand en vue d'instituer un monopole de la vente de l'alun dans la chrétienté, et que, puisque « les profits que le roi Ferdinand et lui-même tiraient de leur combinaison de monopole, Pie II entendait les consacrer à la croisade contre le Turc », il parut légitime que, « sous peine d'excommunication, il fût interdit aux fidèles d'acheter de l'alun de provenance turque » (pp. 20-21). Il rapporte comment Jacques Cœur, à la suite de son intervention opportune dans le grand schisme, obtint du pape Nicolas V le privilège

à vie du commerce dans tout l'Orient (p. 26), comment pendant les conciles de Constance et de Bâle les Médicis « mirent à profit les amitiés qu'ils entretenaient dans les milieux romains pour diriger tous les mouvements de fonds et monopoliser pratiquement les affaires de change provoquées par ces grands concours de prélats et de princes » (p. 27), comment des papes endettés intéressèrent les Fugger à la vente des bénéfices ecclésiastiques, à la frappe de la monnaie pontificale, au trafic des indulgences (p. 49), comment l'autorité ecclésiastique encouragea ces « combinaisons mi-pieuses mi-mercantiles » que furent, à la fin du XVe siècle, les grandes expéditions dont les protagonistes espéraient à la fois « donner au Christ de nouvelles âmes par la conversion des infidèles et s'assurer le monopole d'une voie d'accès plus directe aux terres produisant le poivre, le gingembre, la cannelle et le sucre... » (p. 29).

Les affirmations de M. Dauphin-Meunier ne sont pas toujours incontestables[2]. Mais leur teneur en réalité authentique suffit largement pour marquer que l'Église ne se situe pas « en face du capitalisme » comme un juge étranger à la cause. Ce n'est point déprécier l'Église engagée sur les chemins de l'histoire que de reconnaître sa condition historique. Ce n'est que dans

2. Ainsi les publications que nous avons consultées et les historiens compétents que nous avons pu interroger ignorent les documents sur lesquels M. Dauphin-Meunier a pu se baser pour imputer à Cajetan des « liaisons avec Fugger » et « un goût personnel pour les opérations financières » (p. 54). L'allégation qu' « en 1527, prisonnier au sac de Rome, il pourra sans difficultés payer sa rançon de cinquante mille écus romains », ne semble pas confirmée par le témoignage documentaire qui ne réduit pas seulement le montant de cette somme au dixième du chiffre cité, mais insiste sur le fait que Cajetan eut bien du mal à s'acquitter. (Signalons en passant, pour nous en tenir à la quinzaine de lignes un peu rapides consacrées au cas Cajetan, que ce dernier n'était pas « depuis 1508 procureur général » mais maître général de son ordre, et que ce fut Léon X — et non Jules II — qui le nomma cardinal, légat et évêque.)

l'éternité bienheureuse que se réalisera pleinement l'Église « toute glorieuse sans tache ni ride ni rien de semblable, mais sainte et immaculée » (Épître aux Éphésiens, 5, 27). L'Église historique qui, toujours inachevée, toujours provisoire, pérégrine dans le temps vers la Jérusalem céleste, est mêlée au monde dont elle continue le salut. Dans la mesure où ce monde est « capitaliste », il n'est donc que tout à fait normal et nullement honteux que l'Église, si elle n'est jamais réductible aux déterminations sociologiques, soit pourtant conditionnée par le « capitalisme » contemporain, en même temps qu'elle agit sur lui.

Il est vrai que dans les temps plus modernes tout cela semble changé. L'encyclique *Rerum Novarum* « fournit aux catholiques du monde entier que sollicitaient jusqu'alors soit le libéralisme, soit le socialisme, une doctrine claire et efficace, uniquement inspirée par les principes chrétiens de justice et de charité... Si, dans certains pays, le catholicisme paraît subir des défaites sur le plan politique (séparation de l'Église et de l'État), par contre sur le plan social, il ne connaît que des triomphes : partout, il impose le repos dominical, la protection du travail des femmes et des enfants, la reconnaissance du droit syndical, l'adoption de systèmes d'assurances contre la maladie, la vieillesse, les accidents du travail, des retraites ouvrières, la réglementation du travail industriel, l'organisation de conseils de conciliation et d'arbitrage » (p. 151). Le lecteur attentif du début de l'ouvrage de M. Dauphin-Meunier se trouve ainsi béatement dépaysé. L'Église du ciel est-elle descendue sur terre à la fin du XIXe siècle ? Le peuple de Dieu est-il désormais comblé d'une idéologie éternelle et assuré d'une pratique définitivement au point ?

Dans son important discours aux membres du Xe Congrès international des sciences historiques (7 septembre), Pie XII vient de souligner la condition historique

d'une Église dont la vitalité demeure irréductible à l'idéologie et aux doctrines stationnaires : « L'Église n'agit pas seulement comme un système idéologique. Sans doute, la définit-on aussi comme telle, quand on utilise l'expression « catholicisme » qui ne lui est ni habituelle ni pleinement adéquate. Elle est bien plus qu'un simple système idéologique; elle est une réalité comme la nature visible, comme le peuple ou l'État. Elle est un organisme bien vivant avec sa finalité, son principe de vie propres. Immuable dans la constitution et la structure que son divin Fondateur lui a données, elle a accepté et accepte les éléments dont elle a besoin ou qu'elle juge utiles à son développement et à son action : hommes et institutions humaines, inspirations philosophiques et culturelles, forces politiques et idées ou institutions sociales, principes et activités. Aussi l'Église, en s'étendant dans le monde entier, a-t-elle subi au cours des siècles divers changements, mais, dans son essence, elle est toujours restée identique à elle-même, parce que la multitude d'éléments qu'elle a reçus fut, dès le début, constamment assujettie à la même foi fondamentale[3]. »

Le disciple du royaume des cieux est semblable à un maître de maison qui tire de son trésor du neuf comme du vieux (Matthieu, 13, 52). La vitalité de l'Église dans un monde en renouvellement requiert autant d'esprit d'invention que de solide fidélité. M. Dauphin-Meunier relève à juste titre combien peu le schéma d'une Église aux attitudes uniformément « réactionnaires » à l'égard de toute innovation trahit l'histoire. Il montre comme « ce n'est pas tant sur l'opposition entre crédit à la production et crédit à la consommation... que sur l'opposition entre prêt d'argent et investissement de capital » que le Concile de Latran met l'accent, lorsqu'il autorise,

3. *Osservatore Romano* du 9 septembre 1955, p. 2; *Documentation Catholique* du 2 octobre 1955, co.l 1221.

en 1512, les monts-de-piété à demander un intérêt modéré qui couvre leurs dépenses sans leur permettre de réaliser des gains (p. 23). Et il ajoute, en généralisant sans doute un peu, mais en signalant un aspect assez méconnu, réel bien que partiel, que « ce que l'Église condamnait dans l'usurier c'est qu'il vivait en parasite, qu'il manquait de l'esprit d'entreprise, qu'il faisait obstacle au progrès économique » (p. 24). Il note que c'est en pleine conformité avec la doctrine scolastique contemporaine que, « pour ne pas succomber au péché d'avarice, l'entrepreneur des premiers temps modernes ne thésaurisera pas », mais, pour « être agréable à Dieu, fera preuve d'activité et d'invention » (p. 47). Nous voilà loin de certaines « canonisations » doctrinales de l'épargne en soi : dans une Église point hostile aux aventures nécessaires à la croissance du monde.

Une telle attitude ouverte aux progrès suppose que la doctrine, où se formulent les règles du comportement social, soit ouverte, elle aussi : qu'elle ne cesse de se chercher, les défectuosités passagères étant incomparablement moins dangereuses que les supposées vérités éternelles. L'autorité ecclésiastique n'a pas porté à tous les instants de l'histoire sur les phénomènes « capitalistes » des jugements et des décisions identiquement superposables. Lorsque, au temps de la « contre-réforme » catholique, « toutes les complaisances canoniques à l'égard des manifestations du capitalisme furent révoquées » (p. 75), le magistère ecclésial, loin de démentir sa vérité, se manifesta comme un magistère vivant.

Cette vitalité n'a pas pour unique source les documents de la Hiérarchie. M. Dauphin-Meunier met en lumière l'influence prodigieuse qu'exerça au XVIe siècle le docteur Eck. Il ne semble pas que la pensée et les efforts de réalisation des catholiques à notre époque soient tellement moins notables ou tellement plus aber-

rantes que l'œuvre de ce docteur discutable, pour que l'auteur d'un ouvrage sur « l'Église face au capitalisme » puisse légitimement se borner à un résumé d'encycliques.

Espérons que M. Dauphin-Meunier écrira un jour le livre que le titre de ce petit livre promettait.

JEAN THOMAS.

Science et nature par la photographie et par l'image

Nos lecteurs ont certainement déjà feuilleté la jeune revue *Science et Nature*. En moins de deux ans, grâce à sa valeur scientifique et à son originalité, elle a réussi à prendre une place importante dans le domaine de la pensée française.

La formule nouvelle de ce périodique, éditée sur papier couché, en fait à la fois un organe de diffusion mettant à la portée de tous des connaissances souvent difficiles à assimiler pour des lecteurs non spécialisés et un organe de liaison entre les naturalistes français et étrangers, en leur offrant la possibilité de faire connaître leurs travaux.

Le patronage du Muséum national d'histoire naturelle lui garantit une rigueur scientifique qui lui permet de se classer parmi les périodiques non de « vulgarisation », mais de « diffusion » scientifique.

Le choix des articles est minutieusement étudié pour qu'un équilibre harmonieux entre la longueur du texte et le nombre des illustrations concoure à rendre très attrayants des sujets parfois arides. Les photographies sont sélectionnées en fonction de leur valeur documentaire, scientifique et artistique. Les auteurs des articles fournissent souvent eux-mêmes les documents photographiques qu'ils ont pris au cours de leurs travaux et dont la plupart sont inédits. Parfois ce sont les plus grands photographes d'histoire naturelle qui mettent leur technique et leur art au service des savants et cette collaboration est des plus fructueuses pour les lecteurs de *Science et Nature*.

Si la revue *Science et Nature* insiste particulièrement sur la photographie, c'est qu'elle voit en elle non seulement un art mais un moyen idéal d'observation de la nature, sans lui nuire. Aussi offre-t-elle à ses lecteurs désireux de s'initier à la « chasse » photographique ou de s'y perfectionner des rubriques permanentes traitant de la photographie en histoire naturelle et rendant compte des essais effectués avec des appareils utilisables pour ce genre de prises de vues.

Science et Nature veut avant tout apprendre à ses lecteurs à mieux connaître la nature et par là même à la mieux aimer et à en profiter sainement.

COLETTE SOUBRAND.

La rédaction de *Science et Nature* nous fait savoir qu'elle accueillera volontiers dans ses colonnes les articles des professeurs naturalistes des Universités et Instituts libres français et étrangers.

TROIS ROMANS

Alberto Moravia : *Le Mépris,* traduit de l'italien par Claude Poncet (Flammarion).

L'Italien Moravia est connu en France par trois romans et un recueil de contes. Basé sur la fouille psychologique, son art n'exclut pas la psychanalyse, dont on trouve un curieux exemple dans ce livre-ci. Le psychanalysé est Ulysse, roi d'Ithaque, mari de Pénélope. Pourquoi Ulysse est-il parti à la guerre? Parce que la reine l'avait pris en grippe. Pourquoi la reine l'avait-elle pris en grippe? Parce qu'il tolérait autour de sa femme la présence (et les présents) des prétendants. Ceux-ci, en effet, auraient été amoureux de Pénélope *avant* le départ d'Ulysse. Le roi d'Ithaque parti du côté de Troie, Pénélope met en œuvre vis-à-vis du mari et des

prétendants une politique d'attentisme : ce n'est qu'au retour du guerrier — sept ans ont passé et Ulysse n'est guère impatient de poser les pieds sur la terre d'Ithaque — que l'événement prendra figure définitive. Ulysse retrouvé tuera-t-il ou non les prétendants ? Il n'est pas sanguinaire. Il estimerait plus humain d'user de persuasion. Mais Pénélope exige. Ne lui faut-il pas de nouvelles noces ? Des noces de sang ?... Ulysse s'exécute, vaincu et retrouve l'amour conjugal.

L'histoire que nous conte Moravia est la transposition moderne de l'Odyssée (revue et corrigée comme plus haut). Ulysse 1955 est un scénariste italien, Richard Molteni. Pénélope s'appelle maintenant Émilie. Le prétendant (il n'y en a plus qu'un) est le producteur de cinéma Battista. Patiemment, il tourne autour d'Émilie. Émilie apeurée espère que Richard interviendra. Richard, aveugle, laisse faire. Tout le livre est construit sur l'évolution des sentiments d'Émilie à l'égard de Richard. Incompréhension d'abord. Lent détachement. Naissance du mépris pour cet homme aux yeux bandés qui laisse sa femme le trahir en sa présence, ou presque. Quand Molteni ouvrira les yeux, ce sera trop tard. Il n'y aura pas de guerre de Troie. Il n'y aura pas de lutte entre l'époux et le prétendant. Le mépris est souverain; mais il est négatif : capable seulement de nourrir un double désespoir. Un accident d'automobile vient à point interrompre cet enfer.

Le roman est composé à la première personne, le narrateur étant Richard Molteni. Graduelle, faite de petits pas circonspects, l'évolution d'Émilie parvient lentement et irrémédiablement au niveau où les sentiments atteignent leur plénitude. Peut-être la lenteur même de ce développement donne-t-elle trop l'impression d'un fil conducteur... Il convient que, parfois, les personnages se regimbent contre le romancier, prouvant leur vie par la résistance ou, au contraire, l'indécision, la gaucherie des attitudes. La réalité, habituellement, ne s'emboîte pas à la façon des meubles gigognes. On pourrait donc faire grief à Moravia de sa trop sûre habileté. Ce qui est le louer du même coup. Il reste que *Le Mépris* va loin, qu'on se croit ici ou là chez Marcel Proust — un Proust moins rigide que le vrai, plus chaud, plus débonnaire, pour tout dire, méridional.

Albert Cossery : *Mendiants et orgueilleux* (Julliard).

Qu'est-ce qu'un salaud ? Cela peut être soit celui qui s'intéresse aux pauvres pour les opprimer, soit celui qui se désintéresse absolument du sort des pauvres. Tous sont habituellement honnis (sous le nom de *salauds* chez Sartre, sous celui de *grands citoyens* chez Bernanos, et, avant, sous le titres de *personnages* que leur décerna Lawrence d'Arabie). Il se peut qu'on ait moins d'exécration pour la deuxième catégorie. Jusqu'à présent, néanmoins, on n'a vu en elle qu'égoïste faiblesse dont la conséquence la plus claire est de mettre des bâtons dans les roues du char du progrès. Veules, bien sûr, à peine hommes, plus proches encore de la larve, leur pauvreté même a rarement eu valeur d'excuse. Pour tout dire, on avait oublié de les imaginer orgueilleux. Lacune à laquelle supplée Albert Cossery en nous parlant de l'Égypte.

Pourquoi tout un peuple ne prendrait-il pas l'attitude négative d'hommes qui se désintéressent totalement d'autrui ? Le héros de *Mendiants et Orgueilleux*, Gohar, propose ques les Égyptiens « deviennent tous mendiants. Ne suis-je pas moi-même mendiant ? dit-il. (*Gohar a été d'abord professeur de faculté*). Quand nous aurons un pays où le peuple sera uniquement composé de mendiants, on verra alors ce que deviendra cette superbe domination (*celle des salauds première manière*). Elle tombera en poussière. » Lui, Gohar a trouvé la paix de l'âme à dormir sur un matelas de journaux, à ne rien posséder qu'une infecte chambre sans meubles, à vivre de mendicité. D'autres l'imiteront-ils ? Pas tous en tous cas. Pas même ses plus proches amis et ses disciples. Par exemple : El Kordi, employé de ministère qui sabote son emploi et prépare — au fond de son cœur — le chambardement national. En attendant, sa tendresse va à une petite tuberculeuse qu'il veut sauver des griffes d'une tenancière. Autre exemple : Yeghen, jeune escroc et talentueux poète, qui ne cherche ni la gloire ni l'admiration, écrit des mots à la portée d'un enfant, des mots « sentis avec un instinct infaillible de la vie en ce qu'elle a de plus authentique. » Autour d'eux tous, la capitale égyptienne : lascive, obscène, enfantine, babel de trafiquants et d'anachorètes,

champs clos où s'affrontent puissants et miséreux, lettrés et coupe-bourse, drogués et quasimodos. Ceci pour la fresque...

Albert Cossery a noué une intrigue policière. Détaché de tout, Gohar ne l'est point du haschich que lui procure Yeghen. Fournisseur incertain, car l'argent n'afflue pas dans les poches du jeune poète! Aussi bien, Gohar rêve-t-il à la Syrie — pays où le haschich pousse librement, se consomme à volonté, paradis presque à portée de la main. Pour se rendre là-bas, il faut de l'argent. Un jour que Gohar est privé de drogue, il étrangle une prostituée pour lui voler son bracelet d'or... et pour s'apercevoir que l'or n'est que du cuivre... Alors, apparaît Nour el Dine, officier de police « possédant des dons remarquables ». Enquête. Interrogatoires. Séances de bastonnade. Le coupable demeure introuvable. Non qu'il se cache : Gohar est prêt à mourir quand et comme on voudra. Mais il ne fait pas l'effort de se présenter devant la police. Quand Nour el Dine viendra à lui, il avouera. Mais l'officier de police refuse de l'arrêter, démissionne et (par admiration pour cet homme qui de professeur est volontairement devenu clochard) se fait lui-même mendiant. Un mendiant de plus... « Mendiant, c'était facile; mais orgueilleux ? demande l'auteur. Où trouverait-il de l'orgueil ? »

Un jury littéraire s'honorerait en choisissant le mois prochain le roman d'Albert Cossery.

Jacques Lanzmann : *Le Rat d'Amérique* (Julliard).

Un Français part pour l'Amérique du Sud (Asuncion du Paraguay), où il doit retrouver des cousins juifs. Vue de Marseille, l'Amérique lui paraît un pays de cocagne : l'immigrant est jeune, solide, confiant — et peintre par-dessus le marché. En peintre, il rêve d'Indiens superbes, de fraternels chercheurs d'or, d'immenses chapeaux de paille. Asuncion se trouve ressembler plus à l'Europe qu'à l'Amérique, étant bien entendu que, de l'Europe, les Paraguayens ont retenu le pire : la respectabilité, l'amour de l'argent et le goût des assurances. En tête de son livre, Lanzmann écrit : « Je devins un homme dangereux à partir du moment où je

ne sus que répondre lorsqu'on me demanda ce que j'étais venu faire sur ce continent; mes compatriotes avaient horreur des aventuriers non spécialisés. » Peu importe la spécialisation. Le bridge, par exemple, ou la canasta, en sont une excellente. Comme le narrateur ignore l'une et l'autre, son cas est désespéré : il se fait tôt expulser de chez ses vénérables cousins (*vénérables* au point de dissimuler leur origine sémitique en se faisant passer pour Turcs).

Notre héros essaie alors de gagner son pain par le travail de ses muscles : pour cent cinquante francs par jour, il devient manœuvre chez les peones. Il a faim. Il est l'objet d'invites incessantes de la part de réfugiés anciens S. S. Des Belges de la légion Degrelle l'attirent à eux. Comment faire : il est un ancien maquisard... La fuite est encore la plus aisée solution. Il passe donc en Argentine. Puis au Chili, où il tombe malade. Il n'a plus qu'une idée : guérir et rentrer en France. Pour économiser sou à sou le prix du voyage, il s'embauche dans une mine de cuivre, à cinq mille mètres en pleine Cordillère des Andes. Vie atroce, hallucinante, dont le réalisme, magistralement décrit, rappelle les peintures de Jack London. Quand un mineur est mort, par exemple, on remonte à travers les galeries sa dépouille qui, peu à peu, par le fait de la température des Andes, devient glaçon. On met le cadavre dans un four spécial, afin de l'y dégeler et de lui modeler un maintien funèbre. Puis, le froid recommence son œuvre, car on va « conserver » le mort jusqu'à ce qu'un nombre suffisant de ses camarades justifie un transport aux frais de la direction. Celle-ci paie également un enterrement de troisième classe avec une pancarte, qu'on plante sur le corbillard, et où l'on peut lire : « Passants, priez pour l'âme des mineurs. »

Un matin, après avoir failli y laisser vingt fois sa peau, le narrateur compte dans la mine ses économies : cent dollars en pesos, de quoi revenir en Europe. Trois mois de traversée sur un méchant bateau. Lanzmann écrit : « Un dollar par jour qu'on va donner à un navire pour oublier un continent. » Il ajoute : « Oublier maintenant et se souvenir plus tard. » C'est ce souvenir qui nous vaut un excellent roman, dru, poétique, sincère, passionné et passionnant.

MAURICE CHAVARDÈS.

THÉATRE

Septembre 1955... La Comédie-Française présente Corneille. Les principes de ces représentations sont justes : le style Louis XIII n'est pas le style Louis XIV, la tragédie héroïque de Corneille est plus proche de l'art baroque que ne le serait la tragédie psychologique de Racine, une somptuosité un peu voyante et même un certain pittoresque dans le décor, les costumes, la figuration ne trahissent pas l'esprit du théâtre cornélien. Si les principes sont les mêmes, l'exécution est fort différente pour *Le Cid* et *La Mort de Pompée. Le Cid* est mis en scène par M. Yonnel, le doyen de la Maison; les nouveaux décors et costumes de M. Georges Wakhevitch, sans luxe inutile, traduisent pour les yeux ce sentiment de grandeur qui fait du *Cid* un chef-d'œuvre de jeune auteur. Ceci dit, cette importante reprise est d'un style tout à fait traditionnel : un tel jeu n'est certes pas sans mérites, ne serait-ce que celui d'éviter les extravagances; un tel spectacle est parfaitement « valable », comme on dit aujourd'hui. Les esprits curieux préféreraient des gestes, des intonations, une mimique moins prévus, mais l'exemple de *La Mort de Pompée* rend leur curiosité moins ardente. Le metteur en scène est M. Jean Marchat, de la nouvelle équipe; certes, la tâche était difficile; la pièce transpose des morceaux de *La Pharsale,* elle oscille entre le théâtre et le poème épique, cent ou deux cents vers, nous dit l'auteur, sont traduits de Lucain, ce qui n'améliore pas les tirades; mais pourquoi la transformer en opéra ? La part de la musique est discrète : mais cette scène encombrée, ces escaliers inutiles, ce duo d'amour devant cinq légionnaires au garde-à-vous, ces personnages empanachés... Bien sûr, les couleurs sont bien choisies, comédiens et comédiennes respectent les intentions d'un metteur en scène attentif aux nuances, mais l'ensemble laisse l'impression d'un tableau écrasé par un cadre trop doré.

Quelques mois après Varenne, Axel de Fersen arrive aux Tuileries avec un plan de sauvetage plus conforme aux capa

cités de Louis XVI : les souverains d'Europe adresseront une espèce d'*ultimatum* à la France révolutionnaire; l'Assemblée redoute la guerre, le roi interviendra comme médiateur; sauveur de la paix, sa popularité lui rendra l'autorité; la famille royale sera « intouchable »... Marie-Antoinette accorde aussitôt sa récompense au beau Fersen, mais Louis XVI refuse le jeu. Pour quelle raisons? Ce gros homme silencieux est un méditatif; il croit que sa mission est de payer pour ses pères et pour lui-même; en fait, sa vie manquée, au point de vue conjugal comme au point de vue politique, lui inspire l'obscur désir d'une mort réussie; il se choisit complice de ceux qui travaillent à sa perte, il se veut condamné à mort ou, plus exactement, condamné à être condamné à mort. Mais à quoi bon s'arrêter ici aux nuances d'une délicate analyse? Pourquoi tarder à dire qu'acteurs et spectateurs restent presque constamment en dehors de la pièce? Les premiers sont chargés d'expliquer des personnages et les seconds regardent les costumes, le décor. Reprendre *La Femme sans homme* à la Comédie-Française était superflu, monter *Le bal des adieux* au Théâtre Montparnasse l'est bien davantage.

Si cette pièce est terne même dans ses meilleures scènes, *Gaspard Diaz* excite la curiosité même dans les scènes les moins inspirées, exception faite pour la dernière; la prudence conseille, au théâtre sinon à l'opéra, la mort des héros sans paroles. Le thème rappelle celui de *Sur la terre comme au ciel,* et de *Port-Royal,* mais il est présenté et surtout il se développe d'une façon bien différente : nous sommes à l'époque du XVIIIe siècle la plus défavorable à la Compagnie; après l'expulsion des Jésuites, une Sainte Ligue mène la lutte au Portugal contre Pombal; les « politiques » du mouvement s'estiment, comme tels, absolument libres, même vis-à-vis du Saint-Siège, même contre le Saint-Siège si le pape leur paraît faire trop de concessions aux puissants du jour; ils professent que, pour la défense de leur cause, la fin justifie tous les moyens, le crime et le mensonge compris. Gaspard Diaz est l'homme de cette politique; il portera faux témoignage pour perdre son chef et ami, trop soumis aux directives de Rome; c'est bien le problème : obéissance ou vérité.

On a dit fort justement : la pièce commence à la manière de Montherlant et continue dans un mélodrame romantique. C'est exact; il y a bien une jeune fille vendue par sa mère et rachetée par l'amour, avec coup de poignard dans le cœur du vieillard libidineux qui est aussi le chef de la police de Pombal... Mais, et c'est là que le drame sauve le mélo, Gaspard Diaz (composition remarquable de M. Chomette) découvre que tout amour authentique exclut le mensonge, serait-ce celui d'une courtisane habituée à jouer la comédie : alors, comment l'amour de Dieu pourrait-il supporter le mensonge au service de Dieu ?

La pièce, tirée d'une nouvelle de Vercors, est jouée au Théâtre Hébertot, mise en scène par M. Claude Régy avec un sens très juste de son rythme et de son éclairage; il faut ajouter au moins un mot sur la beauté des « tableaux » qui sont mis sous nos yeux, sur l'effet saisissant de leur austère simplicité. On retiendra le nom de l'auteur, Mme Dominique Vincent, trop « homme de théâtre » pour ne pas se livrer à une auto-critique plus profonde que les trop évidentes critiques d'un compte rendu hâtif.

La vérité est aussi l'âme de ce *Procès de famille* si parfaitement mis en scène par M. José Quaglio au Théâtre de l'Œuvre. On ne saurait parler de « bonne pièce », le dernier quart, au moins, n'étant pas précisément « bon », mais pièce attachante, « prenante », émouvante, même en faisant large part aux qualités des comédiens et à la présence d'une grande actrice, Mme Lila Kedrova.

Il est curieux de constater combien la place de l'enfant si grande dans la vie, est si petite au théâtre. Ici, l'enfant est au centre : il est, sans le savoir, par sa seule existence le meneur de jeu; les drames surgissent des sentiments que sa présence ou son absence éveille : la mère qui l'a abandonné, le père qui ne l'a jamais vu, la femme qui l'a élevé et qui est devenue une mère, l'homme qu'il appelle son père et qui n'a pu acquérir l'âme de son rôle, le mari de la vraie mère qui le voudrait pour fils, la femme du vrai père dont l'égoïsme refusait les charges de la maternité et qui sent naître en elle quelque chose de bouleversant... chaque personnage est comme transfiguré par le simple fait qu'un enfant est là.

Un enfant hier abandonné, sans famille, et aujourd'hui pourvu de trois familles... c'est beaucoup trop et il en meurt. Mais l'auteur, M. Diego Fabbri, a très profondément fait dépendre les péripéties du drame du mensonge vital qui, selon une vieille formule, préserve chaque âme de sa conscience. On a volontiers évoqué *Chacun sa vérité*, c'est plutôt « chacun son mensonge » qu'il faudrait dire ici. Et justement la présence de l'enfant va condamner chacun à trouver sa vérité.

Très beau sujet traité dans une œuvre qui est profondément humaine d'un bout à l'autre, mais dont la qualité dramatique faiblit pendant toute la seconde moitié de la seconde partie; cette purification ou plutôt cette épuration des âmes, l'auteur a voulu l'expliquer, chaque personnage se fait le psychanalyste de soi-même, tout ce qui aurait dû être suggéré est dit, redit, mais peut-être y a-t-il alors dans le texte italien quelque chose d'intraduisible.

Bon début de saison, en somme, et nous n'avons encore rien dit du *Prince d'Égypte* de Christopher Fry et de *l'Orestie.*

HENRI GOUHIER.

CINÉMA

Les grandes manœuvres, de René Clair

Jean Renoir et René Clair, les deux plus grands auteurs du cinéma français, ceux certainement qui connaissent la plus grande notoriété internationale, ont réalisé chacun un film au cours de cette année. L'un et l'autre produisent depuis le temps du muet, fait rare dans un métier où la longévité artistique est exceptionnelle. Est-ce un hasard? Leurs deux films *French Cancan* et *Grandes manœuvres* se situent à la « belle époque »; ils pourraient recevoir pour sous-titre l'un « scènes de la vie parisienne » et l'autre « scè-

nes de la vie de province ». Renoir comme Clair semblent avoir été tentés l'un et l'autre par le chatoiement désuet des costumes 1900 pour réaliser deux divertissements en couleurs qui sont l'un et l'autre des œuvres d'évasion. Ces deux films sont sans doute les deux atouts-maîtres du cinéma français de cette année; *French Cancan* devait sortir au moment du Festival de Cannes et *Les grandes manœuvres* au moment du Festival de Venise. Par une curieuse rencontre nos deux auteurs ont prétendu l'un et l'autre que les copies n'étaient pas prêtes à temps pour refuser de figurer dans des compétitions où nous avons fait assez piètre figure en face de concurrents qui envoyaient le meilleur de leur production. Sans doute Renoir et Clair n'ont rien à gagner dans de pareilles compétitions — un prix n'ajoute rien à leur gloire — mais ils ont tout à y perdre, car ils jugeraient déshonorant de recevoir une autre récompense que le Grand Prix.

Dans le cas de René Clair, se joignait sans doute à ce genre de coquetterie le désir de présenter son film en grande première mondiale au cours de la *Semaine du cinéma français* qui vient de se dérouler à Moscou. Quelle que soit l'admiration qu'on puisse vouer aux grands noms on ne peut que regretter cette double absence.

Le parallèle entre Renoir et Clair se borne évidemment à ces rencontres fortuites dans le choix d'une époque et d'un cadre désuet. Il est difficile d'imaginer deux tempéraments, deux méthodes de travail et deux styles aussi opposés. Renoir est la sensualité même, Clair est un dialecticien de la comédie. Renoir travaille comme un peintre, en pleine pâte et se laisse inspirer par sa matière même jusqu'au dernier jour du tournage, Clair écrit ses films avec une telle minutie que les moindres détails de chaque scène sont prévus sur le découpage. Le style cinématographique de Renoir enfin reste aujourd'hui comme voilà quinze ans, au temps de *La règle du jeu,* un style d'avant-garde qui évolue sans cesse. Celui de René Clair semble définitivement fixé; depuis *Un chapeau de paille d'Italie* (1928) et *Le million* (1931) on retrouve dans ses meilleures œuvres la même grâce légère et ironique, le même goût d'une mise en scène qui évoque sans cesse le ballet, la même précision dans le montage rigoureux du mécanisme de la comédie.

Les grandes manœuvres est sans doute la plus parfaite illustration de ce style de René Clair qui est à lui seul toute une école du cinéma français et du cinéma tout court. Il semble qu'avec Gérard Philipe (qui interprétait déjà ses deux derniers films : *La beauté du diable* et *Les belles de nuit*) René Clair ait trouvé un interprète exactement conforme à ses désirs. Jeune lieutenant de cavalerie dans une garnison de province avant la gerre de 1914, Gérard Philipe est ici à la fois un Don Juan consommé et un adolescent léger et sentimental. Chaque acteur a son mythe et ce Don Juan évoque celui de *Monsieur Ripois,* comme cet adolescent, celui du *Diable au corps.* Mais bien sûr, un personnage de René Clair ne donnera ni dans le cynisme grisant du film de Clément, ni dans le pathétique de celui d'Autant-Lara. Le lieutenant de Lavergne reste un personnage de comédie. Il a fait un pari : séduire, avant le départ en grandes manœuvres, c'est-à-dire avant un mois, la femme que le sort lui désignerait. Tous les films de René Clair sont construits sur des postulats aussi fantaisistes. Il s'agit de postulats car le film se déroule ensuite comme la démonstration d'un théorème : la réalité n'est pas ici donnée au départ, l'auteur la révèle en cours de route; la vérité de ses personnages apparaît à la fin de sa démonstration. Ces personnages sont d'abord des marionnettes et l'on découvre à la fin du film qu'ils sont aussi des hommes. C'est une démarche inverse de celle de tant de mauvais films.

Réduit à son schéma le déroulement du film n'apporte pas de surprises. Le lieutenant de Lavergne fait la cour comme il sait le faire à une jolie modiste divorcée que la société de la ville tient à l'écart. Elle a toutes les raisons de ne pas se laisser prendre à son jeu et on lui fournit toutes les preuves de l'insincérité du lieutenant; le charme du bel officier la séduit pourtant contre son gré. Quand la raison dicte enfin à la jolie Mme Rivière de renoncer au lieutenant, c'est lui qui est pris et qui l'aime. Mais les grandes manœuvres vont commencer et le régiment s'en va.

Sur ce thème très simple René Clair brode avec bonheur. Le mouvement dansant qui entraîne les personnages ne se ralentit jamais. La mise en scène fourmille de trouvailles et les effets soigneusement calculés réussissent l'un après l'autre à faire rire ou sourire au gré de l'auteur. Le ton du

film est donné par la couleur; elle a rarement été aussi bien employée. La plupart des films en couleurs vus ces dernières années semblent des films noirs et blancs bariolés après coup au pochoir. Dans *Les grandes manœuvres* les contrastes colorés sont soigneusement concertés : les taches de couleurs de l'uniforme (tunique noire, pantalon rouge) y dialoguent sans cesse avec celles des robes très féminines aux tons pastel; les décors dûs à Léon Barsacq sont merveilleux : soie puce et satin beige, demi-teintes et jeux d'ombre y reconstituent une atmosphère d'époque, feutrée, cossue et un peu renfermée. Rarement vit-on film aussi soigné dans ses moindres détails, où rien vraiment n'est laissé au hasard, où le montage même des plans, très classique et sans surprise, est fait avec une aussi extrême précision.

On peut apprécier cet « ouvrage bien fait » comme on peut ne pas aimer la perfection horlogère du style de René Clair. Mais il est un point sur lequel se fait l'unanimité : les acteurs qu'il emploie sont admirablement dirigés. Mme Rivière est interprétée par Michèle Morgan. On a rarement vu cette actrice sous un jour meilleur : son jeu parfois un peu vide devient ici la finesse et la transparence même. La distribution est étincelante avec Yves Robert dans le rôle d'un autre jeune officier, Simone Valère toute finesse et Brigitte Bardot toute charmante, Jean Desailly dans le rôle du provincial guindé, mais amoureux et Jacques Fabbri dans celui de l'ordonnance. Comme on le voit ce sont des gens de théâtre auxquels a surtout fait appel René Clair. Si le cinéma n'existait pas il écrirait certainement pour la scène. Non que ses films soient du théâtre filmé (comme ceux de Sacha Guitry), mais il est metteur en scène avant d'être réalisateur; sa technique cinématographique est une méthode d'analyse et de mise en valeur des « jeux de scène ». La technique de Renoir, par exemple est inverse : la camera, plus souple, « regarde » une scène qui a son mouvement propre et son unité indépendamment de la mise en image. Que l'on compare le torrent de couleurs qui fait participer le spectateur au ballet final de *French Cancan* et les notations toutes spirituelles, mais toutes analytiques par lesquelles René Clair montre le bal de sous-préfecture dans *Les grandes manœuvres.*

Ces personnages de fantaisie aux allures légères ne sont-ils que des marionnettes ? Un peu plus peut-être. Comme dans *Le silence est d'or,* s'ébauche ici le thème du regret de la jeunesse qui est un thème poétique éternel : l'opposition entre l'expérience de Mme Rivière et le charme adolescent du jeune lieutenant dépasse le marivaudage. La société qui les entoure, celle de 1913, marque la fin d'un monde; même traités sur le mode plaisant, ces conventions bourgeoises de sous-préfecture ont une vérité parfois cruelle. L'accueil fait au film à Moscou a, paraît-il, été triomphal. On imagine qu'en effet le public moscovite d'aujourd'hui a dû retrouver dans le film de René Clair l'idée qu'il peut se faire de la France et qu'accréditent à la fois la littérature de l'époque et les souvenirs du temps des tzars; le mythe des Français légers à la vie facile, si répandu de par le monde, rejoint ici l'image que la critique marxiste a propagée d'une société décadente et mesquine. Faut-il défendre la vie de nos pères (à supposer qu'ils fussent officiers de cavalerie dans une petite garnison) et regretter qu'une simple comédie dépasse un peu le seul divertissement ?

JEAN-LOUIS TALLENAY.

P.-S. — Je ne peux manquer de signaler un fait assez exceptionnel : la sortie, à Paris, dans une salle d'exclusivité (le cinéma des Agriculteurs, rue d'Athènes), du film de Georges Rouquier, *Les miracles de Lourdes* dont j'ai déjà parlé. Les films-documents sont généralement traités en parent pauvre du cinéma. C'est la première fois peut-être qu'un programme commercial est composé sur un sujet comme celui-là. Programme marial puisque avec ce film on pourra voir *Le livre d'heures du Moyen-Age,* de Daniel Rops, récit de la vie de la Vierge vue à travers les miniatures médiévales (ces miniatures reproduites en technicolor sont d'une éclatante beauté). Quant au film de Georges Rouquier, est-il besoin de rappeler que c'est un étonnant constat sur le « fait de Lourdes » ? Il est constitué par des témoignages directs de miraculés et par un compte rendu minutieux d'une journée de pèlerinage, envisagée du point de vue d'un malade. L'art du cinéaste et la présence de la Foi se rejoignent ici dans une vision d'une extraordinaire précision.

Document

AGRICULTURE ET PAYSANNERIE EN RUSSIE SOVIÉTIQUE

I. Les cadres de l'agriculture soviétique

La forme dominante — mais en principe provisoire — de l'organisation collective à la campagne est constituée par l'entreprise coopérative kolkhozienne (le mot *kolkhoze* est un composé de *kollectivnoe hozjaistvo* : économie collective). Le statut-type de l'artel agricole fut adopté par un congrès de kolkhoziens de choc[1]. Le Comité central du parti et le Conseil des commissaires du peuple le ratifièrent le 17 février 1935. Tous les lots qui étaient exploités auparavant par les paysans individuels sont mis en commun. Le kolkhoze a la jouissance perpétuelle de la terre qui, cependant, appartient à l'Etat. Toutefois, chaque foyer kolkhozien garde une petite parcelle de terrain, située dans le voisinage de sa maison (cette parcelle varie de 0,4 à 1 hectare). Sur cette parcelle, le foyer peut élever une petite quantité de bétail ou de volaille. Il n'avait pas le droit de posséder un cheval, mais à la suite des

1. La grande majorité des kolkhozes sont établis sur la base d l'artel, ou communauté des biens de production.

pertes de la guerre, cette interdiction fut levée. Tous les produits recueillis sur le territoire du kolkhoze appartiennent à la propriété kolkhozienne. Les articles 5 à 10 de la Constitution promulguée en décembre 1936 consacrent cette législation.

Peuvent adhérer à l'artel tous les travailleurs, hommes ou femmes, qui ont atteint l'âge de seize ans et qui versent une cotisation dont le montant varie avec l'importance du domaine. Une réunion générale des membres du kolkhoze examine la liste des candidats. L'expulsion, elle, est prononcée par une « assemblée générale comportant deux tiers de la totalité des membres de l'artel ».

C'est, dans l'intervalle des assemblées générales, un comité élu qui dirige les affaires de l'artel. Le président est désigné par l'assemblée générale. Mais cette organisation est plus démocratique sur le papier que dans la réalité. En mars 1955, M. Khrouchtchev, premier secrétaire du Parti, déclarait à Voronèje : « *Le Comité Central du Parti et le Conseil des ministres de l'U.R.S.S. ont décidé de choisir et de recommander pour le poste de président de kolkhoze et avant tout pour les kolkhozes retardataires quelques dizaines de milliers de travailleurs particulièrement expérimentés, pris au sein des organisations du Parti des Soviets, des instituts de recherches scientifiques et d'autres entreprises. On peut être sûr que cette mesure sera chaleureusement accueillie dans notre peuple.* » Cette épuration — et ces nominations pratiquement imposées — ont intéressé le tiers des entreprises coopératives agricoles.

Les kolkhozes divisent en plusieurs parts leurs productions. Une première fraction sert à payer les impôts. Une autre est consacrée aux livraisons obligatoires (et aux livraisons facultatives) à l'Etat. Puis les kolkhozes versent à la Station de Machines et Tracteurs la quantité de produits fixée par contrat, en échange des travaux fournis par cette Station. Il leur faut encore

payer les frais administratifs, rembourser les prêts, alimenter les institutions culturelles et sociales. Le restant est partagé entre les kolkhoziens sur la base de la « journée de travail » de chacun d'entre eux.

La « journée de travail » (*troudodien*) est une unité de compte qui ne correspond pas à une journée matérielle de travail. Elle sert d'échelle à un barême établi en fonction du caractère propre à chacune des tâches. Au début du régime, les travailleurs paysans étaient payés selon les besoins de leur famille. Ce principe — qui était déjà celui du communisme — « à chacun selon ses besoins », fut vite abandonné... On lui substitua le salaire au temps, quelles que soient la quantité et la qualité de travail obtenu[2]. La formule ne répondait pas aux objectifs fixés. C'est alors que fut instituée, comme unité, la « journée de travail ». Certains travaux faciles — par exemple la garde des troupeaux pendant toute une journée, comptent pour moins d'une « journée de travail ». Mais certains kolkhoziens qui effectuent des travaux pénibles peuvent gagner plusieurs « journées de travail » en un seul jour. Les kolkhoziens doivent s'acquitter vis-à-vis de la communauté d'un certain nombre de tâches fixées par le règlement intérieur et peuvent cultiver leurs parcelles individuelles le reste du temps. Mais il faut croire que les kolkhoziens avaient tendance à se désintéresser du travail à l'artel, puisque le 27 avril 1939 fut pris un décret qui rendait le travail obligatoire sur la base de 60-80 ou 100 « journées de travail » par an et par travailleur valide. Il faut ajouter que les kolkhozes ne s'occupent pas des seuls travaux agricoles. Ce sont eux qui doivent construire leurs maisons d'habitation et bâtiments d'usage collectif. Ils reçoivent, pour ce faire, du matériel et une aide financière de l'Etat. En Ukraine, après la guerre, 15 % des

2. L'évolution est décrite dans le livre de N. Nagarteez, *Kolkozniji Troudoden*, Moscou, 1951.

heures de travail dans chaque kolkhoze étaient consacrées à la construction. Des kolkhoziens sont spécialisés dans cette tâche.

L'organisation du travail à l'intérieur de l'entreprise a été l'objet de vives discussions au Politburo, discussions qui ont été rendues publiques en 1950. Les kolkhoziens peuvent être groupés en équipes (*znania*), composés d'une dizaine de membres chacune et chargées d'une tâche déterminée. Ils peuvent être aussi divisés en brigades beaucoup plus vastes (environ 70 kolkhoziens). Le système par équipe avait l'avantage de mieux intéresser les paysans à leur travail et, par le fait, d'augmenter les rendements. C'est la raison pour laquelle Andreev, alors membre du Politburo et chargé des questions agraires s'en fit le défenseur. Mais ses adversaires, au nombre desquels Khrouchtchev, remarquèrent que le développement des équipes allait à l'encontre du programme du Parti, que les kolkhoziens s'attachaient trop à la parcelle qui leur était confiée, qu'ils prenaient leur indépendance par rapport au reste du kolkhoze, et qu'ils s'écartaient ainsi de la mentalité socialiste. Khrouchtchev fit prévaloir son point de vue, et en février 1950, Andreev dut publier son autocritique et renoncer à ses fonctions.

Le même Khrouchtchev était, à ce moment, le champion d'une autre réforme à la campagne : le regroupement des kolkhozes. Les 15 millions de foyers paysans étaient, en 1950, distribués dans 254.000 kolkhozes, qui disposaient en moyenne de 598 hectares chacun. En mars 1950, Khrouchtchev exposa les avantages économiques des kolkhozes agrandis. La mécanisation en serait accrue, elle s'effectuerait d'ailleurs à meilleur compte. Les frais administratifs seraient réduits et les dirigeants de kolkhozes seraient mieux sélectionnés, cependant que les entreprises devenues plus importantes pourraient engager des spécialistes. Tels étaient les principaux avantages économiques attendus de l'opéra-

tion. Khrouchtchev en escomptait des avantages politiques : il s'agissait d'étendre l'influence du Parti en créant des cellules dans tous les kolkhozes et de diminuer les différences entre le travail des villes et celui des campagnes. Il revenait aux organismes locaux du Parti et aux Soviets locaux d'exposer aux kolkhoziens les avantages du système et d'exposer les plans de regroupement. Comment les kolkhoziens intéressés furent-ils persuadés ? En tout cas, le plan fut mené à vive allure. Les 254.000 kolkhozes n'étaient plus que 123.000 en 1951 et 94.000 en 1953.

Khrouchtchev voulut aller plus loin encore en procédant au regroupement non plus des entreprises, mais des villages d'habitation. Les paysans auraient été invités à quitter leur maison pour s'installer dans des appartements de trois et quatre pièces. Ainsi les paysans disposeraient des mêmes avantages de confort que les citadins. Eux-mêmes que seraient-ils sinon des citadins travaillant la terre ? Le projet se heurtait à un premier obstacle d'ordre matériel. L'U.R.S.S. manquait de logements : était-ce le moment de nourrir un projet aussi ambitieux qui portait, estimait-on à l'époque, sur environ un tiers de toutes les habitations rurales ? Au reste, les kolkhoziens sont très attachés à leur parcelle individuelle, située dans le voisinage de leur maison. Khrouchtchev reportait ces parcelles individuelles hors de la ville, à un endroit où elles seraient regroupées. Il voulait de plus diminuer de 10 à 15 ares la superficie de chaque parcelle. L'ensemble de ce projet est connu sous le nom d'agrovilles (*agrogorod*), terme que Khrouchtchev ne prit d'ailleurs pas à son compte. La discussion fut vive. La *Pravda* publia en particulier les critiques très virulentes du secrétaire du parti communiste arménien Aroutumov. Le ministre de l'agriculture — à l'époque Benediktov — s'exprima dans le même sens. Finalement Staline trancha contre le projet sans d'ailleurs que la position personnelle de

Khrouchtchev, à la différence de celle d'Andreev, en fût diminuée. Au XIXe Congrès du Parti communiste, en septembre 1951, Malenkov prononça en ces termes l'oraison funèbre des agrovilles : « *Certains camarades... proposaient d'exécuter à cadences forcées le transfert massif des villages dans les grands bourgs kolkhoziens, de démolir tous les anciens bâtiments et les maisons de kolkhozes et de créer sur de nouveaux emplacements de grands « bourgs kolkhoziens », des « villes kolkhoziennes », des « agrovilles »... l'erreur de ces camarades consiste en ce qu'ils ont oublié les tâches principales, les tâches de production des kolkhozes et ont mis au premier plan des tâches qui étaient subordonnées aux premières, les tâches de consommation intérieure, d'aménagement des kolkhozes... Le Parti a pris à temps des mesures pour surmonter ces tendances erronées dans le domaine de l'édification kolkhozienne.* »

Théoriquement la direction de chaque kolkhoze jouit d'une grande autonomie. En fait, elle est constamment contrôlée par toute une série d'organismes. Tout d'abord, par les cellules de base du Parti. Le spectateur qui a vu le film soviétique *La Moisson* s'est rendu compte de quelle manière la cellule du Parti intervenait constamment dans la direction des kolkhozes. Donnent également des directives : les Soviets locaux et les Soviets de districts, puis les subdivisions de districts du Ministère de l'Agriculture et des kolkhozes. (Le 13 septembre 1946, il a été créé près du gouvernement un Conseil pour les affaires des kolkhozes.) Enfin les Stations de Machines et Tracteurs (M.T.S.) jouent un rôle essentiel dans la direction du travail à la campagne.

C'est, semble-t-il, un ingénieur de la région de Kherson, Markevitch qui, le premier, eut l'idée de mettre systématiquement machines et personnel qualifié à la disposition des fermes collectives de la région. C'était

l'époque où le régime inaugurait une campagne pour la mécanisation totale du travail agricole. Markevich fit un rapport sur son expérience. En tout cas, les M.T.S. devinrent selon l'expression quasi officielle, « le principal point d'appui stratégique du Parti et de l'État à la campagne ». Lorsqu'elles concluent un contrat avec les kolkhozes pour les travaux à entreprendre, les M.T.S. ne traitent pas de fournisseur à client. Elles doivent d'abord conseiller les kolkhozes et au besoin corriger leurs projets. C'est ainsi que l'Etat, par ses Stations de Machines et Tracteurs intervient très directement dans la production des entreprises coopératives kolkhoziennes. Quant au Parti, il attend autre chose encore des M.T.S. La proportion de communistes dans les kolkhozes est relativement faible (en 1939 il y avait à peine un communiste pour deux kolkhozes). Cette proportion est, au contraire, importante parmi les salariés des M.T.S. C'est d'abord par eux qu'est assurée la présence du Parti dans les campagnes. En septembre 1953, il y avait 8.950 Stations de Machines et Tracteurs en U.R.S.S. Elles effectuaient avec leurs machines 90 % des labours. Mais le Parti s'est à diverses reprises plaint de l'insuffisance des cadres et du matériel dans les M.T.S.

Les *sovkhozes* (mot composé de *Sovietskoe hozjiaistvo :* économie soviétique), à la différence des kolkhozes — propriété coopérative — appartiennent à l'Etat. La création des premiers sovkhozes en Russie et en Ukraine a été décidée en avril 1923. Ils devaient occuper des terres disponibles. Leurs travailleurs sont purement et simplement des salariés, dont le statut est comparable à celui des ouvriers industriels. Au départ, le sovkhoze n'était qu'une immense entreprise spécialisée dans la production de telle ou telle culture. Il devait fournir les approvisionnements dont l'Etat avait besoin. Peu à peu les sovkhozes ont étendu leurs compétences. Si le communisme était réalisé en U.R.S.S. toutes les fermes seraient du type sovkhoze. C'est le sens d'une partie du

dernier écrit de Staline sur les *Problèmes économiques du Socialisme en U.R.S.S.* qui tient pour une faiblesse inéluctable mais provisoire la juxtaposition de deux régimes de propriété : la propriété d'un groupe (le kolkhoze) et la propriété du peuple tout entier (le sovkhoze).

Il y avait 4.700 sovkhozes en septembre 1953. Dans l'ensemble de l'U.R.S.S. les sovkhozes exploitent 10 % des terres cultivées. Leur part est plus importante dans les terres nouvelles défrichées à partir de 1953, puisque 25 % environ de ces terres leur sont attribuées.

II. La crise de l'agriculture soviétique

La crise permanente de l'agriculture donne aux dirigeants soviétiques le plus lancinant de leurs soucis. En l'espace d'un an, à peu près un sur deux des éditoriaux des journaux est consacré à la dénonciation des insuffisances en matière agricole. De septembre 1953 à janvier 1955, le premier secrétaire du Parti, Khrouchtchev, a lu trois longs rapports (chacun tient cinq à six pages de journal) sur la crise agricole, devant le Comité Central du Parti[3] et multiplié les interventions devant les conférences régionales. Un autre Comité Central — le 24 juin 1954 — avait été lui aussi consacré à la crise agricole. On se souvient également que Malenkov a donné pour motif à sa démission son inaptitude à résoudre la crise agricole.

C'est la crise de l'élevage qui est la plus sérieuse. On

3. 3 septembre 1953 : « Mesures sur le développement futur de l'Agriculture » (*Pravda* du 13 septembre 1953). — 23 février : « Sur l'amélioration future de la production de grains dans le pays et sur le défrichement des terres vierges » (*Pravda* du 21 mars 1954). — 25 janvier : « Sur l'amélioration de la production des produits de l'élevage » (*Pravda* du 3 février 1955).

sait que la collectivisation forcée a entraîné une réduction massive du cheptel. A partir de 1933, la situation commençait à s'améliorer. Vint la guerre qui provoqua d'autres pertes. Les autorités soviétiques ont affirmé que les nazis avaient enlevé à l'U.R.S.S. 7 millions de chevaux, 17 millions de bêtes à cornes, 20 millions de porcs, 27 millions d'ovins. Pour remédier à la situation le gouvernement promulgua en 1949 un plan triennal pour le développement de l'élevage. Il s'agissait en bref de nourrir de 30 à 40 millions de bêtes supplémentaires et d'augmenter de 50 % en 1951 par rapport à 1949 la production de viande, graisse, beurre, lait, œufs, cuir. Il faut attendre 1953 pour avoir des précisions. A ce moment Khrouchtchev fournit des chiffres d'où il ressort qu'en certains secteurs le cheptel n'a pas encore, à cette date, rattrapé le niveau d'avant la Révolution, alors que de 1917 à 1953, la population a augmenté de 70 millions d'habitants. Voici un tableau qui cite des chiffres (en milliers de têtes) pris au 1er janvier :

	Bovins	*Dont vaches*	*Porcins*	*Chèvres et moutons*	*Chevaux*	
1916	58,4	22,8	23	96,3	38,2	*En milliers de têtes*
1928	66,8	33,2	27,7	114,6	36,1	
1953	56,6	24,3	28,5	109,9	15,3	

De plus, ces résultats pour 1953 étaient inférieurs aux prévisions du plan établies pour 1951. A cette même session du Comité central des mesures furent décidées, qui devaient redresser la situation. A cette intention on cherchait à développer l'initiative et l'intérêt personnel des kolkhoziens, en leur permettant d'accroître leur propre cheptel et en diminuant la charge fiscale qui pèse sur eux.

Seize mois plus tard, le même Khrouchtchev fit le point de la situation. Le redressement n'est pas intervenu aussi vite qu'il l'espérait. L'Etat a reçu 15 % de viande et 15 % de lait en moins qu'il n'était prévu. Par

ailleurs, les prévisions du plan, en ce qui concerne le cheptel, n'étaient pas remplies comme il apparaît à la lecture des chiffres fournis par le Gosplan[4].

	Bovins	*Dont vaches*	*Porcins*	*Chèvres et moutons*	
Plan pour le 1er octobre 1954	65,9	29,2	34,2	144,4	*en milliers*
Réalisation	64,9	27,7	51	177,5	*de têtes*

Il est impossible de comparer ces chiffres avec ceux des années antérieures. C'est là une des difficultés de la statistique soviétique : les chiffres ne portent pas sur la même période de l'année. Jusqu'en 1953, ils sont établis au 1er janvier. A partir de 1953 ils sont établis au 1er octobre. Or le 1er janvier est une « période creuse » parce que faute de fourrage les paysans abattent une partie appréciable de leur bétail au cours de l'hiver[5].

En principe, il n'y a pas en U.R.S.S. de problème du blé. Si du moins on en croit Malenkov. Celui-ci, alors président du gouvernement, déclarait le 8 août 1954 devant le Soviet suprême de L'U.R.S.S. : « *Notre pays est assuré en blé. Cette année les approvisionnements en blé et autres produits agricoles se poursuivent avec succès et de façon bien organisée.* » Mais peu après Khrouchtchev conteste cette affirmation. Il dit dans son rapport du 25 janvier 1955 : « *On peut se demander pourquoi nous estimions, il y a quelques années, avoir suffisamment de céréales, tandis que maintenant se pose avec tant d'urgence la question d'élever la production de grains.* » Et le Premier Secrétaire du Parti énumère six raisons. Les exigences de la population s'accroissant sans cesse. D'ailleurs, la population so-

4. Sauf en ce qui concerne les porcins. Mais il y a dans cette question un mystère qui n'a pas été éclairci.

5. Lire à ce propos H. Chambre, *Politique économique soviétique*, dans *Revue de l'Action Populaire*, avril 1954, n° 87.

viétique augmente de 3 millions par an. C'est surtout la population urbaine qui s'accroît. L'Etat a besoin d'énormes réserves de céréales qu'il doit compléter chaque année. Il faut des céréales pour le commerce extérieur. Enfin et surtout, « *nous avons besoin d'augmenter la production de fourrages pour les nécessités de l'élevage* ».

En définitive, cette insuffisance de la base fourragère paraît bien être l'une des faiblesses les plus graves de l'agriculture soviétique. Le Parti et le gouvernement ont entrepris d'y remédier, et de porter en 1960 la production annuelle de céréales à 10 milliards de pouds, soit près de 164 millions de tonnes[6]. Par rapport à la production réelle de 1952, l'augmentation serait d'environ un quart. Un effort tout particulier est exigé pour le maïs qui est, comme le montre l'exemple américain « la culture la plus rentable ». « *En 1953*, cite Khrouchtchev, *aux Etats-Unis 35 % de la totalité des emblavures furent semées de maïs, soit presque 30 millions d'hectares, c'est-à-dire autant qu'il fut semé de blé, et il fut récolté 4,5 milliards de pouds de maïs, soit 55 % de la production céréalière globale* ». L'objectif fixé par l'U.R.S.S. pour « les cinq à six prochaines années » consiste à porter de 3 à 28 milliards d'hectares au moins les surfaces ensemencées de maïs et pour ce faire « *remplacer une partie des emblavures ensemencées de cultures céréalières moins rentables, environ 8,5 milliards d'hectares, par du maïs..., remplacer environ 4 millions d'hectares de cultures fourragères diverses par du maïs.*

Une autre campagne est lancée depuis 1954 pour défrichage des terres vierges, en Oural, au Kazakhstan, en Sibérie. On procède alors à un véritable « exode urbain » qui touche des centaines de milliers de Soviétiques — Russes ou Ukrainiens pour la plupart. Surtout

6. Le poud vaut 16 kilos 380.

parmi les jeunes que la presse présente comme des volontaires. Cela rappelle le précédent de Komsomolsk, cette ville bâtie en Extrême-Orient par des jeunes communistes « volontaires ». Il s'agissait alors d'un déplacement massif auquel il était difficile de se soustraire et qui s'effectuait dans des conditions pénibles. Arrivés sur les lieux de leur nouveau travail, les jeunes campaient dans un climat inhospitalier. La nouvelle entreprise est-elle mieux organisée ? Certaines critiques publiées dans les journaux soviétiques montrent que tout n'est pas parfait. Les volontaires ont reçu pour mission de défricher en deux ans 28 à 30 millions d'hectares (soit à peu près la moitié de la superficie de la France). La première année — exactement de mars à novembre 1954 — ils avaient labouré 17,34 millions d'hectares, alors que 13 étaient fixés. De 1933 à 1941, 27 millions d'hectares supplémentaires de terres avaient déjà été défrichés. Mais c'est la première fois qu'est lancée une campagne aussi systématique.

Et pourtant, la situation d'ensemble de l'agriculture ne semble guère s'améliorer. Il est vrai que le rendement moyen à l'hectare reste faible. Les estimations les plus optimistes citent des chiffres qui ne dépassent guère 10 quintaux à l'hectare (rendement moyen en France : environ 20 quintaux de blé à l'hectare). Il y eut à ce propos des discussions dans les organismes directeurs de l'U.R.S.S. : pour accroître la production fallait-il d'abord améliorer les rendements — et donc pratiquer une culture intensive — ou fallait-il d'abord développer les surfaces, donc pratiquer une culture extensive ? En théorie, dans un pays aussi vaste que l'U.R.S.S. les deux méthodes ne s'excluent pas l'une l'autre. Mais en pratique ? C'est un fait que les régions traditionnelles de production souffrent ces derniers temps de mauvaises récoltes que l'on attribue à la sécheresse. On peut aussi se demander si le défrichage des terres nouvelles ne s'opère pas au détriment des terres

traditionnelles qui ne disposent pas de tout le personnel, ni de tout le matériel dont elles auraient besoin.

D'autre part, les pertes de récoltes sont considérables. La méthode de calcul des récoltes « sur pied », qui était pratiquée jusqu'en 1953 pouvait donner le change. Or, la presse soviétique cite souvent le cas de récoltes qui pourrissent faute d'avoir été rentrées à temps. Les tracteurs ne sont pas là quand on a besoin d'eux, ou s'ils sont là, les hangars pour engranger la récolte sont insuffisants. En certaines régions, les pertes ont pris l'allure de catastrophe. Le professeur Prokopoviez — après des calculs prudents — estime que les pertes se montent à 20-25 % de la récolte. L'agriculture soviétique est-elle — comme l'affirment ses dirigeants — la plus mécanisée du monde ? Ce n'est pas encore le cas, semble-t-il : l'U.R.S.S. dispose de deux fois moins de tracteurs que les Etats-Unis. En 1950, l'U.R.S.S. possédait 0,4 tracteur pour une surface de 100 hectares, contre 2,3 tracteurs pour une même surface aux Etats-Unis. De plus, à maintes reprises, on a cité le cas de machines agricoles inutilisables dès leur sortie de l'usine. Les *Izvestia* du 31 décembre 1950 révélaient que les machines à récolter les pommes de terre, fabriquées à Riazan, étaient hors d'usage au bout de 15 à 20 jours. A l'usine Frounze, la commission de réception devait refuser une moissonneuse sur cinq et une faucheuse sur quatre. A l'usine de Tachkent qui fabrique des machines pour la récolte du coton, la commission a refusé en juin 50 % des machines, en juillet 95 %, en août 59 % et en septembre 44 %. « *Un grand nombre de responsables dans les ministères et dans les usines,* écrivait ce journal, *ne pensent qu'à la réalisation quantitative et oublient ou négligent la réalisation qualitative.* » Quant aux utilisateurs, ils ne connaissent pas toujours le fonctionnement, ni les règles d'entretien des machines qui leur sont livrées.

En effet, l'agriculture soviétique se plaint de man-

quer de cadres qualifiés. Khrouchtchev précisait en septembre 1953 : « *Dans les kolkhozes travaillent 18.500 spécialistes (soit 5 % des spécialistes). Sur cinq kolkhozes, on ne trouve qu'un spécialiste. 50.000 spécialistes — soit 14 %— travaillent dans les Stations de Machines et Tracteurs. En revanche 75.000 spécialistes — soit 21 % — sont employés dans l'appareil bureaucratique rural et n'ont que des rapports très lointains avec la production kolkhozienne.* » Il avait signalé auparavant que 22,6 % des directeurs des M.T.S. et 14,8 % des ingénieurs en chef avaient une instruction supérieure, 47 % des directeurs et 14,8 % des ingénieurs en chef avaient une instruction secondaire, 30,4 % des directeurs, 64,4 % des ingénieurs en chef et 89,9 % des chefs d'atelier n'avaient qu'une instruction primaire. Sur les 94.000 kolkhozes, seuls 16.000 avaient un président doté d'une instruction supérieure ou secondaire spéciale.

Une autre difficulté vient de la planification. Dans quelle mesure est-il possible de prévoir exactement les résultats d'une récolte ? Le travail de la terre n'obéit pas docilement aux directives édictées en haut lieu. C'est pour remédier à cette difficulté que le 19 mars 1955, le Parti et le gouvernement ont décidé de changer les méthodes de planification rurale. Le communiqué signale comme « erreur » la manière qu'avaient les autorités centrales de dicter aux kolkhozes quelles quantités et quelles variétés de cultures ils devaient produire. « *Tout cela enchaînait kolkhozes et M.T.S.* », sans d'ailleurs tenir un compte suffisant des conditions propres à une plus grande liberté aux entreprises productives — kolkhozes et surtout M.T.S. — sous réserve que leurs proportions soient acceptées par les autorités et qu'il soit satisfait aux livraisons obligatoires à l'Etat. Les propositions doivent être communiquées le 1er septembre de chaque année après avoir été discutées, corrigées et approuvées à tous les échelons de la hiérarchie, elles

seront transmises au Gosplan et au ministère fédéral de l'Agriculture, par les Conseils des ministres des républiques fédérées, pour le 10 novembre de chaque année.

Toutes ces indications, puisées aux sources soviétiques, montrent que l'agriculture reste le « talon d'Achille » du régime. Chaque fois qu'ils en ont eu l'occasion, les paysans ont manifesté sous une forme ou une autre leur mécontentement. Pendant le communisme de guerre, et les réquisitions, ils ont, en certains cas, rejoint les armées blanches. Au début de la collectivisation, ils sont entrés en lutte ouverte. Officiellement seuls les « koulaks » — ou paysans exploiteurs — s'opposaient au régime, mais la définition du mot koulak était celui qui avait employé des salariés, ou encore celui qui possédait un cheval. Bientôt furent baptisés du nom de koulak tous ceux qui étaient hostiles à la collectivisation. On a alors des raisons de supposer que ces koulaks formaient la majorité de la paysannerie soviétique. Néanmoins, ils furent bien obligés d'accepter le système du kolkhoze. Ils profitèrent cependant du relâchement des années de guerre pour agrandir leur lopin personnel au détriment de la propriété kolkhozienne. Un décret (19 septembre 1946) signé de Staline chef du gouvernement et de Jdanov secrétaire du Comité Central édictait « *les mesures à prendre pour mettre fin aux infractions au Statut du kolkhoze* ». Il s'agissait de lutter contre le pillage des biens et des terres kolkhoziennes. On estimait au 1er janvier 1947 que depuis la guerre, les paysans dans 89 % des kolkhozes s'étaient emparés illégalement de 521.000 hectares de terres et de 140.000 têtes de bétail ; ils s'exposaient ainsi à une peine de « travail correctif » de 5 à 20 ans. Le décret de septembre 1946, comme certaines réflexions d'hommes d'Etat soviétiques révèlent qu'après la guerre les paysans n'étaient pas enthousiastes pour rejoindre les kolkhozes ; il semble même qu'il y ait eu des troubles.

Officiellement les paysans sont très heureux de leur sort, mais en fait leurs aspirations et celles du parti ne paraissent pas précisément concordantes. Les paysans se sont toujours plaints d'avoir été sacrifiés et ce de façon délibérée. Aux premiers temps du régime, on élisait aux Soviets un député pour 100.000 paysans et un député pour 25.000 ouvriers. Il y a plus grave : les paysans ne reçoivent pas des villes les produits dont ils ont besoin, et comme l'avouait Mikoyan, alors ministre du commerce intérieur, le 17 octobre 1953, c'est à la campagne que l'organisation commerciale s'est révélée la plus déficiente. Au reste, le kolkhoze lui-même est en contradiction avec l'ensemble du système de propriété en vigueur en U.R.S.S. Certains théoriciens proposaient naguère de donner purement et simplement aux kolkhozes les M.T.S. qui appartiennent à l'Etat. Staline, dans son dernier écrit, a refusé cette solution : les kolkhozes, a-t-il dit, ne seront pas en mesure d'entretenir ni de renouveler le matériel. Et surtout l'objectif final du Parti n'est pas de développer la propriété coopérative, mais de la transformer en propriété nationale. A ce moment seulement sera résolu l'antagonisme ville-campagne qui s'oppose à la réalisation du communisme. La pente naturelle du Parti le pousse donc à l'étatisation pure et simple des entreprises rurales, quitte à consentir des compromis plus ou moins longs, si la nécessité l'exige.

On ne peut, en sens contraire, sous-estimer le penchant des paysans pour la propriété individuelle. En temps normal ils cultivent leur lot individuel au détriment du kolkhoze. Quand la surveillance se relâche du fait de la guerre, ils agrandissent leur lot en prenant des terres ou du bétail du kolkhoze. De même préféraient-ils pour le travail le système des petites équipes autonomes à celui des brigades parce qu'ainsi ils s'attachaient à une parcelle déterminée qu'ils en venaient à considérer comme la leur. Par ailleurs, le Parti

compte beaucoup moins d'adhérents dans les campagnes que dans les villes. En 1937, les Soviets de villages ne comportaient que 18,9 % de membres du Parti, alors que dans les villes la proportion s'élevait à 42 %. En 1939, il n'y avait que 153.000 communistes dans les kolkhozes (alors que l'effectif total du Parti était de 2.477.666 membres). En 1941, il n'y avait que 610.000 communistes à la campagne. Par ailleurs, c'est à la campagne que la religion a, semble-t-il, gardé la plus grande influence.

A court terme, le Parti et le gouvernement sont en lutte avec la paysannerie pour obtenir une production accrue. Les nécessités de cette lutte amènent le pouvoir à composer, à faire, le cas échéant, « un pas en arrière ». A plus long terme, le Parti veut niveler les différences de travail et de modes de vie entre villes et campagnes. Lénine écrivait déjà en 1921 : « *Pour abolir les classes, nous devons abolir les différences entre l'ouvrier et le paysan, nous devons les transformer tous en ouvriers.* » Pour ce faire, on vante aux paysans les avantages du confort urbain. Khrouchtchev a utilisé l'argument lorsqu'il voulut lancer les agrovilles. Mais là-dessus, le régime s'est constamment heurté à la résistance des paysans. Il n'est pas sûr qu'il en triomphera un jour.

BERNARD FÉRON.

Imprimerie AUBIN, LIGUGÉ (Vienne).
D. L., 4e trimestre 1955. — Imprimeur, n° 1.194.
Directeur gérant : R.-C. CHARTIER, N.M.P.P.